

Le retour annoncé de M. Ben Bella

UN quart de siècle après sa destitution et neuf ans après son départ pour l'exil, M. Ahmed Ben Bella prépare son retour au pays, qu'il espère triomphal. Sauf un nouvel - et improbable - obstacle, le « père de l'indépendance », assuré de sa liberté de mouvement, regagnera l'Algérie le 8 septembre. Mais l'Algérie de 1990 a-t-elle encore besoin de cet homme de soixante-quatorze ans, qui appartient déjà, et quoi qu'il advienne, à l'Histoire ?

De son exil genevois, où il organise son retour avec soin, M. Ben Bella affiche négligemment son peu d'intérêt pour l'exercice du pouvoir suprême et dit vouloir laisser la relève aux plus jeunes. Mais il assure pouvoir encore rendre de grands services à son pays en crise. Pour « sauver l'Algérie », il a son plan : il se voit à la tête d'un « conseil des sages », un organisme au-dessus de tout soupçon qui serait chargé de gérer une période transitoire conduisant aux indélébiles élections législatives.

POUR le reste, l'ancien chef de l'État se montre évasif, même s'il ne lui déplairait pas, à l'évidence, d'être un « ultime recours », d'incarner le « sauveur » national. Aussi se place-t-il délibérément au-dessus des partis en se voulant l'homme du consensus.

A-t-il quelque chance de pouvoir, le jour venu, jouer au rassembleur ? On peut en douter. Son charisme, sa fougue encore juvénile et ses idéologies épuisées de celles qui ne lui ont servi de rien dans une Algérie devenue si différente de celle qu'il gouverna de 1963 à 1965, de manière d'ailleurs parfois imprévisible et troublante. Non seulement parce qu'un Algérien sur deux est aujourd'hui âgé de moins de quinze ans et que de nombreux jeunes ignorent jusqu'au nom même de Ben Bella pendant longtemps « gommé » des livres d'histoire. Mais surtout parce que l'ex-président va trouver sur son chemin, avec les islamistes, des adversaires de taille.

DEPUIS son triomphe aux élections locales du 12 juin, le Front islamique du salut (FIS) est, de très loin, la première force du pays. Sur la scène politique algérienne, c'est donc d'abord par rapport à lui que chaque acteur est contraint de se situer. Avocat d'un islam modéré et tolérant, M. Ben Bella a condamné timidement le fanatisme. Pourtant, il ne peut guère aller plus loin dans cette voie car il chasse sur les mêmes terres que les islamistes. Espérant rallier une partie des mécontents, il ambitionne de présenter des listes électorales communes avec le FIS et certains transfuges d'un FLN en pleine décomposition.

L'ennui pour M. Ben Bella, c'est que le parti islamiste a aujourd'hui les moyens, sinon le désir, de se passer des services d'un homme « providentiel ». Quant aux ouailles du FIS, sans doute sont-elles plus attentives aux harangues d'un prédicateur radical comme Ali Belhadj qu'à un discours raisonnable d'un homme d'une autre époque. Une chose est sûre. Une fois M. Ben Bella de retour, on voit mal comment le président Chadi pourrait longtemps ajourner les élections, c'est-à-dire retarder l'heure de vérité.

Lire page 22 l'article de GEORGES MARION

M 0147 - 721 0 - 5,00 F



Clémence pour les inculpés de la tuerie de 1980 Les acquittements de Bologne indignent l'Italie

Le mouvement de protestation s'amplifie en Italie après l'acquittement en appel, mercredi 18 juillet, des quatre militants d'extrême droite condamnés à perpétuité, en première instance, pour l'attentat qui avait fait 85 morts et 200 blessés à la gare de Bologne en août 1980. Une manifestation nationale sera organisée le 2 août prochain à Bologne. Les employés des chemins de fer ont observé une grève d'une heure à Florence. Plusieurs centaines de personnes ont également manifesté à Milan.

Le 2 août 1980 une bombe explosait dans la salle d'attente de 2^e classe de la gare de Bologne. L'enquête, soigneusement fourvoyée par des membres de la loge P2 à laquelle étaient liés des responsables des services secrets italiens, s'engageait d'abord sur des fausses pistes. Mais à la suite d'un changement d'enquêteurs, l'instruction se dirigeait vers les milieux d'extrême droite. Un premier procès s'ouvrit en janvier 1987, qui aboutit à quatre condamnations à perpétuité.

C'est ce verdict qui a été infirmé mercredi par la cour d'appel de Bologne. Les magistrats ont affirmé qu'ils ne disposaient pas de preuves suffisantes pour confirmer les condamnations, mais bien des Italiens voient dans cette décision la volonté de passer l'éponge

sur un épisode particulièrement tragique de la collusion entre l'extrême droite, la loge maçonnique de Licio Gelli et certains milieux dirigeants.

Dans son ensemble, la presse italienne est indignée par la décision de la cour de Bologne. « Une honte pour l'Italie », écrit *Il Messaggero* dans son édition de jeudi. « Un pays sans vérité », affirme le *Corriere della Sera*. « L'injustice est faite », titre *La Repubblica*. Quant à *l'Unità*, quotidien du PC, elle a publié une page blanche à la place d'une page avec une photo « une », avec au centre une photo plus forte que les mots : un homme criant sa douleur, évacué par des brancardiers affolés. Une des centaines de victimes de l'attentat de Bologne.

Lire page 3 l'article de notre correspondant à Rome

La visite du premier ministre à Tokyo

M. Rocard veut « décriper » les relations franco-japonaises

La visite au Japon de M. Rocard a permis, selon ce dernier, de « décriper » les relations bilatérales. Lors d'une conférence de presse, vendredi 20 juillet à Tokyo, le premier ministre a jugé de « normal » que la France et le Japon n'entretiennent pas des relations dont l'intensité correspond à « leur importance respectives » et souhaité « intensifier notre coopération là où elle est techniquement porteuse d'avenir ». M. Rocard devait s'adresser, samedi, aux hommes d'affaires japonais avant de regagner Paris.

Une puissance globale

TOKYO

de notre correspondant

Le Japon, qui avait habitué ses partenaires au profil bas et au suivisme de la puissance tutélaire américaine, est en train d'apprendre à ne plus fuir la confrontation. Le sommet de Houston fut un test de cette volonté nouvelle de défendre ouvertement ce qu'il estime être ses intérêts. Puissance économique au poids déterminant dans les équilibres mondiaux, le Japon se lance non sans tâtonnements dans une activité diplomatique certes encore feutrée mais dont l'ambition est clairement planifiée. L'Europe est un pilier de cette rentrée diplomatique d'un

Japon qui entend être présent désormais en Asie, en Amérique et sur le continent européen.

Les dirigeants japonais ont longtemps affirmé que l'Europe constituait le second pôle d'une diplomatie supposée triangulaire (Japon-Etats-Unis-Europe). Vœux pieux. La crainte de l'Europe de 1992, avait sans doute stimulé les esprits, mais Tokyo restait obnubilé par Washington, où tout nouveau premier ministre nippon s'empresse de se rendre comme pour authentifier son investiture.

PHILIPPE PONS
Lire la suite et l'article de JEAN-LOUIS ANDRÉANI page 5

Une hiérarchie des inégalités

Pour lutter contre l'injustice du chômage, il faut élargir l'éventail des salaires

par Alain Lebaube

Osons une thèse. Pour résorber la plus grave des inégalités, celle qui existe depuis quinze ans entre ceux qui possèdent un emploi et ceux qui n'en ont pas, il faut se résoudre à accepter comme une inégalité moins grave celle dont on parle depuis des semaines : c'est-à-dire celle des salaires. Et si on admet que la baisse du chômage reste, malgré les améliorations récentes, un

objectif primordial, il faut supporter les conséquences d'un tel choix. La diminution du nombre des chômeurs de longue durée suppose, en effet, que les moins qualifiés d'entre eux retrouvent une activité rémunérée.

Mais ils seront dans ce cas forcément peu payés ; d'autant moins bien payés que les diverses mesures prises par les pouvoirs publics visent à baisser le coût du travail pour encourager les entreprises à les recruter. L'éven-

tail des rémunérations ne peut donc aller qu'en s'élargissant et l'inégalité salariale devient alors une sorte de point de passage obligé de la politique qui se donne comme prioritaire la lutte contre le chômage.

Cela dit, pour être acceptée ou du moins comprise de tous, l'aggravation des inégalités doit être transitoire et temporaire ; en tout état de cause doit être liée à un recul effectif du chômage. Elle ne pourrait sinon être tolérée long-

temps et ne peut pas, socialement et économiquement, apparaître comme une solution durable ; les inégalités, par rapport aux revenus non salariaux cette fois, rendant de toute manière l'exercice explosif.

Surtout, la consolidation des emplois et la modernisation de l'économie dépendent davantage, à terme, de la « requalification » de la main-d'œuvre et des efforts de formation.

Lire la suite page 18

Les biduliers magnifiques

A Avignon, la troupe Royal de Luxe joue « la Véritable Histoire de France ». L'événement du Festival

AVIGNON

de notre envoyée spéciale

Dans le vocabulaire des vieux métiers du spectacle, un « bidulier » est celui qui invente et fabrique les machines à effets spéciaux, celles qui font souffler le vent, trembler les murs, et chavirer des navires sur des mers déchaînées, celles qui font apparaître des fantômes et des animaux chimériques, la machine qui fait jouer tout seul un violoncelle, qui lance des galoches en guise de boulets de canon sur les tours d'un château de carton, celle qui fait brûler Moscou, et les machines à poules et cordages, qui font tourner les lourdes pages d'un livre géant - 6 mètres sur 4, 1,50 mètre d'épaisseur. L'une après l'autre les pages tournent, portant une image, un décor, un moment de l'histoire, la Véritable Histoire de France racontée par Royal de Luxe.

Avec Royal de Luxe, théâtre de rue venu d'Aix-en-Provence, puis établi à Toulouse, et depuis six mois à Nantes, on a affaire à des as du bidule. Ils se sont installés devant le palais des Papes, et deux heures avant le début du spectacle, la foule commence à arriver. On se place comme on peut, les quelques gradins sont rapidement occupés, on reste debout, on s'assied sur les pavés,

l'ambiance est à la fête, avec un arrière-goût joyeux de sixante-huitard. Quelque chose que la troupe a retrouvé d'elle-même, parce qu'aucun de ses membres n'est en âge de se souvenir.

Ils ne se souviennent pas de Michelet, ni de Malet et Isaac. Leur mémoire embrouille les dates et les gens. Louis XIV succède à Vercingétorix. Le Roi Soleil, perruque, veste en tapisserie, chaussettes trouées, regarde Roland perdre son souffle à Roncevaux non sans avoir soufflé son rocher, puis il reçoit une foudre de boulets de canon. Chacune de ses paroles s'accompagne d'un coup de tonnerre. En Cour, rége à damiers rouges et blancs, Jeanne d'Arc garde ses moutons.

En panty rose, recouvert d'une armure, elle s'en va bouter les Anglais hors du château, au cours d'une bataille meurtrière, bruyée en direct, en arrachant des rouleaux de papier collant, en grattant une casserole devant un micro amplificateur.

Les bruits, la musique, les coups de canon, le sifflement des machines à flammes, la chaleur des flammes, leurs couleurs vertes et jaunes, leur fumée, l'odeur d'esence et de gaz, les crachements de moteurs sur les invraisemblables véhicules - entre Jules Verne et la Guerre des étoiles - soutiennent la course impitoyable des vaillants servants des bidules.

COLETTE GODARD
Lire la suite page 9

Frissons fin de siècle

Le feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX

5. - Rebronzer la jeunesse page 2

SANS VISA

■ Goa, l'ancienne portugaise.
■ Escapes ■ La table ■ Jeux

pages 11 à 13

سكرا من الامم

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux



« La bicyclette améliore les hommes, et l'on vivra bientôt jusqu'à cent ans. »

LE 25 novembre 1892, dans le grand amphithéâtre de l'ancienne Sorbonne, un jeune baron de vingt-neuf ans, Pierre de Coubertin, annonça tout de go sa résolution de provoquer le prochain rétablissement des Jeux olympiques abolis par Théodose en 394. Et il parla fort bien d'Olympie, la vieille cité dont l'archéologie allemande venait d'exhumer la splendeur. L'annonce recueillit les applaudissements tout juste polis de la fine fleur athlétique et des autorités républicaines en col dur : pour quoi la France se mêlerait-elle de reconstruire l'olympisme ?

Pourtant, deux ans plus tard, le 23 juin 1894, toujours dans le grand amphithéâtre d'une Sorbonne flamboyante neuve, 2 000 invités et 79 délégations étrangères se pressaient dans l'enthousiasme au « Congrès pour le rétablissement des Jeux olympiques ». Des virgules « soutenues par des harpes » entonnaient dans un grand désordre de palmes et de rameaux d'olivier l'hymne à Apollon dont l'inscription, découverte à Delphes l'année précédente, a été transcrite par l'helléniste Théodore Reinach — juste revanche sur la besogneuse érudition germanique ! — et mise en musique par Gabriel Fauré. Coubertin triomphe. Il fait voter par acclamation ses idées fixes : des Jeux, tous les quatre ans comme jadis, itinérants, excluant les femmes, qui reprendront les anciennes compétitions individuelles, mais intégreront les sports collectifs modernes. Au comble de l'émotion, on désigne quelques *sportmen* bien nés et argentés qui composeront le Comité international olympique chargé de mettre sur pied les premiers Jeux, à Athènes, dans deux ans.

Pari tenu. Du 5 au 15 avril 1896, par un temps de Pâques éclatant, après un beau lâcher de pigeons et dans les hurlements d'une foule grecque grisée par ce renouveau, des athlètes s'élancèrent dans le stade de Périclès. Les performances furent médiocres. On vit des supporters yankees étaler une joie intempestive, dont on sourit paternellement dans les bistrots d'Athènes, quand quelques robustes étudiants venus de Princeton rallèrent force médailles. Mais les dieux veillaient : le glorieux marathon fut remporté par un fils d'Homère, Spiridon Louys, « un magnifique berger vêtu de la justaucorps populaire et étranger à toutes les pratiques de l'entraînement scientifique ».

Voici donc les Jeux lancés. Leur carrière n'est certes pas encore à l'abri des déconvenues. Ainsi, ceux de 1900, tenus à Paris, seront discrets, noyés dans l'énorme kerneuse de l'Exposition universelle dont les commissaires, qui surveillent le tiroir-caisse, avaient orchestré un exhibitionnisme de foire des sports professionnels : l'amateurisme distingué trouvera refuge à l'ombre de la Croix-Catelan, et il faudra attendre 1912, en Suède, pour que les Jeux retrouvent une unité. Mais l'olympisme renoué d'entrée communie avec cette fin de siècle qui lui fait fête et signifié aux yeux du monde entier la naissance du sport moderne et toute la passion qui anime ses fidèles.

Ce bougon de Charles Maurras lui-même, tout entêté qu'il fût d'atticisme, avait d'abord pensé que ce mélange de peuples dans les olympiades conduirait aux « pires désordres ». Athènes a fait tomber ses préventions, pour des raisons qui étaient propres, il est vrai, au chantre du « nationalisme intégral », mais dont l'avènement du sport de masse dira qu'elles

n'étaient pas entièrement fausses. Il vit frémir des drapeaux dans toutes les mains, confia-t-il aux lecteurs de la *Gazette de France* le 19 avril ; il applaudit à la victoire de M. Christopoulos, l'agile lutteur de la Société gymnastique de Patras, sur M. Jensen, une « brute savante » du Rowing-Club de Copenhague. « J'ai beaucoup admiré ce soulèvement national, conclut-il. [...] Bien loin d'étouffer les passions patriotiques, tout ce faux cosmopolitisme du stade ne fait que les exaspérer. Je suis loin de m'en plaindre. [...] Maintenant les peuples se vont fréquenter directement, s'injurier de bouche à bouche et s'en... l'her cœur à cœur. »

Pierre de Coubertin tentera, mais en vain, de protéger son œuvre de ces dérives cocardières des temps nouveaux. Mais il vomissait trop lui-même la « lepre ploutocratique », il était trop aristocrate pour n'être pas sensible à la « profonde rumeur des esclaves, des malheureux », trop individualiste pour ne pas souhaiter que « l'identité du plaisir » soit sur le stade devint la source dont découlerait « la bonne humeur sociale », même au prix de quelques débordements chauvins. Le baron, en fait, est un chevalier un peu égaré dans son siècle.

Il croit à l'éducation et à l'individu. Depuis 1887, il plaide inlassablement en France pour le sport scolaire contre l'éducation physique militarisée et revancharde, pour les clubs et les associations volontaires contre les figures imposées par les adjutants de la barre fixe qui dressent des troupiers stupides. Il est anglophile, car il a assez voyagé pour s'être convaincu que la puissance britannique et la force américaine se bâissent aussi sur les gazon des campus et des collèges. Il est persuadé, pour tout dire, dans son patriotisme de sagesse, que l'éducation par le sport décrasserait une jeunesse abêtie par la discipline d'Etat qui brise l'individu : « Je rebronzerai une jeunesse veule et confinée, son corps et son caractère, par le sport, ses risques et même ses excès. J'élargirai sa vision et son entendement par le contact des grands horizons sidéraux, planétaires, historiques, ceux de l'histoire universelle surtout, qui, engendrant le respect mutuel, deviendront un ferment de paix internationale pratique. Et tout cela sans distinction de naissance, de caste, de situation, de métier. »

Ce discours vient à son heure, quand le patriotisme français flotte un peu dans son uniforme et dérive à la marge vers un nationalisme de rancune et d'exclusion. Il est vrai que l'éducation physique des jeunes avait déjà beaucoup donné à la cause de la sainte Revanche. Dès 1871, Gambetta était clair : « Il faut mettre partout, à côté de l'instituteur, le gymnaste et le militaire, afin que nos enfants, nos soldats, nos concitoyens, soient tous aptes à

Pierre de Coubertin relance l'olympisme. Le sport est encore une morale aristocratique, mais les batailles de gymnastes et de vélocipédistes ne sont pas loin.

tenir une épée, à manier un fusil, à faire de longues marches, à passer les nuits à la belle étoile, à supporter vaillamment toutes les épreuves pour la patrie. » Après 1880, la République de Jules Ferry fit sonner les fanfares des bataillons scolaires pour développer conjointement l'entraînement militaire et la gymnastique : « Voici la Revanche qui passe », sanglotait Déroulède devant ces « mâles bataillons imberbes ».

Dix ans plus tard, l'expérience était pratiquement abandonnée, car les instituteurs l'avaient peu suivie, les militaires appelés en renfort, le plus souvent des sous-officiers, avaient confondu le préau de l'école et la cour de caserne. L'activisme boulangiste avait même fait craindre un temps que cette militarisation des jeunes, poussée par la Ligue des patriotes, se retourne contre la République. Et les élèves, on l'imagine, avaient su inventer eux-mêmes mille autres ruses plus ludiques pour faire de l'exercice...

En revanche, cette nécessité patriotique connaît une assez belle extension sociale à l'extrême fin du siècle dans la profusion des sociétés de gymnastique (on en décompte en 1900 au moins 800, regroupant plus de 300 000 membres) et de tir. La gymnique militarisée a séduit des associations de marcheurs et des passionnés d'hippisme, les premiers touristes et les vélocipédistes d'avant-garde, des amicales laïques, des patronages catholiques et des élèves des Ecoles normales. Et même des sapeurs-pompiers, encore très civilment taxistes dans leur entraînement physique, se sont mis eux aussi à brûler de la poudre. Le risque de guerre, qui deviendra patent après 1905, accélérera cette nationalisation du tir.

Mais cet engouement pour la carabine ou le pistolet ne répondait pas tout à fait à la double question qui hante les années 1890 : comment éviter que la préparation militaire des corps dérive vers le bell-

cisme brutal ? Et comment éduquer le jeune muscle avachi par un système scolaire qui étouffe l'adolescence ? Les anglo-manes comme Coubertin, les hygiénistes, les médecins, unanimes, ont une réponse : le sport. Ils partagent tout à fait le jugement d'un Maurice Barrès, qui n'a pas mâché ses mots dans le *Figaro* du 26 avril 1892 : « Aujourd'hui comme devant, nos collèges sont des séminaires et des champs de course. Séminaires pour la castration, la monotonie, l'atmosphère glaciale ; champs de course, parce qu'il s'agit pour chacun d'arriver bon premier, qui à Polytechnique, qui au concours général. [...] Voilà les premiers résultats de l'éducation physique. Vous espérez qu'à nos jeunes gens, rendus pour la plupart bossus, anémiques et myopes par l'internat, on allait donner un peu de cette vie normale de plein air et d'exercices modérés que leur âge, que tous les âges réclament. Consultez les collégiens. Ils vous diront que toute cette bruyante éducation physique s'arrête à entraîner une minorité de jeunes gens, les plus vigoureux, afin qu'ils assurent le prix à leur lycée dans le lendemain de fin d'année. »

LES apôtres du sport ont salué les initiatives d'étudiants et de lycéens qui, à tâtons depuis 1880, ont acclimaté en France les grandes activités physiques des *public schools* d'outre-Manche, l'athlétisme, le rugby et bientôt le football : le Racing ou le Stade français ont montré la voie. Ils salueront aussi le lycée modèle, Lakanal, à Socaux, dont les pensionnaires pourront prendre un bain de pieds par semaine et une douche par mois, où des fresques sportives et un stade moderne délasseront enfin de la monotonie de l'étude et du dortoir. Les *sportmen* sont donc à l'offensive. Mais leur « sport » est encore perçu vers 1890 comme une activité mondaine d'origine étrangère, une flânerie au passage, un turf pour l'élite, une morale aristocratique, un catéchisme de la *Life* par *struggle*. Un peu de démocratie ne lui messierait pas.

La conquête du sport par les masses est postérieure à 1900. Mais de nets indices montrent que les dix années précédentes ont bien sonné le branle. Un sport plus populaire naît alors, collectif, séduisant pour des jeunes de milieux divers, animant les cours de récréation des patronages comme les terrains vagues de banlieue, frottant l'étudiant à l'employé et le métallo au « petit crevé ». Un sport de pratiques et d'amateurisme, mais déjà aussi de professionnalisme, de spectacle et de commerce. Un sport qui pourrait même, sait-on jamais, bousculer un mode de vie et une vision du monde en apprenant un brin de liberté moderne.

N'en suivons qu'une seule de ces activités, sur laquelle s'est souvent penché avec attendrissement l'historien américain Eugen Weber, qui nous a signalé cette gracieuse nouveauté de l'art de vivre « fin de siècle » : la bicyclette, qui deviendra « la petite reine ». En 1894, la France ne comptait que 132 000 vélocipèdes. Et le cabinet Ribot, fort usé, il est vrai, par le scandale de Panama, avait même chuté l'année précédente devant la Chambre à propos du vote d'un premier impôt direct sur ces engins. Mais le quotidien *le Vélo*, lancé trois ans plus tôt, tire déjà à 80 000 exemplaires, les bandages sont de caoutchouc plein, on va découvrir les joies confortables de la chambre à air et les selles s'incurvent pour recevoir sans dommages les assises sensibles des dames. Le *Petit Journal* a couvert le premier Paris-Brest-Paris en 1891, la course Bordeaux-Paris entre dans les mœurs, le Parc des Princes s'empli inexorablement, la publicité de presse aide puissamment au lancement de ce sport qui est déjà le plus populaire de tous. Bien sûr, un cheval d'acier coûte encore plus de 500 francs, soit trois mois du traitement d'un instituteur, mais on salue déjà 300 000 heureux acheteurs de bécanes en 1897.

La pédale émulative aurait-elle désamorcé la guerre sociale, canalisée la violence nationaliste, adouci les mœurs en démocratisant l'effort sur deux roues ? Quoi qu'il en soit, un chroniqueur, en 1900, ne voit « que deux raisons pour refuser de goûter aux délices de la vélocipédie : la pauvreté et les hémorroïdes ». Et Bruant chante la glorieuse Marche des bicyclist : « Tournons, virens, courons dur et longtemps. / La Bicyclette améliore les hommes / Et l'on vivra bientôt jusqu'à cent ans. »

Prochain épisode Les églantines de Carmaux

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».
• Vendredi 20 juillet : Rebronzer la jeunesse.
• Lundi 23 juillet : Les églantines de Carmaux.

Pour en savoir plus

► Aimez-vous les stades ? Les origines historiques des politiques sportives en France (1870-1930), numéro spécial de *Recherches*, avril 1980 (qui contient l'article pionnier d'Eugen Weber).
► Les Athlètes de la République. Gymnastique, sport et idéologie républicaine (1870-1914), Pierre Arnaud dir., Privat, 1987.
► Pierre de Coubertin, de Louis Callebaut, Fayard, 1988.
► Les Sapeurs-pompiers au XIX^e siècle, de Hubert Lussier, ARF, Editions L'Harmattan, 1987.
► Les Archives du football. Sport et société en France (1880-1980), d'Alfred Wahl, Gallimard, 1989.

Après l'acquiescement en appel des auteurs présumés du drame de Bologne

Les Italiens, effondrés, doutent de leur justice

ROME

de notre correspondant

Qui a placé la bombe dans la salle d'attente de 2^e classe de la gare de Bologne, le 2 août 1980, provoquant la mort de quatre-vingt-cinq personnes et en blessant deux cents autres ? Ce jour-là, pendant de longues heures, on a cru à l'explosion d'une chaudière. Puis, la vérité éclata et ce sera la stupéfaction. L'Italie tout d'abord effarée puis bouleversée, va se mobiliser : des coupables présumés seront arrêtés, puis condamnés.

Dix ans après, les auteurs de l'attentat n'ont à nouveau ni nom, ni visage précis, après le verdict prononcé par la cour d'appel, tous les accusés condamnés en première instance, le 11 juillet 1988, à la prison à perpétuité ou à des peines allant de trois à seize ans d'emprisonnement sont ou bien reconnus innocents ou bien bénéficiaires d'une nette diminution de leur peine.

Il aura fallu quinze jours de délibérations aux juges, tenus à l'abri des pressions dans un hôtel situé à une vingtaine de kilomètres de Bologne, pour rédiger la sentence. Quand le président de la deuxième cour d'appel de Bologne a lu le verdict, dans la salle d'audience, les défenseurs et les familles des victimes, incrédules, se sont effondrés. « Cette sentence de la cour d'appel est une provocation, une insulte aux morts, aux blessés et aux familles », nous la regardons comme la négation du droit à la justice », a dit M. Tommaso Scari, président de l'association des familles. En face, les inculpés laissent éclater leur joie. Pour eux, « la justice a triomphé des magouilles idéologiques ».

Lorsque le président annonce des modifications partielles de la

sentence, tout le monde commence à comprendre. Annulée la perpétuité pour Valerio Fioravanti, Francesca Mambro, Massimiliano Facchini et Sergio Picciafuoco, aucune charge n'est plus retenue contre eux. Aujourd'hui, ces quatre militants néo-fascistes sont absous « pour ne pas avoir commis le crime ». Blanchis également Licio Gelli, chef de la loge maçonnique P2, et Francesco Pazienza, célèbre homme d'affaires et collaborateur notoire des services secrets italiens, condamnés tous deux, lors du premier procès, à dix ans d'emprisonnement pour « calomnie à des fins de dissimulation de preuves ».

Manœuvre de diversion

Gelli est d'ailleurs resté très peu de temps en prison, du fait de son état de santé. Rapidement « il venait » par à nouveau goûter aux joies de la liberté dans sa résidence d'Arezzo, la villa Wanda, recevant amis et journalistes triés sur le volet, qui pouvaient ensuite livrer à l'Italie ses commentaires sur l'évolution de la politique et des mœurs de la Péninsule. C'est depuis sa villa qu'après la sentence il laissera éclater sa joie, dans un entretien téléphonique : « L'annonce de ma totale innocence m'a rempli de joie parce qu'on a reconnu ma non-participation, mais la satisfaction de voir triompher la justice, concept abstrait auquel j'ai toujours fait confiance, est encore plus grande ».

Enfin, les condamnations pour constitution de bandes armées prononcées en première instance ont été gommées ou du moins réduites au minimum pour ceux qui durant les audiences avaient pourtant revendiqué avec détermination et fierté leur appartenance au noyau

de la lutte armée. C'est ainsi qu'Egidio Giuliani a vu sa peine ramenée de dix à huit ans. Ont été adoucies également les sanctions, qui sont passées de dix à trois ans, pour le général Pietro Musumeci et le colonel Giuseppe Belmonte.

Ces deux ex-officiers du SISMI (services secrets militaires italiens) n'auraient donc pas agi à des fins terroristes. On ne reconnaît plus « aucune logique destructive » dans le brouillage des indices qu'ils avaient organisé, afin d'aligner l'enquête vers une « piste internationale fantomatique ». Un exploit identique à celui utilisé à Bologne avait été placé dans un train, ainsi que des armes, des billets d'avion et des journaux étrangers. Ce n'est qu'après des mois d'enquête que l'on se rendit compte qu'il s'agissait d'une manœuvre de diversion.

De hauts responsables du SISMI affiliés à la P2 étaient alors interrogés et condamnés pour opérations illégales. Qui cette falsification devait-elle couvrir ? Aujourd'hui, on ne le sait pas. La théorie d'une alliance idéologique entre hommes de la P2, services secrets et terroristes d'extrême droite ne tient-elle donc plus ?

Désinformation

L'enquête avait commencé dans un climat de tension extrême. Alors qu'on dégageait encore les victimes, des querelles de compétence éclataient parmi les différents services. Mais déjà à la fin août 1980, les pistes convergent vers l'extrême droite et vingt-trois mandats d'arrêt étaient émis. Un peu plus tard, un repent, un certain Farina, parlait de sa prison et affirmait que deux néo-fascistes lui avaient demandé une quantité importante d'explosifs.

Pourtant, la désinformation avait déjà commencé à faire son œuvre. Gelli aurait convoqué en septembre le vice-préfet de police, membre de la loge P2 et lui aurait conseillé d'orienter ses recherches vers les filières internationales. C'est alors qu'était même accréditée la thèse d'une origine libyenne de l'attentat, cherchant à le relier à l'affaire d'Ustica, le DC 9 qui avait mystérieusement explosé en vol en 1980. Pendant des mois, les juges et les enquêteurs, agérés sciement, cheminaient de la Suisse à l'Amérique du Sud, à la recherche d'une mystérieuse loge maçonnique dénommée « loge de Monte-Carlo ».

C'est finalement une enquête conduite à Rome par le juge Domenico Sica, qui a permis de condamner les membres du SISMI affiliés à la P2. Entre-temps, en 1984, le Conseil supérieur de la magistrature avait renouvelé complètement l'équipe menant l'instruction, ce qui permettait l'ouverture du premier procès le 19 janvier 1987. Vingt et un accusés comparurent, dont quatre furent condamnés le 11 juin 1988 à perpétuité.

Afin de rompre avec la pratique du secret d'Etat pour des crimes aussi graves, la commission des affaires constitutionnelles du Sénat vient d'approuver une modification de l'article 204 du nouveau code de procédure pénale. Plus personne ne supporte que la vérité ne soit pas faite sur les attentats qui ont déchiré et meurtri l'Italie. En mémoire des morts et au nom de la justice, personne ne veut baisser les bras. Le procureur général, le président et le vice-président de la région de Bologne, en tant que par civils, ont décidé de se pourvoir en cassation. (Interim.)

RDA

La coalition gouvernementale en crise

Les dirigeants de la coalition gouvernementale n'ayant pas réussi à s'entendre sur les modalités des prochaines élections générales allemandes, une sérieuse crise s'est ouverte au sein du cabinet du chancelier Helmut Kohl.

A l'issue de quatre heures d'après-marchandages au siège du conseil des ministres, à Berlin-Est, le ministre des affaires étrangères, M. Markus Meckel (social-démocrate), a affirmé que « la situation de la coalition (était) devenue très dangereuse ».

Les libéraux et les sociaux-démocrates souhaitent que le scrutin des élections du 2 décembre se déroule dans un seul territoire électoral. Dans cette hypothèse, les petits partis auraient moins de chances d'obtenir une représentation parlementaire, les élections devant se dérouler à la proportionnelle, avec un seuil minimal de 5 % en deçà duquel une liste n'obtient aucun

député. Les deux autres groupes parlementaires de la coalition, la CDU et son allié conservateur l'Union sociale allemande (DSU), réclament en revanche que la solution de la RDA au sein de la RFA ait lieu après les élections, ce qui permettrait au scrutin de se dérouler dans deux territoires électoraux distincts.

La DSU et le Parti communiste réformé (PDS) auraient de meilleures chances de dépasser la barre des 5 % en RDA que dans l'ensemble du territoire allemand, puisqu'ils ne sont pas représentés en RFA.

Avant la réunion du conseil des ministres, les libéraux avaient menacé de quitter le gouvernement si la Chambre du peuple n'acceptait pas leur projet d'ici à dimanche. (AFP.)

Lire page 17 l'article de notre correspondant à Berlin Henri de Bréson sur les mesures prises par la RDA pour sauver son agriculture.

■ BULGARIE : plusieurs villes paralysées par des grèves anti-turques. — Plusieurs villes à forte minorité turque de l'est de la Bulgarie sont paralysées depuis mercredi 18 juillet par des grèves organisées par des nationalistes protestant contre la formation d'un groupe parlementaire du parti de la minorité turque, le Mouvement pour les droits et libertés (DPS). Ce parti a remporté 23 sièges au Parlement, en juin dernier, devenant ainsi la troisième force dans l'Assemblée constituante. (AFP.)

■ ROUMANIE : manifestations à Timisoara. — Des milliers de personnes ont manifesté jeudi 19 juillet dans le centre de Timisoara, en

Roumanie occidentale, réclamant la libération du dirigeant étudiant Marian Munteanu et des autres personnes arrêtées à Bucarest en juin, lors de l'intervention des mineurs. Les groupes d'opposition, syndicats et étudiants rassemblés dans la ville-bureau de la révolution roumaine ont aussi demandé la démission du président Ion Iliescu. Ce dernier a remercié le même jour la France pour son « soutien » et son « attitude amicale face aux efforts actuels de la Roumanie » lors d'un entretien avec l'ambassadeur de France, M. Jean-Marie Lebrun, qui achève sa mission en Roumanie, a indiqué l'agence Romspress. (AFP, Reuters.)

GRANDE-BRETAGNE

Le syndicat des mineurs poursuit le « roi Arthur » en justice

L'état se resserre autour de M. Arthur Scargill, flamboyant président du syndicat des mineurs et leader de la grande grève de 1984-1985. Les quatorze membres du conseil exécutif du syndicat, réunis jeudi 19 juillet à Sheffield, dans le nord de l'Angleterre, ont demandé au « roi Arthur » de quitter la salle. Ils ont alors décidé de poursuivre leur président en justice pour détournement de fonds. Quelques heures seulement plus tard, les avocats du syndicat obtiennent un jugement en référé d'un tribunal londonien, gelant les avoirs bancaires à l'étranger de l'Organisation internationale des mineurs, dont M. Scargill est également le président.

LONDRES

de notre correspondant

L'objet du litige est une somme de 1,4 million de livres (14 millions de francs) donnée par les mineurs soviétiques pendant la grève de 1984-1985. M. Scargill n'a jamais expliqué de façon convaincante pourquoi cette somme est restée sur un compte auquel il avait accès, dans une banque de Dublin, au lieu d'être distribuée aux familles des grévistes. Il affirme qu'elle lui est parvenue après la fin de la grève et que, de toute façon, elle était destinée à « l'action internationale » du syndicat.

Il a été directement contredit jeudi par M. Mikhail Srebny, qui était président du syndicat des mineurs soviétiques au moment de la grève. « Nous voulions que cet argent soit utilisé pour venir en

aide aux grévistes. Nous n'avons pas pensé un seul instant qu'il pourrait servir à quoi que ce soit d'autre », a affirmé M. Srebny lors d'une interview à la chaîne ITV. Des questions de solidarité avaient été émises en URSS, dont le but était parfaitement explicite.

M. Scargill est d'autant plus compromis qu'il a obtenu un prêt personnel de 100 000 livres pour se faire construire une maison, du fonds même sur lequel était versée la donation soviétique. Le secrétaire général du syndicat, M. Peter Heathfield, avait lui aussi bénéficié d'un prêt de 60 000 livres.

Le jugement en référé signifie que MM. Scargill et Heathfield n'ont plus autorité sur trois comptes ouverts à Dublin, Vienne et Londres, au nom de l'Organisation internationale des mineurs. La plainte déposée par le syndicat contre son président va permettre l'examen de ces comptes.

Pas de démission

Il y a quelques jours, après la publication d'un rapport demandé par le conseil exécutif de son syndicat, le « roi Arthur » avait refusé de présenter ses excuses. Il avait seulement voulu retenu de ce document qu'aucune preuve formelle n'avait pu être apportée contre lui à propos d'une autre affaire : un de ses anciens collaborateurs, abondamment cité par la presse populaire, l'accusait d'avoir reçu en 1984 de l'argent du colonel Kadafi.

L'absence de trace écrite a permis à M. Scargill de se tirer du mauvais pas libyen. Il n'en est pas de même avec le « don » soviétique. M. Scargill a cependant réagi avec sa vivacité habituelle à l'annonce du dépôt de la plainte. « Ils sont devenus dingues », a-t-il déclaré. M. Heathfield n'a pas été en reste puisqu'il estime que la démarche du conseil exécutif est « diabolique ».

Jusqu'ici M. Scargill ne risquait que sa réputation. Il est désormais face à la justice. A-t-il pour autant l'intention de démissionner ? « Pas du tout », a-t-il rétorqué. « Que voulez-vous que je fasse d'autre ? Que j'ouvre une poissonnerie ? » Pourtant le conseil exécutif du syndicat des mineurs est peut-être sur le point d'arriver à ce que M. Thatcher recherche en vain depuis longtemps : faire tomber le « roi Arthur ».

DOMINIQUE DHOMBRES

L'URSS SANS CLICHÉS



Pronostic défavorable

On ausculte les héros. Fendillés de toute part, ils n'ont plus grand-chose dans le ventre et si le pronostic n'est que réservé c'est uniquement pour ménager la famille. En vérité, il n'y a déjà plus rien à faire et tout le monde a déjà fini par le savoir. « Savez-vous, annoncent fièrement aux étrangers leurs hôtes moscovites, qu'il n'y a jamais eu de révolution d'octobre ? Qu'elle n'a été qu'un coup d'Etat contre la révolution de février, la vraie ? ».

Oui, on le savait et l'on sait aussi que toute redécouverte de l'Histoire implique qu'à l'ouvrage du mensonge succèdent les simplismes de l'indignation. L'URSS est aujourd'hui malade de son histoire car aucun peuple ne pourrait réaliser sans traumatisme qu'il aura vécu ce siècle pour en arriver à — des décennies de retard sur l'autre Europe, tant et tant de cadavres à exhumier, d'archives nauséabondes à ouvrir, de

comptes à régler avec soi-même et les autres.

D'abord il y eut, dans les premières années de la perestroïka, l'enthousiasme de voir qu'on disait et écrivait enfin ce qui ne se murmurait, avant, qu'entre amis sûrs. Cette période fut une libération car aucun peuple ne peut se connaître sans connaître son passé. Puis ce fut trop, beaucoup trop. Non qu'on n'ait plus voulu savoir mais parce qu'on ne savait pas comprendre ce qu'on apprenait. Une lâcheté nationale ? Un complot international contre l'âme russe ? Une illusion collective puis, après tout, l'URSS avait bel et bien convulsivement pleuré Staline ?

C'était dur, et s'ouvre aujourd'hui la troisième période : on veut, de plus en plus, juger les communistes, Lénine et les bolcheviks comme si le Nuremberg du stalinisme pouvait en désignant des coupables cerner la

faute. Si cette période était plus qu'un moment, ce serait terrible car trois douzaines de dissidents mis à part, personne n'a échappé au système. Où commençait le crime ? Où finissait le simple désir de vivre ? Où était la frontière entre compromis et compromission et qui aurait, aujourd'hui, le droit de le dire ?

Gardiens de camp, tortionnaires de la tchéka et psychiatres du KGB vivent impunis, et c'est simplement insupportable. Reste qu'il serait plus abominable encore que s'ouvre l'ère de l'épuration et il faut à un Français du baby-boom vivre la perestroïka pour admettre qu'il y eut une sagesse à si peu traquer le pétainisme en 1945. Les révolutions pacifiques ont des pondérations de quadragénaires et c'est mieux.

Pousser les statues dans le vide — un bon coup ? Attention : il y a des gens dessous.

BERNARD GUETTA

Voix de femmes venues des camps

Comment vivaient les prisonnières d'opinion injustement reléguées dans les camps d'URSS ou en exil, pendant les années qui ont précédé la perestroïka ? Beaucoup de témoignages ont déjà été publiés sur le sujet, mais une nouvelle voix s'élève dans ce livre, pleine de verve, d'humour parfois, et de tendresse : certes, on souffrait, et de mille manières, mais on survivait et même on pouvait être heureux et comment ? Par l'amour, dit-elle.

C'est une voix plurielle, Julia Vosenesenskaya, qui fut elle-même prisonnière politique et déportée en Sibérie, a réussi à retrouver et à publier ces « lettres d'amour » qui, bien sûr, n'avaient pas été écrites pour ça, mais parfois griffonnées sur d'invalables supports : adresses à des amis, à des parents, à des amants, elles racontent l'enfer des camps ou de l'exil, un enfer au quotidien, banalisé, organisé, une entreprise de déshumanisation spécialement conçue pour casser les corps et les esprits des « résistantes ». Mais c'est là que le miracle s'accomplit : elles ont le droit ou trouvent la possibilité d'écrire. L'écriture les relie au monde extérieur, même s'il ne s'agit que de poèmes improvisés, à plus forte raison ce cri lancé dans les lettres vers ceux qu'on a aimés et qu'on aime encore. Par ces lettres, l'amour qu'elles portent en elles se réveille et devient espoir, les projette dans l'avenir : et il débordait sur l'avenir aujourd'hui, il se répand sur les autres, zeks, il s'émancipe devant un rayon de soleil, un bol d'air frais, il se transforme en prière. Et il devient vigueur et résistance.

L'amour comme forme de survie, telle est la leçon de ce livre. B. F.

► **Lettres d'amour. URSS. Châtiment sans crime. Des prisonnières politiques témoignent de l'enfer des camps.** Témoignages de Julia Vosenesenskaya. Ed. Horay, 90 F.

■ Six mille Soviétiques candidats à l'émigration en Afrique du Sud. — Depuis février, plus de six mille Soviétiques, dont 90 % sans qualification, dont la candidature a donc peu de chances d'être acceptée, ont envoyé par courrier une demande d'immigration auprès de l'ambassade d'Afrique du Sud en Finlande.

■ **Abolition des privilèges officiels en Russie.** — Le président de la Russie, M. Boris Eltsine, a décidé jeudi 19 juillet de supprimer à partir du 1^{er} août les avantages en nature, tels qu'appartements ou voitures, pour les responsables dépendant de sa Fédération, a rapporté l'agence Tass. (Reuters.)

سكرا من الامم

DIPLOMATIE

Un entretien avec le ministre polonais des affaires étrangères

M. Krystof Skubiszewski suggère la signature d'un traité d'amitié avec la France

Participant mercredi 18 juillet à Paris à la réunion « 2 + 4 » qui a réglé la question de la frontière germano-polonaise, M. Krystof Skubiszewski, ministre polonais des affaires étrangères, a obtenu un engagement des Allemands à signer, après leur unification, deux traités avec la Pologne : l'un confirmant la frontière, le second, dans une étape ultérieure, qui serait un traité de coopération réglant les autres aspects, notamment économiques, des relations bilatérales. Dans un entretien accordé au Monde, M. Skubiszewski suggère la signature d'un traité d'amitié et de coopération avec la France.

« Vous avez affirmé, au soir de cet engagement de vos homologues allemands et d'un entretien d'une demi-heure avec M. Mitterrand, que la France est « le plus important partenaire politique » de la Pologne. Qu'entendez-vous par là ? S'agit-il de faire contrepoids à l'Allemagne ?

Non, mais il ne faut pas exclure la possibilité d'un nouveau traité d'amitié entre la France et la Pologne. Nous avons eu une alliance avant guerre. Nous vivons certes des temps différents et les alliances bilatérales sont moins actuelles. Mais, étant donné l'existence d'une relation spéciale avec la France, il faut penser à lui donner des bases, à l'inscrire dans une convention. Je n'en ai pas parlé lors de mes entretiens, mais c'est une idée qui s'impose à l'issue de ces contacts si riches et si forts : il faut « reprendre le fil brisé » de l'histoire, comme l'a dit un de mes

hauts interlocuteurs ici. Dans le jeu international, de tels accords avec l'Allemagne et la France peuvent devenir de grands piliers de l'unité européenne. De même, la Pologne veut réviser l'accord existant avec l'URSS pour l'adapter aux nouvelles conditions.

Comment concevez-vous vos rapports avec les républiques soviétiques voisines de la Pologne ?

J'y vois une dualité : de bonnes relations avec Moscou, ainsi qu'avec les peuples voisins. Le président lituanien Landsbergis vient de célébrer en Pologne l'anniversaire de la victoire polono-lituanienne de Grunwald [contre les chevaliers teutoniques] et j'ai moi-même l'intention de visiter cette année Kiev, en liaison avec une visite à Moscou.

Avez-vous des contacts avec les mouvements indépendantistes ukrainiens ?

Pas au niveau gouvernemental. Les contacts se font avec des groupes parlementaires.

A l'heure où un clivage s'affirme en Pologne entre deux mouvements - l'un, populiste, autour de M. Walesa et l'autre affirmant son attachement à la démocratie autour de votre premier ministre, comment s'exprime-t-il dans le domaine de la politique extérieure ?

Je ne connais pas les postures de l'autre groupe, ils ne se sont pas encore cristallisés en ce qui concerne mon ministère. Je pense que la politique extérieure du gouvernement exprime un accord national, au-dessus des divisions entre partis : aussi bien sur la politique européenne, que vis-à-vis de l'URSS ou de l'Allemagne, envers la France comme principal partenaire politique, sur le rapprochement avec la Tchécoslovaquie et la

Hongrie ou la collaboration régionale des riverains de la Baltique.

La minorité allemande

Ne croyez-vous pas que le clivage peut se manifester par exemple vis-à-vis des droits que vous devrez discuter avec l'Allemagne unie - de la minorité allemande en Pologne ?



Je ne pense pas que l'attitude de ce sujet de M. Walesa et de son entourage soit différente de la mienne. Je suis contre un traité spécial. Il y a eu de très mauvaises expériences semblables entre les deux guerres, mais il peut y avoir des dispositions, dans un traité de coopération, sur la protection réciproque des minorités. Nous n'excluons pas non plus l'utilisation en faveur des minorités d'une partie de la dette allemande, de celle que

Bonn a accepté de convertir en zloty.

La Pologne a-t-elle renoncé à demander des réparations de guerre à l'Allemagne, ce qui était une des conditions de M. Kohl pour accepter de signer un traité sur la frontière ?

La question ne se pose pas maintenant. Actuellement, la Pologne demande des compensations à verser non à l'Etat, mais à deux catégories de victimes du nazisme : les prisonniers et les déportés du travail forcé. Un fonds spécial pourrait être créé.

Vous avez exprimé votre satisfaction des résultats de la conférence « 2 + 4 », mais avez-vous obtenu de reprendre des prévisions des discussions avec les deux Etats allemands pour préparer le traité bilatéral confirmant la frontière ?

Pas encore. Comme convenu durant la conférence, le traité sera signé « dans les délais les plus brefs possibles » après l'unification. Il est donc très souhaitable de parler du contenu du traité avant cette unification, pour qu'il soit prêt. M. Genscher a écouté nos arguments, mais il n'a pas donné de réponse. La satisfaction polonaise découle cependant des assurances très précises, reçues conjointement avec les quatre grandes puissances, que le caractère définitif de la frontière constitue un élément essentiel de l'ordre de paix en Europe. Et cela figurera partiellement dans le « règlement définitif » issu de la conférence.

Ce règlement doit comporter l'engagement des deux Etats allemands à modifier l'actuelle Constitution fédérale pour garantir la possibilité d'accroissement territorial. Cet engagement vous satisfait-il ?

Pour la Pologne, le principe de conformité de la Constitution d'un Etat avec ses engagements internationaux est valable également pour toute la législation interne de cet Etat.

Propos recueillis par SOPHIE SHIHAB.

La visite de M. Delors à Moscou

Un retard dans l'aide occidentale ralentira le processus des réformes

déclare M. Gorbatchev

La visite à Moscou de M. Jacques Delors, la première en URSS d'un président de la Commission des Communautés européennes, qui s'est terminée le jeudi 19 juillet, a été une prise de contact placée sous le signe de la prudence.

MOSCOU

de notre correspondant

Pour M. Delors, il s'agissait d'abord de faire comprendre à ses interlocuteurs soviétiques que la CEE, en cette période de bouleversement européen, ne souhaitait pas « marginaliser » le Kremlin. Ensuite de savoir comment procéder à l'insertion progressive de l'économie soviétique dans l'économie mondiale. Le président de la Commission a rappelé les conclusions du récent sommet de Dublin qui a chargé son institution d'une mission d'études pour évaluer les perspectives de l'économie soviétique et les possibilités de son ouverture vers l'Occident, tant produite par M. Gorbatchev. Les conclusions de cette étude seront présentées fin octobre ou début novembre au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE, à Rome. C'est à eux qu'il appartiendra de prendre des décisions.

« Les fruits réels de la compréhension »

Pour l'instant donc, l'heure est à l'expectative. M. Delors n'a pas caché qu'il serait actuellement prématuré de se prononcer sur l'évolution de l'économie soviétique, avant que soit rendue publique la nouvelle version du projet de passage à l'économie de marché. On attend également avec intérêt à Bruxelles la formulation du nouveau traité de l'Union, qui doit définir les nouveaux rapports entre Moscou et les Républiques.

Pour M. Gorbatchev, qui a reçu le président de la Commission, il existe « deux points de vue », que rapporte ainsi l'agence Tass : « Le premier est que plus l'Occident fera preuve de retenue dans ses relations économiques avec l'URSS, plus vite cette dernière devra faire progresser ses réformes. L'autre est que si la coopération économique extérieure permet à l'Union soviétique de manœuvrer plus librement avec ses ressources elle pourra passer plus rapidement et de façon plus décisive au nouveau système économique. »

Bien entendu, c'est le second point de vue que préfère le président soviétique, car, a-t-il expliqué, si l'on n'aide pas l'URSS, celle-ci devra « recourir aux anciens régulateurs administratifs en faisant durer le processus des transformations et en le rendant plus douloureux ». M. Gorbatchev souhaite donc, toujours selon l'agence Tass, pouvoir « ressentir les fruits réels de la compréhension du fait que la restructuration n'est pas uniquement notre affaire : elle concerne tout le monde, elle est dans l'intérêt de l'humanité tout entière », a-t-il conclu.

« La question essentielle est celle des comportements », a souligné M. Delors, pour qui l'URSS a « au moins » besoin d'une aide dans la formation de gestionnaires et d'acteurs économiques. Préférant le terme de « renforcement de la coopération » à celui d'« aide », il a indiqué que l'URSS était désireuse de développer les contacts avec la CEE dans les domaines de l'environnement et des transports.

Des contacts sont en cours pour ouvrir une mission de la Commission des Communautés européennes à Moscou.

(Interim.)

A TRAVERS LE MONDE

CAMEROUN

Visite privée du président Biya en France

Le président du Cameroun, M. Paul Biya, est arrivé, jeudi 19 juillet, à Paris, pour une visite privée de trois jours en France, au cours de laquelle il devait s'entretenir, vendredi, avec M. François Mitterrand. Les conversations devaient notamment porter sur la mise en œuvre de la décision française de limiter désormais à 5 % l'intérêt sur les prêts publics accordés aux pays dits à revenu intermédiaire, soit une réduction de 50 %. Cette décision avait été annoncée par M. Mitterrand lors du sommet franco-africain de La Baule.

La libération de la vie politique camerounaise, amorcée par le récent congrès du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), et, notamment, l'acceptation implicite du multipartisme, sera également abordée lors des entretiens franco-camerounais. Dans un « appel au président Biya », publié jeudi à Douala, des intellectuels demandent la libération immédiate des prisonniers politiques, la fermeture des centres de détention « spécialisés », la légalisation des nouvelles formations politiques, l'amnistie pour tous les opposants en exil à l'étranger et l'organisation d'un débat national sur l'avenir du pays.

COLOMBIE

Vague de violences dans tout le pays

La vague de violences qui agite jusqu'ici Medellín, l'une des capitales locales de la drogue, s'est étendue, dans la soirée du mercredi 18 juillet, à Bogota où neuf personnes ont été tuées et à Cali, autre plaque tournante du trafic de cocaïne, où douze autres personnes ont été abattues, a annoncé jeudi la police colombienne. Dans la capitale, cinq corps torturés et portant des impacts de balles ont été retrouvés à l'intérieur d'une voiture. Quatre délinquants connus ont par ailleurs été mitraillés dans plusieurs lieux par des inconnus. Selon la police, les neuf assassinats pourraient être le résultat de règlements de compte entre des bandes de malfaiteurs.

Le même jour, le général Harold Bedoya, chef de la quatrième brigade de l'armée, a annoncé la capture de l'« attaché de presse » du cartel de Medellín, Edgar Roberto Escobar Taborda (sans lien de parenté avec le patron du cartel Pablo Escobar, actuellement en fuite), dont le travail consistait à imprimer des tracts et des lettres de trafiquants destinés à la presse. Il aurait également aidé Pablo Escobar à rédiger ses mémoires. (AFP, Reuters.)

ETATS-UNIS

Le Sénat vote contre les discriminations sur le lieu de travail

Ignorant les menaces de veto du président George Bush, le Sénat américain a adopté, dans la nuit du mercredi 18 au jeudi 19 juillet, un important projet de loi pour lutter contre les discriminations sur le lieu de travail. La loi, dont le principal rapporteur était le sénateur démocrate Edward Kennedy, et qui a pour objet de contraindre six décisions récentes de la Cour suprême sur ce sujet, a été votée par 65 voix contre 34.

La principale disposition du texte, qui est également la plus controversée, est de donner à toute personne s'estimant victime de discrimination le droit de poursuivre son employeur afin d'obtenir des dommages et intérêts. Les employeurs poursuivis auront à prouver que leur politique sociale et d'embauche est justifiée par « les nécessités de leurs affaires ».

Tout en affirmant son désir de signer une loi protégeant les droits civiques, le président américain refuse de donner son feu vert à un texte qui conduirait à l'imposition aux employeurs de quotas d'embauche de membres des minorités. En effet, ces dernières années, de nombreux Blancs ont intenté des actions en justice : ils s'estiment victimes de « racisme à l'envers ». (AFP, Reuters.)

AFRIQUE DU SUD : fin de la ségrégation dans les bus à Pretoria. Pour la première fois en toute légalité, Noirs et Blancs pourront utiliser les mêmes bus, dans la capitale, à partir du samedi 21 juillet, a annoncé jeudi le conseil municipal de Pretoria. Une loi abolissant l'apartheid dit « mesquin » - la ségrégation raciale dans tous les lieux publics - avait été adoptée le mois dernier par le Parlement et entrera en vigueur le 15 octobre prochain. (AFP.)

ARABIE SAOUDITE : prochain établissement des relations diplomatiques avec Pékin. L'Arabie saoudite s'apprête à établir des relations diplomatiques avec Pékin et a demandé au gouvernement taïwanais d'abaisser le niveau de son ambassade à Riyad à celui d'un simple bureau de représentation, a annoncé, jeudi 19 juillet, le vice-ministre taïwanais des affaires étrangères Cheng Chien-jen. (AFP.)

ÉTATS-UNIS : deux morts et quarante-cinq blessés dans l'explosion d'une usine chimique à Cincinnati. Deux personnes ont été tuées et quarante-cinq blessées dans une explosion suivie d'un incendie qui ont dévasté, jeudi 19 juillet, une usine chimique de la société BASF à Cincinnati (Ohio).

Inauguration de la bibliothèque consacrée à l'ancien président Richard Nixon. Après des années de polémique, la bibliothèque consacrée à la présidence de Richard Nixon et financée par des fonds entièrement privés devait être ouverte au public, vendredi 20 juillet. (AFP.)

LIBÉRIA : reprise des pourparlers de paix. Les négociations entre les rebelles et le gouvernement de Monrovia, sous l'égide de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ont repris, jeudi 19 juillet, à Freetown, capitale de la Sierra Leone. Le porte-parole du Front national patriotique du Libé-

ria (NPFL), M. Tom Woewiyu, a affirmé que la rébellion contrôlait tout le Libéria « à l'exception d'un rayon de 4 à 5 kilomètres » autour de la capitale. (AFP.)

MAROC : la plainte contre un ministre déclarée irrecevable. Le tribunal de première instance de Rabat s'est déclaré, jeudi 19 juillet, incompétent dans l'affaire de la plainte en diffamation déposée contre le ministre marocain chargé des affaires sahariennes, M. Khali Henna Ould Rachid, par un opposant emprisonné, M. Abraham Serfaty. Les magistrats ont estimé que la plainte était irrecevable car il aurait d'abord fallu que le Parlement se prononce sur la levée de l'immunité du ministre et que seule la Haute Cour de justice était en mesure de trancher. De la tribune du Parlement, M. Ould Rachid avait traité de « sioniste » M. Serfaty, Marocain de confession juive et ancien dirigeant de l'organisation marxiste clandestine Ila Al Amam, condamné à la prison à vie en 1977 pour atteinte à la sûreté de l'Etat. (AFP.)

PROCHE-ORIENT

La crise entre l'Irak et le Koweït

Les pays du Golfe se concertent pour faire baisser la tension

Des contacts ont été établis, jeudi 19 juillet, entre plusieurs pays arabes du Golfe après la brusque montée de la tension entre l'Irak et le Koweït. L'émir du Bahreïn, Cheikh Issa ben Salmane, s'est entretenu au téléphone avec les chefs d'Etat irakiens, M. Saddam Hussein, et koweïtiens, Cheikh Jaber el-Ahmed el-Sabah. Avec ces derniers, la veille, le roi Fahd d'Arabie saoudite et le président yéménite, le général Ali Abdullah Saleh, avaient eus des contacts similaires.

L'Irak a accusé le Koweït de lui voler du pétrole dans le champ pétrolier de Roumalla, proche de la frontière entre les deux pays, et de grignoter son territoire, assimilant ce comportement à une « agression militaire ».

Le Koweït a réagi en rejetant les affirmations irakiennes et en accusant à son tour l'Irak d'avoir tenté à plusieurs reprises de forer des puits de pétrole à l'intérieur du territoire de l'émirat. Il s'en est remis à la Ligue arabe pour le règlement du problème des frontières entre les deux pays.

Appel à la Ligue arabe

Le Koweït a réagi en rejetant les affirmations irakiennes et en accusant à son tour l'Irak d'avoir tenté à plusieurs reprises de forer des puits de pétrole à l'intérieur du territoire de l'émirat. Il s'en est remis à la Ligue arabe pour le règlement du problème des frontières entre les deux pays.

Parallèlement, le ministre koweïtien des affaires étrangères, Cheikh Sabah el-Ahmed el-Sabah, a été chargé de transmettre des messages de l'émir à ses homologues des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats, Koweït, Oman, Qatar. (AFP.)

Un conflit frontalier aux enjeux stratégiques

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

En demandant officiellement, jeudi 19 juillet, à la Ligue arabe la formation d'« une commission arabe » pour trancher définitivement la question de sa frontière avec l'Irak, le Koweït tente de trouver une solution à un problème qui empêche, depuis la création de l'émirat, ses rapports avec son puissant voisin.

Après avoir, jusqu'en 1983 - date à laquelle il reconnaît l'indépendance du Koweït proclamée en juin 1961 - revendiqué tout le territoire koweïtien, arguant du fait que celui-ci faisait autrefois partie de la province ottomane de Basra, l'Irak a concentré ses revendications sur la délimitation des frontières. On

ne compte plus les commissions mises sur pied par les deux pays pour trancher un litige dont l'enjeu est fondamental pour ces deux Etats exportateurs de pétrole. Leur principale ouverture sur la mer se trouve, en effet, au même endroit : à l'embouchure du Tigre et de l'Euphrate, que l'Ile koweïtienne de Boubayane ferme presque entièrement.

Délimitation des zones pétrolières

Toutes les revendications irakiennes, au long des crises qui ont jalonné trente ans de rapports conflictuels entre les deux pays sur ce sujet, portent soit sur la cession pure et simple de cette île, ainsi que celle de Warba plus au nord, soit sur leur location selon un bail emphytéotique, soit seulement sur leur ui-

lisation - comme cela a été le cas pendant la guerre avec l'Iran. Le Koweït a toujours refusé, faisant valoir que ces îles faisaient partie intégrante de son territoire ; elles sont également importantes pour la délimitation des eaux territoriales et des zones de prospection pétrolière sur le plateau continental du Golfe.

Le Koweït fonde son attitude sur deux accords, l'un signé en 1932 entre le premier ministre irakien de l'époque, Nouri Saïd, et le résident britannique dans le Golfe, et celui de 1963, conclu après que l'Irak ait reconnu officiellement « l'indépendance et la souveraineté totale » du Koweït, sur la base de celui de 1932.

F. C.

ASIE

La visite du premier ministre à Tokyo

M. Rocard essaie de « décriper » les relations franco-japonaises

TOKYO

de notre envoyé spécial

Le souci de décriper les relations franco-japonaises et de replacer le dialogue entre Paris et Tokyo dans les transformations de l'Europe et les grands problèmes mondiaux a dominé les entretiens qu'ont eus, jeudi 19 juillet, MM. Kaifu et Rocard. Les deux hommes ont été marqués par une cordialité qui tranche avec la raideur - du moins les Japonais l'avaient-ils ressentie ainsi - de l'accueil réservé à M. Kaifu à Paris en janvier dernier. Dans la délégation française, on parle d'une certaine « décompression » qui n'exclut pas la « fermeté ».

Il est vrai que, tout en montrant que Paris parle désormais d'une « seule voix », ce qui n'a pas toujours été le cas, la partie française a témoigné d'un état d'esprit auquel les Japonais ne pouvaient qu'être sensibles, dans la manière de les traiter. M. Rocard, tout comme MM. Roger Fauroux et Hubert Curien, a manifesté la considération due à un pays devenu, selon Paris, un « partenaire important et non seulement une puissance régionale ».

Dissonances françaises

Au titre de cette « décompression », M. Rocard, tout en rappelant que la France sur ce point d'en tient à la position des Douze, a indiqué que Paris ne critiquait pas la rectrice, décidée unilatéralement, des prêts japonais à la Chine. De même, les deux pays ont décidé d'intensifier leur coopération en matière d'aide au développement et d'environnement. Toutefois, c'est surtout dans les relations économiques bilatérales que les deux pays doivent s'employer à dissiper un climat de méfiance reconnu de part et d'autre. Une situation qui aboutit à un décalage, comme le souligne M. Fauroux à la sortie de l'un de ces entretiens : « Les relations économiques ne sont pas à la hauteur de ce que les deux pays représentent dans le monde ».

Malgré cette amélioration du climat, il serait illusoire d'imaginer que toutes les incompréhensions passées aient pu être levées d'un coup de baguette magique. Ainsi un porte-parole du ministère des affaires étrangères japonais a-t-il indiqué jeudi soir à l'AFP que, sans nommer M. Edith Cresson, M. Rocard aurait déclaré à M. Kaifu que certains propos n'auraient pas dû être tenus par un ministre français. Propos catégoriquement démentis par la délégation française. Les Japonais semblent avoir mis dans la bouche de M. Rocard ce qu'ils pensent effectivement et ne se privent pas de dire. On explique du côté français que le premier ministre a simplement fait référence à des propos trop

tranchés tenus de part et d'autre, au Japon par des dirigeants d'entreprises et en France par des responsables politiques, et qui, selon lui, n'engageaient que leurs auteurs.

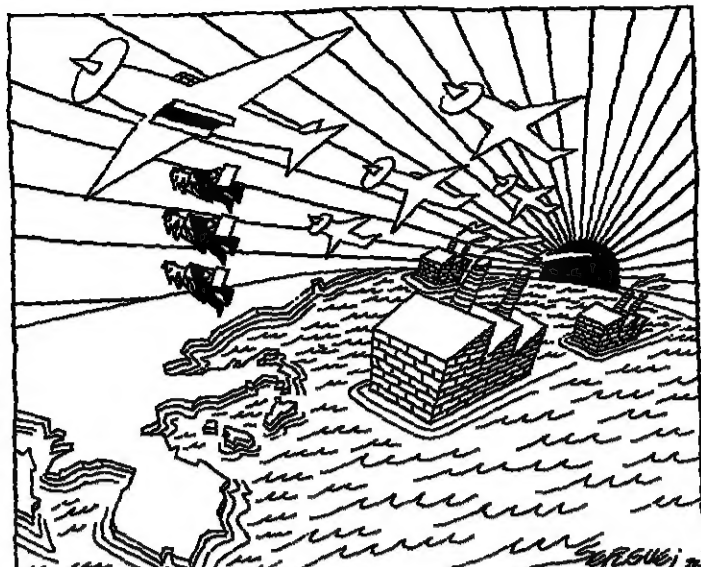
Vendredi, lors d'une rencontre avec des hommes d'affaires français installés au Japon, le premier ministre est revenu sur la question. Tout en expliquant à ses interlocuteurs qu'il y a bien en France une peur du Japon, M. Rocard a pris ses distances avec la forme des propos de M. Cresson extrêmement sévères à l'égard des Japonais (le Monde du 19 juillet).

Les deux premiers ministres vont tenter de remédier aux sources des malentendus : après avoir souligné que les investissements japonais en France sont libres et bienvenus,

M. Rocard n'en a pas moins rappelé qu'il est hors de question que la France et l'Europe sacrifient des pans entiers de leur industrie, notamment automobile. De même, a souligné le premier ministre français, que les Japonais veulent « mettre le temps de leur côté » afin de protéger leur agriculture face à l'ouverture des marchés, l'industrie automobile européenne doit être protégée le temps nécessaire à son renforcement. De son côté, à en croire les Français, M. Kaifu a mis en valeur à la fois la situation de la France au « cœur de l'Europe » et la réussite de la politique économique du gouvernement Rocard, compliment apprécié à sa juste valeur par son homologue japonais.

Les deux chefs de gouvernement, puis les différents ministres, ont évoqué des lendemains plus prometteurs, faits d'investissements croisés et de coopération dans les technologies de l'avenir. Première étape de ce redéploiement : le renouvellement et l'actualisation de l'accord de coopération scientifique et technique franco-japonais de 1974 (le Monde du 20 juillet). Signe des temps et du souci des Français de se montrer ouverts sans être « naïfs » : la volonté affichée par Paris de dégrader des règles de propriété industrielle telles que le Japon ne puisse pas « sucer jusqu'à la moelle » le capital technologique de la France.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI



Une puissance globale

Suite de la première page

Les États-Unis demeurent certes le partenaire du Japon (en matière de sécurité et d'interdépendance économique). C'est encore le seul pays que Tokyo craigne et avec lequel le rapport de forces contraint à composer. Mais les divergences d'intérêts n'en sont pas moins de plus en plus clairement perçues, et la dépendance psychologique est ressentie avec une irritation évidente sur l'archipel.

Les bouleversements en Europe orientale, la fin de la guerre froide et l'apparition d'une Allemagne unie ont inopinément sorti les dirigeants japonais de leur torpeur « Pacifique ». Conjugés à une prise de conscience de la puissance économique et financière nationale, ce réveil a accéléré la maturation d'une volonté politique qui, dans un contexte international devenu plus fluide, redonne le sens de leur puissance économique en poids politique.

Un orphelin de la détente

La transformation de l'Europe a fait sentir aux Japonais que, malgré leur puissance, ils restaient politiquement à l'écart : alors que l'autre vaincu de la guerre, l'Allemagne, est au centre de la reconstruction d'un nouvel ordre international, le Japon apparaissait un orphelin de la détente. Tout l'effort de Tokyo a consisté à s'insérer dans le processus en insistant sur le caractère global des questions de sécurité et de stabilité régionale : celles de l'Europe ne peuvent, à son avis, être dissociées de la situation sur le « front » asiatique.

La réorientation de la diplomatie japonaise reflète trois préoccupations : établir un système de relations croisées entre l'Europe et l'Asie afin de rééquilibrer une conception perçue comme chroniquement eurocentriste de l'ordre mondial ; aider les États-Unis à conserver leur influence sur le Vieux Continent et, dans le même temps, y assurer celle du Japon ; ne pas limiter le rôle de Tokyo dans la reconstruction de l'Europe orientale au seul plan financier : « C'est là un problème trop important pour que le Japon ne soit qu'un simple observateur à qui on fait part des décisions prises en son absence et à qui on adresse les félicitations », estime un haut fonctionnaire.

Sur le premier point, la réaction du différent territorial nippon-soviétique dans la déclaration de Hounan a été perçue à Tokyo comme un pas important dans la reconnaissance par ses partenaires du caractère global de la détente. Une étape qui aurait sans doute pu être franchie sans le soutien de Washington. C'est également avec l'appui américain que Tokyo cherche à participer à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe afin d'être associé à la définition d'un nouvel ordre européen. Si la Grande-Bretagne fait preuve de compréhension, la France y est peu favorable.

Un « nouveau » noyau du monde

En ce qui concerne la reconstruction de l'Europe orientale, les Japonais sont tout d'abord restés réservés : en raison de l'éloignement géographique et psychologique, les bouleversements dont

cette partie du monde a été le théâtre n'ont pas éveillé sur l'archipel la même ferveur qu'en Europe occidentale. Mais les Japonais n'ont pas tardé à percevoir cette reconstruction comme un élément d'une restructuration européenne globale s'opérant par cercles concentriques.

Mesurant les difficultés auxquelles se heurteront les tentatives d'harmonisation de l'économie planifiée de l'Est et de l'économie de marché de l'Ouest, les Japonais estiment que l'association des pays d'Europe orientale à la Communauté est encore lointaine et que, même si la CEE exerce une force centrifuge, des divergences profondes entre ses membres retarderont son élargissement.

Notant, certes, le chemin parcouru, les Japonais restent en outre sceptiques sur les chances de création rapide d'une Europe politique unie. Certains sont carrément pessimistes estimant que celle-ci est d'abord un discours simpliste fait d'un « complet nippon », il s'agit de politiques d'expansion d'entreprises puissantes, compétitives et qui ne sont pas plus altruistes que leurs homologues occidentales lorsqu'elles sont en position de force. Elles constituent assurément une menace. Mais pas là où croit la démocratie et le discours simplificateur.

Les Japonais ne montent pas en Europe des ateliers d'assemblage de pièces détachées produites sur l'archipel : ils investissent dans des domaines de hautes technologies, ce qui leur assurera une position de force sur des secteurs-clés. Pratiquant cette concurrence « excessive », rodée depuis des décennies sur l'archipel et qui est à l'origine du renforcement de la position de la Pologne. Conscient que cette région se développe plus du jour au lendemain un débouché important, les entreprises restent prudentes. Étranger à la lutte pour l'hégémonie

en Europe, le Japon pourrait toutefois jouer un rôle de coordination, estimant certains commentateurs, conscients néanmoins des fortes résistances suscitées par une entrée en scène trop vigoureuse de Tokyo.

Vis-à-vis de l'Europe communautaire, l'approche japonaise se développe à deux niveaux : celui d'un gouvernement soucieux de se faire accepter comme partenaire politique et celui d'entreprises désireuses de prendre solidement racine au cœur de la région. La seconde approche, plus spectaculaire, est accueillie avec des sentiments mitigés par les Européens.

La Grande-Bretagne « tête de pont »

En 1989, la CEE avait reçu 20 % du total des investissements japonais à l'étranger et dans dix ans il s'agira sans doute d'un tiers. Plus que d'une stratégie délibérément orchestrée, dont un discours simpliste fait un « complet nippon », il s'agit de politiques d'expansion d'entreprises puissantes, compétitives et qui ne sont pas plus altruistes que leurs homologues occidentales lorsqu'elles sont en position de force. Elles constituent assurément une menace. Mais pas là où croit la démocratie et le discours simplificateur.

Les Japonais ne montent pas en Europe des ateliers d'assemblage de pièces détachées produites sur l'archipel : ils investissent dans des domaines de hautes technologies, ce qui leur assurera une position de force sur des secteurs-clés. Pratiquant cette concurrence « excessive », rodée depuis des décennies sur l'archipel et qui est à l'origine du renforcement de la position de la Pologne. Conscient que cette région se développe plus du jour au lendemain un débouché important, les entreprises restent prudentes. Étranger à la lutte pour l'hégémonie

celles qui auront su conserver leur compétitivité grâce à un haut niveau de recherche (chimie fine, pharmacie) ou à une avance technologique (machines-outils).

Les autres (électronique grand public, automobiles), conscientes de leur faiblesse, demandent un surcroît qu'une politique protectionniste judicieuse peut leur apporter : à condition que ce répit ne soit pas une fin en soi mais employé à pallier les retards. Source de stimulation ou de repli frileux, la percée japonaise en Europe constitue, même si elle fait grincer des dents, un facteur important du réajustement des sensibilités mitigées par les Européens.

Les Européens ne parlent pas d'une seule voix aux Japonais. Ceux-ci, faisant preuve de pragmatisme stratégique habituel, modulent leur approche politique. Dans la constellation européenne, il y a des nations fortement individualisées et puis une nébuleuse de pays peu différenciés. Dans la première catégorie, la Grande-Bretagne, qui a reçu 42 % du total des investissements japonais, est la « tête de pont » de la plupart des grandes entreprises opérant en Europe. Mais son relatif isolement au sein de la CEE n'en fait pas le meilleur partenaire politique.

L'Allemagne, certes le pays avec lequel le Japon a le plus d'affinités, s'absorbe dans ses problèmes. Reste la France, presque par défaut. Un pays parmi les autres lorsqu'il s'agit des relations bilatérales mais dans le poids politique reconnu en fait un partenaire potentiel : les Japonais sont surtout sensibles jusqu'à présent à sa « capacité de nuisance » par son activisme anti-nippon au sein de la communauté, mais ils souhaitent aussi établir un dialogue sur d'autres bases. A condition que Paris y soit disposé.

PHILIPPE PONS

Les relations entre les deux Corées

Le Nord rejette une proposition sudiste d'ouverture de frontière

Le président sud-coréen Roh Tae-woo a annoncé, vendredi 20 juillet, au cours d'une intervention télévisée, son intention d'ouvrir partiellement la frontière avec la Corée du Nord pendant une durée de cinq jours pour fêter le quarante-cinquième anniversaire de la libération de la péninsule du joug japonais, le 15 août. Mais Pyongyang a rejeté sur le champ cette proposition, la qualifiant de « propagande frauduleuse ».

TOKYO

de notre correspondant

« Pendant cinq jours, à dater du 13 août, nous ouvrirons la frontière à Panmunjom et nous accepterons nos frères du Nord sans restrictions. Nous leur permettrons de visiter librement tous les lieux qu'ils désirent au Sud et nous recevrons quiconque voudra nous rencontrer (...). Nous prendrons également des mesures pour permettre à nos propres concitoyens de se rendre au Nord s'ils le désirent », a notamment déclaré M. Roh. Le premier ministre sud-coréen a téléphoné à son homologue nord-coréen pour lui proposer une rencontre au niveau gouvernemental, le 30 juillet, afin de mettre au point les détails de ce projet.

La détente ne se dessine pas encore vraiment sur le 38^e parallèle, dernier bastion de la guerre froide où se font face les armées des deux Corées derrière lesquelles se profilent les grandes puissances (les

États-Unis, d'un côté, qui entretiennent 48 000 hommes au Sud, et, de l'autre, la Chine et l'URSS liées par des traités avec la Corée du Nord à qui elles fournissent une assistance militaire). C'est cependant la première fois que l'une des deux Corées annonce unilatéralement l'ouverture de sa frontière afin de permettre les échanges de personnes. Depuis la fin de la guerre de Corée (1950-1953), même le courrier entre les deux parties de la péninsule est interrompu. En 1985 avait cependant eu lieu, sous les auspices des Croix-Rouges, une rencontre entre membres de familles séparées. Il reste que, pour ouvrir concrètement une frontière, il faut être deux et Pyongyang, de plus en plus isolé diplomatiquement, n'a pas trouvé l'opportunité de répondre positivement à la proposition de M. Roh.

Curieux revirement

Le 6 juillet, les autorités nord-coréennes avaient annoncé qu'elles étaient prêtes à ouvrir la partie nord de la zone démilitarisée de Panmunjom pour trois jours à partir du 15 août, date d'une grande manifestation « pan-nationale » (le Monde du 7 juillet). Il s'agissait pas que Pyongyang entende aller plus loin, bien que le 1^{er} janvier dernier le président nord-coréen Kim Il-sung ait proposé que les deux gouvernements autorisent le libre passage entre les deux parties de la péninsule.

Cette initiative de Séoul ne marque donc pas un tournant dans les rapports entre les deux Corées. Elle risque de figurer dans la liste déjà

longue de gestes spectaculaires mais sans suite s'inscrivant dans cette surenchère de démonstrations de bonne volonté dont sont coutumiers les autorités des deux pays.

La proposition de M. Roh ressemble pour le moins à un curieux revirement : elle intervient, en effet, quelques mois après que la justice sud-coréenne a condamné à une peine de quinze ans de prison une étudiante qui s'était rendue au Nord l'été dernier pour assister au Festival de la Jeunesse de Pyongyang. Elle était retournée au Sud en franchissant la frontière à Panmunjom en compagnie d'un prêtre sud-coréen. Tous deux avaient été immédiatement arrêtés aux termes de la loi sur la sécurité nationale.

Même si l'initiative sud-coréenne n'est pas suivie d'effet, elle ne peut que servir la position internationale de Séoul de champion de la détente. Elle intervient en fait au lendemain de l'annonce par les autorités sud-coréennes de l'ouverture au début d'août à Moscou de négociations sur le développement des relations entre la Corée du Sud et l'URSS qui pourraient conduire à l'établissement de liens diplomatiques.

Le dialogue entre les deux Corées semble, en outre, appelé à s'approfondir : Séoul et Pyongyang ont en effet décidé de tenir début septembre une rencontre au sommet entre les premiers ministres des deux pays. Une première rencontre aura lieu à Séoul et la seconde en octobre à Pyongyang.

Ph. P.

CAMBODGE : la réorientation de la politique américaine

Les Occidentaux, le Japon et l'URSS approuvent les décisions de Washington

Après l'hostilité de la Chine et de ses alliés locaux, le silence des Khmers rouges, le soulagement du Vietnam et de Phnom-Penh, on enregistrera l'approbation des pays occidentaux, de l'URSS et du Japon : ainsi peuvent se résumer les réactions internationales à la décision américaine, mercredi 18 juillet, de négocier directement avec Hanoi sur le Cambodge et de ne plus soutenir, à l'ONU, la coalition armée qui y représente ce pays.

La France, qui a accueilli l'an dernier une conférence internationale sur le Cambodge, a réagi favorablement aux propos de M. James Baker. Cette « déclaration importante constitue un élément positif qui sera de nature à trouver une solution de paix au Cambodge », a déclaré, jeudi, M. Daniel Bernard, porte-parole du Quai d'Orsay. Il a ajouté que l'annonce américaine serait discutée vendredi à Bruxelles par un groupe de travail de la CEE. De son côté, M. Claude Cheysson, ancien ministre de « grande nouvelle » répondant au soubait du Parlement européen, dont il est membre.

Au Japon, qui envisage d'organiser une conférence internationale sur l'aide au Cambodge, M. Toshiki Kaifu, premier ministre, a parlé de « vent nouveau qui souffle en direction de la paix ». Il a cependant ajouté que la position de son gou-

vernement, qui reconnaît le gouvernement du prince Sihanouk, n'en serait pas pour autant modifiée.

Londres a également exprimé sa satisfaction et rappelle les Douze avaient déjà émis, par le passé, des réserves sur la représentation actuelle du Cambodge à l'ONU. Le Canada a été plus loin en annonçant qu'il s'apprêtait à retirer son soutien à la représentation khmère à l'ONU.

Salaant l'initiative américaine, qui « contribuera à briser la confiance qu'avaient les Khmers rouges et le mouvement de Sihanouk dans le soutien permanent d'un très grand nombre de grandes puissances à leur présence aux Nations unies », l'Australie a estimé qu'un compromis était « en bonne voie » dans la crise cambodgienne. Canberra est le promoteur du dernier plan de paix qui prévoit une intervention importante de l'ONU jusqu'à la tenue d'élections générales. Enfin - et ce n'est pas une surprise - l'URSS s'est « félicitée » du geste américain que M. Igor Rogatchev, le diplomate soviétique en charge du dossier, a qualifié de « pas important dans la bonne direction ».

Le revirement américain sera, la semaine prochaine, au centre de la réunion annuelle des ministres des affaires étrangères de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui regroupe Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande). Celle-ci est la première consacrée par la décision américaine car les armes destinées à la coalition armée qui se bat contre Phnom-Penh (Khmers

rouges, sihanoukistes et Front de M. Son Sann) transitent par son territoire. Bangkok, qui entretient d'étroites relations avec Washington, n'a pas encore réagi officiellement à l'annonce américaine. Les Khmers rouges ont également gardé le silence mais, assurés du soutien renouvelé de Pékin, ils devraient dénoncer l'attitude américaine, comme l'ont déjà fait leurs alliés non communistes, le prince Sihanouk et M. Son Sann.

J.-C. P.

EN BREF

□ Inde-Pakistan : échec de négociations sur le Cachemire. - Après deux jours de discussions à Islamabad, Indiens et Pakistanais se sont séparés, jeudi 19 juillet, sur un constat de désaccord au sujet du Cachemire, mais en s'engageant à se retrouver les 9 et 10 août à New-Delhi, a annoncé un responsable pakistanais. Un officiel indien a déclaré, de son côté, que « l'échange de vues a permis de mettre en lumière la nécessité de poursuivre le dialogue et les contacts, car les points de vue sont encore très différents sur les fondements mêmes de la situation ». - (Reuters)

□ Rectificatif. - Dans l'article consacré à la mort de Roland de Margerie (le Monde du 19 juillet) un lapsus m'a fait attribuer à son fils Emmanuel la présidence de Sotheby's au lieu de celle de Christie's. J'espère qu'on voudra bien me le pardonner. - A. F.

50.10.10

صلى الله عليه وسلم

6 Le Monde • Samedi 21 juillet 1990 •

POLITIQUE

La vie de château des jeunes du Front national

M. Roger Holeindre a loué le domaine de Jean-Bedel Bokassa pour assurer la formation des troupes fraîches de l'extrême droite

NEUVY-SUR-BARANGEON (CHER)
de notre envoyé spécial

Roger aura tout fait : para en Indochine, sous-off en Algérie, grand reporter à Paris-Match, député en 1986 et aujourd'hui chancelier de Neuvy-sur-Barangeon (Cher). Grande gueule mais grand cœur, Roger Holeindre est le baroudeur du Front national, l'homme de toutes les missions de Jean-Marie Le Pen, le militant de la première comme sans doute de la dernière heure.

Depuis quatre ans, le père Roger vit une vie de château pas ordinaire dans ce coin de Sologne, vert émeraude pour châteaux et bûcherons. Une vie de château ou salut militaire et franche camaraderie sont plus de rigueur que baïonnette et ronds de jambe. La tête dans le drapeau, le cœur à l'ouvrage et les mains dans le béton, le père Roger, avec tous ses compagnons bénévoles et ses deniers gagnés à gauche, mais plus à droite qu'à gauche, a sauvé de l'abandon cette grande bâtisse sans style louée pour une bouchée de pain à son cher parent Jean-Bedel Bokassa, propriétaire déchu résidant à présent dans une prison de la République centrafricaine.

« Scoutisme sans cure »

L'ex-empereur ne vint en ce lieu pratiquement jamais. Roger, lui, régnait en seigneur sur cette propriété, jadis petit séminaire du diocèse de Bourges devenu grande chartraise du Front national. Tous les travaux de restauration ne sont pas terminés mais le château de Le Pen, comme on l'appelle dans le pays ne désemplit plus. Rien à redire, d'ailleurs, dans le village, devant tant d'activités et venues, commerçants et bistrots se frottent les mains. Et les anciens sont tellement ravis de voir le « château » enfin sauvé des folles herbes. Parfois même

les habitants sont conviés aux fêtes données dans la propriété. Elles ne manquent pas.

Roger est un châtelineau qui ne s'endort jamais sous son baldaquin. Quand il ouvre pour la première fois les grilles de la propriété de la route de Vierzon, ce fut pour lancer son Cercle national des combattants, le CNC. Le château est devenu officiellement sa « maison de repos ». C'est marqué à l'accueil. A l'intérieur, mannequins de parachutistes, drapeaux tricolores dans chaque pièce, affiches coloniales sentant bon le sable chaud, casques alignés sur la buvette alimentent un léger et doux parfum de nostalgie. Au total, trois mille huit cents adhérents selon le chef Roger, anciens de 40, d'Indochine, d'Algérie, baroudeurs de toutes les latitudes et de tous grades.

Roger assure que « ça a vraiment de la gueule » et menace de procès tous ceux qui viendront dire et écrire qu'il règne sur un repaire de « fachos nostalgiques ».

A la rentrée, avec son frère d'armes, Pierre Sergent, il complètera le dispositif en lançant le « Drapeau » afin de rassembler les anciens résistants du Front national et de répondre à « l'Chinois qui nous a traités dans la merde ». Voilà pour les anciens, mais le château appartient aussi à la jeunesse. Samedi 28 juillet, dans une grande cérémonie « d'honneur et de fidélité », sera baptisée la promotion « Katyn 90 » des jeunes cadets du Front. Recrutement : garçons de huit à dix-huit ans. Exigences, dans l'ordre : « Respecter le drapeau, rechercher l'aventure et l'esprit d'équipe ». Exécution. En ces temps de vacances, pour le meilleur moral des petites troupes que tous les Parisiens peuvent voir, le 1^{er} mai, défilent sur le pavé devant Jeanne d'Arc, les cadets ne chôment pas. Roger, ces petits gars marchant au pas, ça lui fait fondre le cœur. Comme il dit : « Ce scoutisme sans cure reste quand même la meilleure école ».

Depuis le début de cette semaine,

ceux de seize à vingt-quatre ans ont, comme chaque année à la même date, transformé le château en université d'été. Pendant une semaine, Roger partage alors son bureau, qu'on ose quand même appeler le PC, avec le directeur national du Front national de la jeunesse, Martial Bild. Son autorité se juge au nombre d'appels reçus sur le talkie-walkie accroché au cou, signe sonore distinctif de l'encadrement. Choisi par Jean-Marie Le Pen, le fringant Martial, devenu permanent du parti, revendique aujourd'hui un effectif de douze mille adhérents (50 % de lycéens et d'étudiants) qui, pour la modique cotisation annuelle de 150 francs, reçoivent deux fois par mois la Lettre de Jean-Marie Le Pen et Perspectives.

Dans quelques jours, tous auront pour consigne de se dépenser dans la grande campagne d'affichage où, sous la tête d'un Jean-Marie Le Pen déguisé en Sitting Bull, le chef indien, chacun sera invité « à sortir de sa réserve ».

Respectabilité

Cette semaine, la réserve de Sologne du Front national n'a eu d'autre vertu que de deux cents garçons et filles, en grande majorité du monde universitaire, et déjà bien fixés dans l'encadrement. Cinq jours de formation complète commencée chaque matin par un échauffement sportif et le lever traditionnel des couleurs, animés par les principaux cadres du parti autour de thèmes évocateurs comme : « Propagande et désinformation », « Le parcours du militant, les erreurs à ne pas commettre », « L'immigration en Europe » ou encore « De Robespierre à Pol Pot : la construction idéologique du criminel ». Le jeune auditeur, sanctionné à la fin par un classement, suit ces cours avec assiduité et sérieux. Le règlement intérieur précise : « Chaque participant ne doit observer aucun manquement à la

Les aléas de la protection de la nature

L'Elysée : M. Mitterrand aime bien les arbres d'Alsace

L'Elysée ne veut pas qu'il soit dit que M. François Mitterrand a été pris par les écologistes alsaciens en flagrant délit d'incohérence, sous prétexte qu'il a autorisé l'implantation d'une usine autrichienne de production d'acide citrique dans la forêt de Marckolsheim, sur les bords du Rhin, quarante-huit heures après s'être posé, le 14 juillet, en champion de la forêt française.

Dès que le courrier échangé à ce sujet entre le président de la République et le chef de file du mouvement des Verts, M. Antoine Waechter, a été divulgué (le Monde du 20 juillet), l'entourage du chef de l'Etat a fait savoir, jeudi après-midi 19 juillet, que les écologistes alsaciens se livraient en la circonstance à un « mauvais procès ».

L'argumentation de l'Elysée tient en trois points. Primo : la parcelle de 50 hectares dont le défrichement est prévu est destinée à l'installation d'une usine en question ne présente pas la même richesse écologique que la forêt alentour et elle a même été déjà défrichée il y a quelques années. Secundo : la décision présidentielle a été mûrement réfléchi et

prise en plein accord avec le ministre de l'Agriculture et des forêts, M. Henri Nallet, et avec le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, et même en accord avec « la très grande majorité des élus locaux ». Tertio : l'engagement pris par M. Mitterrand de préserver tous les autres sites de la forêt rhénane a valeur d'assurance solennelle. La présidence de la République admet que les Verts d'Alsace n'ont pas tort de souligner que les promesses de protection antérieures n'ont pas été tenues, mais elle souligne que l'engagement de ce dossier par M. Mitterrand a permis justement de prouver la conscience d'un décalage inadmissible auquel il sera inévitablement remédié.

M. Mitterrand se déclare également favorable à « l'étude rapide de l'impact d'une réserve franco-allemande pour les zones qui la justifient » ainsi qu'à l'adoption de nouvelles mesures de protection des castors et des loups.

Au-delà de l'Elysée, la crainte de voir les écologistes alsaciens se mobiliser à Marckolsheim avec la même détermination qu'en 1975 a

provoqué jeudi un certain remue-ménage dans les ministères concernés. Pendant qu'à Strasbourg le maire socialiste de la ville, M. Catherine Trautmann, présidente du Port autonome, initiateur du projet, convoquait pour vendredi matin une conférence de presse, à Paris le ministre de l'Agriculture envisageait un instant de se rendre lui-même sur place avant de renoncer à ce déplacement pour ne pas donner l'impression d'être sur la défensive.

Dans un communiqué diffusé jeudi soir, M. Nallet a souligné que « toutes les garanties de préservation de la forêt rhénane étaient réunies » et il a insisté sur les contreparties accordées aux écologistes pour compenser l'installation d'une usine agro-alimentaire « créatrice de deux cents emplois ». Le Port autonome de Strasbourg s'engage notamment à céder à l'Etat des terrains boisés d'une valeur comparable, à conserver à l'état boisé une partie de son propre domaine, à renoncer à toute extension industrielle au-delà du projet actuel, à acquiescer et protéger 16 hectares de forêt appartenant à

EDF au nord du site retenu, à interdire la circulation automobile sur la route qui existe déjà pour desservir ce site. Le ministre de l'Agriculture a confirmé en outre la volonté du gouvernement de classer en zone protégée l'intégralité des 4 200 hectares restants de la forêt de Marckolsheim.

Tous ces arguments laissent de marbre jusqu'à présent les Verts d'Alsace qui accordent à ce dossier une importance symbolique. M. Waechter et ses amis viennent d'adresser à M. Mitterrand une pétition signée les 3, 4 et 5 juillet à Strasbourg par une centaine de parlementaires « verts » européens. Ils y soulignent que « les forêts du Rhin ont déjà perdu la moitié de leur surface en quelques décennies » et ils demandent l'abandon définitif du projet de défrichement de Marckolsheim qu'ils jugent « anachronique et inutile, d'autant plus que d'autres sites industriels sont possibles en Alsace ».

ALAIN ROLLAT

Le président de la République célèbre les vingt-cinq ans du tunnel sous le Mont-Blanc

« Trait d'union »

M. François Mitterrand et son homologue italien, M. Francesco Cossiga, ont célébré, jeudi 19 juillet, les vingt-cinq ans du tunnel sous le Mont-Blanc, « trait d'union », selon les deux présidents, entre l'Italie et la France.

TUNNEL DU MONT-BLANC

de notre envoyé spécial

Pendant vingt-cinq ans, des millions d'automobilistes ont cru que le tunnel sous le Mont-Blanc, entre la France et l'Italie, ce n'était rien qu'un long trou noir de 12 kilomètres qui en paraissaient vingt, dans lequel on roulait au pas, coincé entre deux camions, excédé par la lancinante question d'enfants impatientes : « Dis, c'est dans longtemps qu'on sort ? » Eh bien, tout cela, c'est fini, ni.

La présidence de la République française, M. François Mitterrand, et son homologue italien, M. Francesco Cossiga, sont venus s'affirmer sur place, jeudi 19 juillet : le tunnel sous le Mont-Blanc, c'est un « trait d'union » entre deux peuples, entre « deux vallées de la liberté, de la démocratie, de la fraternité » (version italienne), un symbole de « l'Europe d'un seul espace » (version française), et même (toujours version italienne), « un précurseur des barrières et des murs qui sont tombés en Europe ».

« Nouvelles percées dans les Alpes du nord »

Il est vrai qu'une *Marseillaise* à l'entrée, le *Frattelli d'Italia* à la sortie, des bataillons de chasseurs alpins sur les côtes, deux longs tapis flamboyants rouges sous les pieds, et le soleil de midi dans les yeux, ça donne tout de même du relief à un trou. Mais, fin du présent, il faut, selon le président de la République française, « préparer l'avenir » pour « développer les grands échanges », en « conciliant les ambitions des bâtisseurs et la vigilance des défenseurs de l'environnement ». Les « bâtisseurs », assis dignement dans la tribune officielle, ont applaudi. Les « défenseurs de l'environnement », debout derrière les barrières de sécurité, dissimulés par quelques pancartes sauvages dénonçant le projet de doublement du tunnel, ont murmuré. Le président a rassuré encore : « Il faut envisager de nouvelles percées dans les Alpes du Nord

en tenant compte des données écologiques extrêmement sensibles » et « sans négliger les avantages du rail ». Puis le président a proposé « d'accélérer les études » afin « d'être prêt à décider dans les deux ou trois ans ». Les bâtisseurs ont applaudi, les autres aussi. Ravis, les deux présidents sont allés poursuivre leur conversation « trait-d'unioniste » et européenne dans le plus célèbre restaurant de la vallée d'Aoste, la Maison de Filippo à Courmayeur.

« Carbonate con poletta »

La table embaumait les rhododendrons, les myrtilles, la gentiane et la sapin. Entre les *antipasti* et la *zuppa alla Comasina*, avant les lasagnes valdostanes et les carbonates con poletta, M. Mitterrand et M. Cossiga ont évoqué les grands sujets de ce monde et les petits du leur. Le président de la République a confié qu'il n'appréciait pas vraiment la résidence présidentielle de Rambouillet, parce que c'est un endroit « où l'on chasse ». Contrairement à ses deux prédécesseurs, il ne s'y rend donc guère. « Comme de Gaulle, d'ailleurs, qui n'aimait pas non plus la chasse », a ajouté le président de la République.

M. Michel Delabarre, ministre de l'équipement et des transports, qui accompagnait le président de la République, s'est écrié avant la fin du repas, jugé un peu trop copieux. M. Charles Millon, président (UDF) de la région Rhône-Alpes, a tenu bon jusqu'à la fin, pour ne pas rater l'occasion de convier le président à une prochaine visite dans son fief : « Nous pourrions débattre de décentralisation », a proposé M. Millon. « Il faut une occasion », a répondu poliment le président. « Vous avez bien changé sur ce sujet depuis 1983, n'est-ce pas ? », a-t-il glissé dans un sourire, mais c'est normal, l'appétit vient en mangeant ».

Après une petite marche franco-italienne dans les rues Reunies de Courmayeur, M. Mitterrand a jeté un dernier regard sur le Mont-Blanc, en trouvant tout cela « remarquable », puis il a rejoint son hélicoptère. Il était environ 16 heures, l'heure pour des centaines d'automobilistes, coincés entre des dizaines de camions, d'avoir à nouveau le droit d'emprunter un long, très long, « trait d'union ».

PASCAL ROBERT-DIARD

Bientôt saturé

Près de 30 millions de véhicules ont emprunté le tunnel routier du Mont-Blanc depuis son ouverture le 19 juillet 1965. En 1989, 1 821 698 véhicules sont passés par les 11 800 mètres de galerie (une traversée en voiture coûte 75 francs). Le trafic augmente fortement chaque année, en particulier pour les poids lourds : 700 000 en 1989 -

avec des pointes de 5 000 par jour -, soit une augmentation de plus de 10 % par rapport à 1988. On estime que la saturation sera atteinte d'ici la fin de la décennie, et l'on envisage le percement d'un nouveau tunnel à travers les Alpes. Plusieurs sites sont à l'étude (le Monde daté 15-16 avril), tant pour la route que pour le rail.

□ M. Michel Junot quitte le CNL. - M. Michel Junot, conseiller de Paris, ancien secrétaire général du Centre national des indépendants, a adressé sa démission au président de cette formation, M. Yvon Briant. Il entend ainsi protester contre l'élection à main levée de M. Bernard Lepidi, le 5 juin dernier, à la présidence de la fédération de Paris, en remplacement de M. Bernard Féron. Il affirme que « depuis trente ans (il n'a) jamais assisté à un tel coup de force » et que « depuis quelques mois c'est la loi du plus fort qui l'on veut imposer » au CNL.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 19 juillet :
DES DÉCRETS

- N° 90-629 du 12 juillet 1990 portant création de la réserve naturelle du Plan de Tueda (Savoie) ;
- N° 90-635 du 18 juillet 1990 modifiant le code de la construction et de l'habitation en vue de l'application de la loi n° 89-475 du 10 juillet 1989 relative à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes.

Le Monde
Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20
Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gumbourg 94852 IVRY Cedex

Le Monde PUBLICITE
André Fontaine, président
Philippe Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Derlemaux, directrice du développement
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. : MONDUPUB 206 136 F
Tél. : 45-55-04-70 - Société filiale du journal Le Monde et Rège Presse SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM
ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapes LEMONDE
code d'accès ABO

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELG-LUXEM.	AUTRES PAYS non membres CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70
Changements d'adresse détaillés ou prolongations : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement

BULLETIN D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire toutes lettres pour les capitales d'imprimerie.
PP-Paris-PP

□ PRÉCISION. - Après notre article consacré aux débats de l'Assemblée de Strasbourg sur les institutions européennes et l'unification de l'Allemagne (le Monde du 14 juillet), M. Henry Chabert (RPR), membre du groupe du Rassemblement des démocrates européens, nous écrit que, contrairement à ce que nous indiquions, les élus du RPR ont « approuvé » le rapport Donnelly sur l'unification allemande et qu'ils ont participé à la discussion de ce rapport.

[M. Chabert est en effet intervenu dans le débat pour indiquer que le groupe auquel il appartient voterait « bien sûr, le rapport Donnelly ». Dont acte. Mais lors des votes, le 12 juillet, sur le rapport et les amendements, un seul élu RPR, M. Jean-Claude Pasty, était présent dans la salle. Il n'a pas pris part aux votes.]

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

SOCIÉTÉ

POINT DE VUE

Le droit de vivre

par Léon Schwartzberg

Pour une interview publiée le 16 juillet 1987 dans le *Journal du dimanche*, le conseil départemental de l'Essonne a déposé une plainte avec demande de sanction particulièrement sévère. J'ai comparu le 20 mai 1990, assisté de M. Georges Kiejman, devant le conseil régional de l'Île-de-France qui a retenu une infraction à l'article 33 du code de déontologie (« Tout médecin doit s'abstenir, même en dehors de l'exercice de sa profession, de tout acte de nature à déconsidérer celle-ci »), et m'a infligé une peine d'interdiction temporaire d'exercer la médecine pendant un an.

De quoi s'agit-il ? Au-delà de la sanction qui me frappe, à l'origine de laquelle on trouve le conseil de l'Essonne alors que mon conseil est celui du Val-de-Marne, se trouve posé un problème de société : de la fin d'une vie humaine.

Les progrès de la médecine, et particulièrement de la réanimation, le recours à des moyens techniques sophistiqués mettent en cause la définition même de la vie : à la notion de « mort » sans adjectif, a été substituée il y a quelques années la notion de « mort cérébrale » : mort du cerveau au lieu de mort de toutes les fonctions biologiques. La poursuite, parfois aux limites de l'absurde, d'un traitement sans espoir, a donné lieu à la notion d'« acharnement thérapeutique ». Pour éviter ces dérapages, des associations sont nées, dont l'Association pour le droit de mourir dans la dignité.

Le rôle du médecin n'a pas changé : guérir, rendre à la vie quotidienne ; si la maladie est incurable, aider à vivre le mieux possible, à l'abri de la douleur, et le plus longtemps possible ; demeurer auprès d'un malade jusqu'à la dernière minute de son existence.

Il arrive qu'exceptionnellement, et malgré les progrès considérables des « soins palliatifs » (et il faut ren-

dre un hommage ému à ces services, dont celui de la Cité universitaire), il arrive que le malade, en dépit de tous les soins apportés, demande au médecin de l'aider à trouver le sommeil, le seul vrai sommeil. Que doit-on faire en présence d'une telle demande ? Certains malades se sont engagés dans une thérapie pénible à la seule condition de ne jamais aller trop loin et avec la promesse de les aider s'ils le demandent ; est-ce manquer à l'honneur que d'honorer ce contrat sacré ?

Qui peut se permettre de juger d'un tel acte décidé par un médecin dans l'isolement de sa conscience ? Un jury ordinaire ? Pourquoi, une justice corporatiste et pas une justice populaire ? Pourquoi dans un Etat de droit, y a-t-il plusieurs sortes de tribunaux ? Est-ce qu'un journaliste, responsable d'un article jugé diffamatoire, passe devant un « ordre des journalistes » pour se voir, éventuellement, refuser d'écrire pendant un an ?

Une loi est dangereuse

Il est de bon ton, pour un certain nombre de personnes, de parler de l'euthanasie, du crime qui consiste à interrompre une vie, qu'on dote d'une belle majuscule comme si elle n'appartenait pas à celui ou à celle qui en est le dépositaire, mais à celui d'un éventuel créateur.

Mais la plainte renouvelée chaque soir d'une jeune fille défigurée par une tumeur nasobuccale et ignoble qui l'empêche de se sentir et de se regarder ? Mais la demande d'un commandant de parachutiste allongé sur le côté depuis six mois, le dos meurtri par un cancer qui met ses vertèbres à nu ? Mais la supplique d'une jeune mère de famille dont l'enfant est atteint de la maladie du « cri du chat » et à laquelle on ne propose d'autres recours que l'internement à jamais dans une institution

spécialisée ou l'abandon ? Mais l'appel d'un homme de trente ans qui lutte depuis plus de deux années contre le sida ? Comment aider encore ces misérables vies qui ne méritent qu'une minuscule, parce que ce sont de simples vies humaines ?

Comment faut-il répondre, que faut-il dire à ces mères, à ces fils, à cet amant qui au visage devenu presque sec à force d'avoir pleuré, qui vous regardent désespérés ?

Ce qu'ils recherchent, ce qu'ils espèrent tous, maintenant qu'ils savent que la route de leur vie est achevée, que le ciel est gris, que l'interdit au monde a disparu, et surtout que l'image de soi est devenue intolérable, c'est d'en finir au plus vite avec une existence qu'ils ressentent comme indigne d'une vie humaine.

Doit-on légaliser ? Une loi peut paraître nécessaire. Mais une loi est dangereuse. Pourquoi ? Parce que pour un Français « tout ce qui est légal est normal ». Et qu'il s'agit d'un acte anormal par définition qui obéit à des lois non écrites.

Alors ? Qu'un grand débat au moins réunisse médecins, infirmières, politiciens, magistrats, avocats, pour envisager de répondre à la plus grave des questions : le droit de vivre avec dignité jusqu'à la dernière minute de son existence.

Il peut arriver qu'au cours de cet acte insupportable un sourire vienne éclairer le visage de celui qui s'en va, comme un ramener aux années passées et un salut à ceux qui vont rester, imprégnant de tendresse ces derniers instants.

CORRESPONDANCE

Altercation et tentative d'assassinat

A la suite de l'article « Le CRS qui voulait rendre service à un ami », publié dans le *Monde* du 6 juillet, M. Serge Lewisch, avocat de M. Marc Mercier, nous écrit notamment :

L'article présente M. Marc Mercier comme ayant organisé avec ce CRS une tentative d'assassinat contre M. Patrick Monte. Je suis stupéfait que votre journal n'ait pas jugé utile de vérifier ces allégations, qui sont en contradiction totale avec les premiers éléments de l'enquête et qui ne correspondent pas non plus aux déclarations de la victime et du CRS.

La version de M. Mercier, qui est appuyée par de nombreux témoins, est en tout cas la suivante : sa rencontre avec M. Monte et avec le CRS qu'il connaissait relativement peu a eu lieu par hasard, le 13 juin, dans un café de Sceaux. Une altercation est intervenue entre M. Monte, qui venait de sortir de prison, et plusieurs consommateurs, dont le CRS, M. Mercier est intervenu pour le calmer. Le CRS a ensuite demandé à M. Mercier de le raccompagner, sa voiture étant garée devant le café. M. Monte s'est introduit à l'arrière du véhicule avec un verre de bière à la main en exigeant d'être ramené lui aussi. M. Mercier lui a demandé de sortir avec son verre, ce qu'il a fait et une nouvelle altercation s'est produite entre M. Monte et un responsable du café qui le poursuivait.

M. Monte s'étant emparé d'une chaise, M. Mercier qui était connu dans l'établissement, a voulu à nouveau calmer les esprits en acceptant de le raccompagner. Aggravement. Un peu plus loin, le CRS lui a dit de s'arrêter pour expulser M. Monte qui continuait à le provoquer dans la voiture. Sur le bas-côté, un début de bagarre a commencé entre les deux hommes. Le CRS a alors poussé M. Monte dans une maison en construction ouverte et a tiré sur lui avec son arme.

Vous admettez qu'en désignant a priori M. Mercier comme l'instigateur de cette affaire et en lui attribuant un mobile totalement inexistants, celui d'avoir voulu se venger de M. Monte qui l'aurait « balancé aux flics », votre article lui crée un préjudice irréparable en violation de la présomption d'innocence alors même que l'instruction ne fait que commencer.

[Rappelons que M. Mercier a été inculpé, le 21 juin, de complicité de tentative d'assassinat par le tribunal de grande instance de Nanterre, et écroué. Nous donnons acte à son défenseur de sa version des faits.]

CHRISTIAN CHARTIER

Aux Pays-Bas

Les pragmatiques de la « mort douce »

AMSTERDAM

de notre correspondant

Une affaire Schwartzberg est inconcevable aux Pays-Bas, où l'euthanasie est progressivement sortie de la sphère sulfureuse du tabou social et médical. Chaque année, des milliers de Néerlandais (de cinq mille à douze mille, selon les sources) meurent « en douceur ». Dans les textes, toute personne « qui met fin aux jours d'autrui à sa demande répétée et expresse » est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à douze ans de prison. Mais, dans les faits, les juridictions néerlandaises ont élaboré une jurisprudence qui permet aux médecins – et à eux seuls – de pratiquer l'euthanasie.

Ce dernier terme désigne, de façon restrictive, « tout agissement visant expressément à abrégier la vie d'une personne, par un tiers agissant à la demande de l'intéressé ». La clé du dispositif jurisprudentiel néerlandais réside en effet dans l'expression par le malade lui-même de sa volonté réfléchie et réitérée d'expirer. Ses souffrances, physiques ou psychiques, doivent être durables, insupportables et irréversibles. Sa situation doit être sans perspective d'un point de vue médical, sans qu'il doive pour autant se trouver en phase terminale. Avant d'accepter la demande d'euthanasie, le praticien doit, de son côté, s'assurer qu'elle a été formulée en toute liberté, consulter la famille du patient, proposer à ce dernier des alternatives et soumettre son cas à au moins un confrère.

Cet ensemble de critères est repris sous son blanc par les « protocoles » d'euthanasie institués dans nombre d'hôpitaux, cliniques ou maisons de soins. Dans certaines villes, comme à Amsterdam, le service municipal de santé a élaboré des documents similaires qui permettent aux médecins libéraux d'agir conformément à l'usage.

Ce dernier est à l'évidence inspiré d'un double souci : res-

pecter le droit (non écrit) des malades à disposer dans certaines conditions de leur vie ; offrir au médecin prenant les précautions prescrites une garde-fou juridique. Néanmoins, l'immense majorité des « blouses blanches » acceptent de pratiquer l'euthanasie préférant se soustraire au contrôle des autorités judiciaires, qui doivent en principe être saisies de toute mort non naturelle.

Le cas des comateux

En 1988, seulement cent quatre-vingt-six cas d'euthanasie ont été déclarés. L'impression dominante est que les praticiens, par leur silence, cherchent plus à s'épargner le désagrément d'une instruction pénale qu'à masquer des excès.

« Nous ne savons pas tout ce qui se passe, mais nous n'avons pas d'indication montrant que l'euthanasie est appliquée à grande échelle et de manière irresponsable », déclarait en février le président de la commission d'enquête médicale installée par le gouvernement pour faire le point sur la pratique réelle de la « mort douce ». Attendu pour le premier semestre 1991, le rapport de cette commission est censé permettre au pouvoir politique de trancher la question de fond qui se pose aussi aux Pays-Bas, malgré le pragmatisme ambiant : est-il possible, sinon nécessaire, de légiférer dans un domaine régi par la loi des consciences individuelles mais dont l'emprise pourrait s'étendre ?

Le débat sur l'euthanasie se focalise actuellement sur le cas des patients comateux et, par extension, sur celui des personnes incapables d'exprimer leur volonté, tels les nouveaux handicapés ou les malades déments.

SPORTS

CYCLISME : le Tour de France

Le doigté de Monsieur Contre-la-Montre

Après une dix-huitième étape Pau-Bordeaux, remportée par l'italien Gianni Bugno, l'Américain Greg LeMond est toujours à cinq secondes du maillot jaune, l'italien Claudio Chiappucci. Un retard qu'il escompte bien rattraper, samedi 21 juillet, lors d'un contre-la-montre.

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Que voulez-vous qu'ils fassent sous une telle chaleur ? Qu'ils pédalent, bien sûr, puisque tel est leur métier, mais avec modération. Une moyenne de vingt-cinq kilomètres à l'heure suffit à ces forçats du vélo lorsque le mercure frôle les 35°C. Sur les longues routes du département des Landes pas question de produire des efforts luttés. Jeudi 19 juillet, le peloton avance à petite vitesse.

La principale préoccupation des coureurs est de se désaltérer pour compenser ces gouttes de sueur qui fuient leur corps. Ils consomment un bidon d'eau ou de liquide scientifiquement préparé toutes les demi-heures. « Le danger, précise le docteur Gérard Porte, médecin chef de l'équipe, demeure l'absorption de liquides trop glacés qui provoquent rapidement des troubles digestifs ».

Les sportifs doivent se contenter des provisions fournies par leurs voitures suiveuses. Quelle tristesse lorsque la route longe la région du Bas-Armagnac ou approche des vignobles bordelais. Hélas, le Tour n'est pas un rallye gastronomique. Il laisse simplement deviner, au détour des campagnes, qu'il y a là, il doit y avoir de bonnes tables. Luis Ocana, jeune retraité du vélo, a choisi cette région de Négro pour s'installer dans les vignes. Est-ce le passage du Tour en 1973, l'année de sa victoire, qui l'a incité à élire domicile en ces terres de maïs et de céps ? L'ancien champion espagnol demeure évasif sur les raisons de son choix glorieux.

Et Greg LeMond, qui se dit passionné par la cuisine, pense-t-il,

tandis qu'il pédale sous les arbres, à une reconversion dans le négoce ou l'hôtellerie ? Trop sérieux, le coureur américain ne laisse certainement pas son esprit galvauder. Perfectionniste dans tout ce qu'il entreprend, il vit la course intensément. Il observe, calcule, cherche la faille chez ses adversaires, et ménage ses forces pour l'ultime coup d'éclat qu'il a déjà programmé.

L'épaulement du papy

Samedi 21 juillet, sur le circuit de 43 kilomètres tracé autour du lac de Vassivière en Limousin, le champion du monde devra gommer ces cinq secondes qui le séparent d'une nouvelle victoire dans le Tour. Lors de cette étape disputée contre-la-montre, le coureur américain espère détrôner Claudio Chiappucci, ce petit Italien qui le nagait depuis trop longtemps. Car LeMond est bien placé pour savoir qu'un Tour de France se gagne au dernier moment, grâce à une poignée de secondes arrachées aux chronométristes.

Ce jour tant attendu, le prétendant au titre va donc vivre seul sa chasse au temps. Enfin, comme ses cent cinquante compagnons encore en course, il sera seul lorsque les mains expertes de Maurice Christoffeau l'auront libéré. Maurice n'est ni masseur ni soigneur, il est Monsieur Contre-la-Montre. Ce commissaire de course de soixante-huit ans est chargé de « tenir les coureurs » avant que l'aiguille n'entame sa course folle.

Depuis quatre ans, cet ancien cheminot pratique l'art de la main sous la selle. C'est lui qui ménage l'équilibre sur la rampe de lancement des virtuoses qui attendent les dernières secondes du compte à rebours. Un travail de spécialiste qui réclame beaucoup de doigté et de concentration. Une journée sans repos, puisque le règlement précise que le commissaire doit assister tous les coureurs. « Lors du prologue au Futuroscope j'ai dû être en équilibre sur d'une tonne d'hommes et de machines »,

assure Maurice Christoffeau. A Anphelle, en Haute-Vienne, la charge risque d'être moins lourde mais la responsabilité sera toujours aussi importante. L'homme aux fines moustaches et à la chevelure dorée connaît les coureurs, il sait que ce jour-là nombre d'entre eux seront particulièrement nerveux. L'épaulement du papy de La Ville-aux-Dames, un village près de Tours, va soulager l'angoisse des plus anxieux.

Quatre doigts sous la selle, la main gauche sur la potence, Maurice va officier de 10 h 30 à 16 heures, sans répit. Une tâche ingrate qui ne rebute pas le commissaire, tout content de rendre service à un sport qu'il aime depuis sa jeunesse. Et puis, Maurice le coureur profite de cette occasion pour agrémenter son livre d'histoires. Il est ainsi intraitable sur Bernard Hinault. « Le coureur capable de tenir dix secondes en équilibre sans mon aide tellement il était concentré. Pas un muscle de son corps ne bougeait, il était déjà mentalement dans la course ». Greg LeMond offrira-t-il le même plaisir à Monsieur Contre-la-Montre ?

SERGE BOLLOCH

Les classements

Dix-huitième étape

Pau - Bordeaux (202 km)

1. Gianni Bugno (Ita) en 5 h 41 min 33 s ; 2. Erik Breukink (P-B) à 1 s ; 3. Roberto Gusmeroli (Ita) à 3 s ; 4. Giovanni Fidanza (Ita) à 19 s ; 5. Adriano Baffi (Ita), même temps.

Classement général

1. Claudio Chiappucci (Ita) en 79 h 23 min 38 s ; 2. Greg LeMond (E-U) à 5 s ; 3. Erik Breukink (P-B) à 3 min 31 s ; 4. Pedro Delgado (Esp) à 3 min 42 s ; 5. Marino Lejarreta (Esp) à 5 min 29 s.

FOOTBALL : début du championnat de France

La sagesse forcée des clubs

Le championnat de football de première division débute samedi 21 juillet avec notamment les rencontres Marseille-Nice, Bordeaux-Lyon, Toulouse-Auxerre et Paris SG-Nancy. La plupart des clubs se sont montrés raisonnables sur un « marché des joueurs » plutôt calme.

Les larmes de Maradona et le sourire de Matthäus sont déjà loin. La Mondiale de toutes les déceptions n'est plus qu'un mauvais souvenir. Le football français, contraint au rôle de spectateur un mois durant, peut exister à nouveau : la première journée du championnat de France de première division 1990-91 sera disputée samedi 21 juillet. Cette compétition s'achèvera le 25 mai 1991 au terme de trente-huit journées et de trois cent quatre-vingt matchs pour désigner le successeur de l'Olympique de Marseille, champion en titre.

Cette ouverture a été préparée dans la plus grande discrétion. L'inter-saison n'a été marquée par aucun transfert à sensation, par aucune perméabilité. Seule une nouvelle affaire Bez-Tapia, à quelque peu, agité le milieu du football, le président des Girondins de Bordeaux accusant (écoutes téléphoniques à l'appui) celui de l'Olympique de Marseille d'avoir tenté de fausser le précédent championnat en influençant certains joueurs. Déclarations injurieuses, communiquées de presse. L'affaire a été portée devant la commission de discipline de la Fédération, qui a entendu les dirigeants et les joueurs concernés.

En dehors de ces soubresauts désormais habituels entre deux hommes qui concluent, malgré tout, moult transferts, le football français est donc demeuré assez discret. La concurrence du Mondial n'explique pas tout. Si les clubs se sont montrés d'une relative sagesse, c'est, avant tout, parce qu'ils ne peuvent plus se permettre d'écarts financiers à l'approche d'une saison cruciale. Tous ou presque vivent dans l'attente du résultat des enquêtes fiscales du ministère du budget.

Les services de M. Michel Charasse rendront publique une partie de leurs conclusions à la fin du mois d'août ou au début du mois de septembre mais il semble déjà acquis que de nombreux clubs, des dirigeants et des joueurs devront se mettre en règle avec l'administration fiscale (le *Monde* du 2 juin).

Cette incertitude, tout autant que

les difficultés financières de la plupart des clubs et l'interventionnisme de certaines municipalités lasses de combler les déficits, ont amené les présidents à se montrer plus sages qu'à l'accoutumée. En fait, seuls les clubs ont, comme d'habitude, dérogé à la règle : l'AS Monaco et l'Olympique de Marseille. Ils en avaient les moyens.

Quelques « coups » et la surprise Bossis

Les dirigeants monégasques ont enrôlé trois joueurs de niveau international : le Toulousain Gérard Pess, le Marseillais Franck Souze et Rui Barros. Quant à Bernard Tapie, dont l'objectif reste de gagner la Coupe d'Europe des clubs champions, il n'a pas hésité à bouleverser un effectif qui avait pourtant été souvent brillant la saison dernière : le meneur de jeu Yougoslave Dragan Stokovic a signé à l'OM (un transfert conclu depuis plusieurs mois), ainsi que Basile Boli (Auxerre), Bernard Pardo (Bordeaux), Eric Lada (Sochaux), Pascal Olmeta (RPI), l'avant-centre de l'équipe de France Eric Cantona revenant de Montpellier où il était prêt.

Pour le reste, Bordeaux a bien engagé le Parisien Alim Ben Mabrouk (RPI), Didier Deschamps (prêt deux ans par l'OM) et le buteur du PSV Eindhoven Wim Kieft, mais le président Claude Bez, aux prises avec d'importantes difficultés financières mais toujours soutenu par son maire Jacques Chaban-Delmas, a dû calculer au plus juste. Le Paris SG, désormais entraîné par Henri Michel (ancien sélectionneur national) et Gérard Banide (ancien entraîneur de l'OM et de Strasbourg), s'est également montré raisonnable en carotant Thierry Laurey (Sochaux) et Jocelyn Angloma (Lillo).

En dehors de ces clubs habitués aux mouvements de joueurs, d'autres dirigeants se sont distingués en réussissant quelques « coups » : Nancy avec le Soviétique de la Juventus Alexandre Zavarov, Rennes avec le meilleur Camerounais, François Omani-Biyik, Lyon avec le gardien international Gilles Roussel (Sochaux), le Marocain Aziz Boudiab (RPI) et le Paraguyan Roberto Cabanas (Brest). La palme, en matière de surprise, revient à Nantes avec Maxime Bossis, ex-retraité de retour sur les terrains, à égalité avec l'avant-centre international Stéphane Paille (Bordeaux) qui s'entraîne au FC Porto (Portugal).

Les mouvements de joueurs sont donc assez nombreux mais guère spectaculaires. Ce qui aboutit logiquement à une stabilité de la hiérarchie et des ambitions. Marseille sera une nouvelle fois favori de la compétition, même si, du côté du Stade Vélodrome, on reste sceptique à propos des changements apportés par Bernard Tapie et de la cohabitation entre les nombreuses stars de l'équipe. Monaco cherchera à concurrencer l'OM, Bordeaux, le Paris SG, mais des équipes comme Lyon, Toulouse ou Auxerre tenteront aussi de bien figurer.

Cette relative discrétion, imposée autant par la Coupe du monde que par les soucis financiers actuels ou à venir, ne saurait pourtant cacher l'importance de la saison qui débute ce 21 juillet. L'équipe de France, qui disputera les éliminatoires du prochain championnat d'Europe des nations, organisé en 1992 en Suède, devra prouver qu'elle est capable de renouer face à l'Espagne, la Tchécoslovaquie, l'Islande et l'Albanie. Une renouance indispensable à la bonne santé de ce sport en France.

De son côté, la Fédération devra enfin démontrer sa capacité à maintenir l'ordre dans ses rangs, notamment entre M. Bez et M. Tapie. Quant aux clubs, ils devront séduire un public déjà difficile. Et de moins en moins assidu.

PHILIPPE BROUSSARD

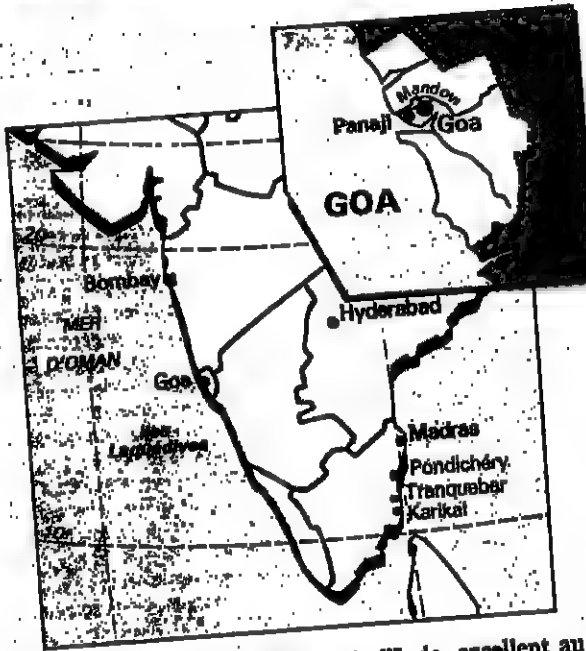
■ Fusion des fédérations de RDA et RFA. - Les responsables de football des fédérations de RDA et de RFA se sont mis d'accord, jeudi 19 juillet, pour fusionner leurs championnats et former, dès 1991, une seule équipe nationale. La décision, annoncée par le porte-parole de la fédération ouest-allemande Wolfgang Niersbach, signifie notamment qu'il n'y aura qu'une seule équipe d'Allemagne lors des matches de qualification pour le championnat d'Europe des nations en 1992 en Suède. Les deux équipes auraient dû être opposées dans le même groupe de qualification, qui comprend aussi la Belgique, le Pays de Galles et le Luxembourg. Dès 1991, les joueurs est-allemands pourront être retenus dans la sélection nationale. La fédération de RDA va retirer ses équipes nationales des compétitions organisées par l'UEFA et la FIFA. En revanche, les clubs est-allemands participeront encore, comme prévu, aux trois coupes d'Europe de la saison 1990-1991. (AP)

SANS VISA



Goa, port indien alangui
sur la mer d'Oman
et la route des épices,
se souvient de son
long passé portugais.
Monde bariolé
où se mélangent
les cultes
et les cultures

Goa, l'ancienne portugaise



La fin de l'après-midi dans l'état de Goa, vingt-cinquième et dernier territoire à ce jour agrégé à l'Union indienne, depuis 1987 : après un demi-millénaire de présence portugaise - ils restèrent en Inde jusqu'en 1961, - l'Union s'est estimée, l'Inde s'est rendue à elle seule en intégrant l'héritage allogène et multiple. Se souvient-on qu'aux côtés des Anglais et des Hollandais, des colons venus du Danemark s'installèrent pendant deux siècles à Tranquebar, non loin des comptoirs français de Pondichéry et Karikal, et qu'en ces lieux vit le jour la future épouse du prince de Talleyrand ?

Je venais de Bombay l'épouse, riche de ses millions de pauvres arrivés des campagnes dont le nombre jamais établi augmenta de minute en minute, noble de cette activité protéiforme que la nuit ralentit sans l'interrompre tout à fait. Bombay, autre Mexico, autre Caire, déjà mégapole d'un autre temps que le nôtre, du prochain millénaire. Une heure de vol pour passer de l'Inde en marche, misérable et orgueilleuse, aux Indes d'autrefois, que la mémoire et les lectures peuplent d'images avant même que d'y être parvenu.

J'avais pris Goa pour une ville, le mot à cette sonorité diphtongue si propre à la langue portugaise, et je savais qu'il existait une Velha Goa, qu'il existait une Velha Goa, que je croyais être la partie ancienne construite sur la rivière Mandovi, comme

l'ancien, j'avais espéré y rencontrer l'ombre de Vasco de Gama, vice-roi des Indes portugaises, mais c'est Afonso de Albuquerque, son égal, qui s'était emparé des lieux ; les voyageurs de passage s'émerveillaient de leur splendeur décorée en rouge et blanc, à l'époque où Philippe II d'Espagne avait adjoint le monde indien à sa couronne. Goa, sur la route des Indes : le long de ses quais, Arabes et Vénitiens, Chinois et Indiens déchargeaient les navires à hauts bords, négociaient dans quels idiomes ? - épices et étoffes au fond d'estaminets décorés d'azulejos et odorants d'effluves musqués...

La peste de 1759

Mais Goa n'est plus capitale depuis deux siècles, son nom est celui d'une subdivision. La peste de 1759 lui fit perdre son rang, les palais s'installèrent en aval, à Panaji. Goa ne serait donc que ruine hors les monuments de la foi catholique, aussi étranges au premier regard en ces terres d'Inde qu'acceptés simplement par l'Inde maternelle aux temps prosélytes de François Xavier ? Le monothéisme européen a convaincu quatre Goanais sur dix, Noël y demeure la fête de tous les peuples puisque, au défilé des rois mages, l'un est un Persan à cheval, l'autre un Arabe à dos de chameau, le dernier un Indien sur un éléphant. Et si même Goa n'était qu'un nom ? J'avais éprouvé à Malacca, plus à l'Orient encore, comme l'imagination d'un lieu supplantant l'effective perception qu'on en a.

A la lumière déclinante, la nuit n'est autre que la pluie. Au gris uniforme du ciel disparaît toute lumière, l'eau va s'abattre, indispensable. C'est comme un retour des choses, les éléments liquides, à la suite de je ne sais quelle manipulation chimique, depuis un moment n'existent plus sur terre mais demeurent en suspension dans l'air, chacun pressent que leur retour proche est celui de la vie. Une digue partage en deux un lac aussi

gris que les cieux, d'où s'élancent les troncs nus de palmiers éparés. La surface des eaux est bécotée striée d'éclats isolés, les gouttes viennent retomber en leur univers, tièdes. Le gris universel tend vers le noir, de ces couleurs mortes n'émergent plus que le vert végétal et, au loin, le halo jaune qui éclaire le pont Zonari. Le ruissellement est tout à coup si dense que les pneus semblent graver la chaussée, y laisser une trace durable avant que la violence de l'orage et des vents n'interdisent tout trafic.

Un silence sonore : ce ne sont pas des bruits nets mais des rumeurs sourdes qui traversent la pluie. Une branche arrachée franchit la route, une motocyclette égarée s'arrête au flanc d'une demeure de style colonial, vision inattendue d'un autre bout d'univers, Louisiane, Brésil. Mais il s'agit pourtant de parvenir à Panaji, d'où part le ferry qui m'attend : le pont Nehru qui enjambe naguère la rivière Mandovi a cédé sous les trombes d'eau. Petites places, squares ombragés, rues en arcades, toits de tuiles, balcons ouvragés : la capitale de Goa se souvient de Lisbonne, même si n'est plus un seul Portugais dans ses murs. Camoens, contemporain de Ronsard, n'avait-il pas désigné la cité comme reine de l'Orient ? Les Goanais d'aujourd'hui, seuls

de l'Inde, excellent au football et présentent les courses de taureaux, de petites chapelles blanches parsèment les jardins au front des maisons ambre ou ocre. Et Saldanha, De Sa, Costa Feres ou Furtado y sont des noms aussi courants que Singh ou Desai.

Il faudrait faire la queue, attendre patiemment d'accéder aux bateaux qui n'embarquent que cinq véhicules à la fois mais des scooters en nuées, pour un voyage de trois minutes. Goa, l'une des plus riches régions de l'Inde, abonde en ces vieilles Fiat et ces Ambassadors de conduite allures démodées de conduite intérieure anglaise. Dans l'ordre et dans la nuit humide, au milieu des éclats d'avertisseurs, chacun finira par traverser.

La vie posée de Goa, dans les rizières et les potagers irrigués de canaux bordés de frangipa-

niers, et du jacquier qui produit un énorme fruit doux et sucré. Le long du quai Campal, à Panaji, les cargos chargés de fer et de manganèse en route vers le Japon et la Corée laissent passer doucement le steamer de Bombay, vénérable navire surchargé de passagers : à son bord, le souvenir de Kipling. C'est par la rivière de Panaji qu'il faudra, une dizaine de milles en amont, aborder à l'ancienne Goa, la « Goa Dourada » que l'on disait au seizième siècle plus peuplée que Londres, plus munificente que Lisbonne. La ferveur évangéliste s'est imposée au temps et à la végétation : passé l'Arc des vice-rois, longées les églises adjacentes et les monastères en ruine, au terme du chemin tracé dans l'entrelacs vert cultivé par la mousson, apparaît la place centrale de Goa l'antique, bornée par ses quatre monuments symétriques.

Les oiseaux de Saint-François

Basilique du Bon-Jésus, de latérite et granit rouge foncé, couvent des Jésuites, cathédrale Saint-Etienne toute blanche, église Saint-François d'Assise : celle-ci est nue, désertée par les fidèles, coiffée et peuplée d'oiseaux. Le sol n'est qu'un parterre de tombes portugaises, les murs portent encore d'éclatantes céramiques ; en cette église, la vie a interrompu son cours, le temps règne seul. A son pied, abritée sous un flamboyant de la moiteur torpide écrasante et silencieuse, une femme vend de l'eau gardée fraîche dans une carafe de terre cuite. J'avais cru apercevoir, sur la colline qui surplombe la place, les ruines crénelées d'un château-fort : c'était la dernière tour encore debout de l'église

Saint-Augustin, contrefort fantomatique envahi de broussailles avec son balcon dominant sur le vide. Les religieux occupent encore une maison de retraite voisine, et il demeure un noviciat des sœurs de la Sainte-Famille. C'est donc que la singulière présence catholique devait perdurer à Goa pour les siècles des siècles.

Je suis redescendu vers la rivière Mandovi en traversant le quartier Fontainhas avec ses ruelles pavées de galets et ses « lavernas » où l'on sert le feni, à base de noix de cajou. Cheminant vers les plages, j'ai aperçu à Candolim l'insolite statue de l'abbé Faria, le personnage de Dumas dont personne ne sait qu'il a même existé et qu'il naquit à Goa. Parvenu à Fort Agoda, d'où jadis Albuquerque avait vu ses troupes reprendre pour quatre cents ans la place aux Arabes, j'ai gagné la mer, chaude de ses 30 degrés.

OLIVIER BARROT

- Carnet de route -

• Y aller

Il existe plusieurs bonnes formules de voyages organisés dans le sud de l'Inde (Andhra Pradesh, Karnataka, Tamil Nadu, Kerala), qui incluent le passage à Goa. Ainsi Kuoni (42-83-71-22), qui propose un séjour de dix-neuf jours à 20 000 F environ.

• A lire

Grand Guide de l'Inde (Gallimard, « Bibliothèque du voyageur »), intelligemment illustré en couleurs ; Guide bleu Inde (Hachette), le plus détaillé ; Guide Inde du Sud (Arthaud).

Locations de voitures en

FLORIDE

*TARIFS PRE-PAYES EN FRANCS GARANTIS
*SERVICE AUX AEROPORTS
*KILOMETRAGE ILLIMITE
*AIR CONDITIONNE
*GRAND CHOIX DE VEHICULES

INTERMEDIAIRE 575 F/sem. 145 F/jour	GRANDE 830 F/sem. 180 F/jour	DELUXE 1,470 F/sem. 235 F/jour	PREMIUM 1,280 F/sem. 220 F/jour	MINI VAN 1,725 F/sem. 290 F/jour
---	------------------------------------	--------------------------------------	---------------------------------------	--

RESERVATIONS : (1) 40 44 82 03

NOUS LOUONS DES VEHICULES DE MARQUE CHRYSLER

MIAMI - TAMPA - ORLANDO - FT. LAUDERDALE - FT. MYERS - TALLAHASSEE - PALM BEACH - KEY WEST - JACKSONVILLE - SAVANNAH

سكرا من الامم

SANS VISA

LA TABLE

Le canard de la Tour

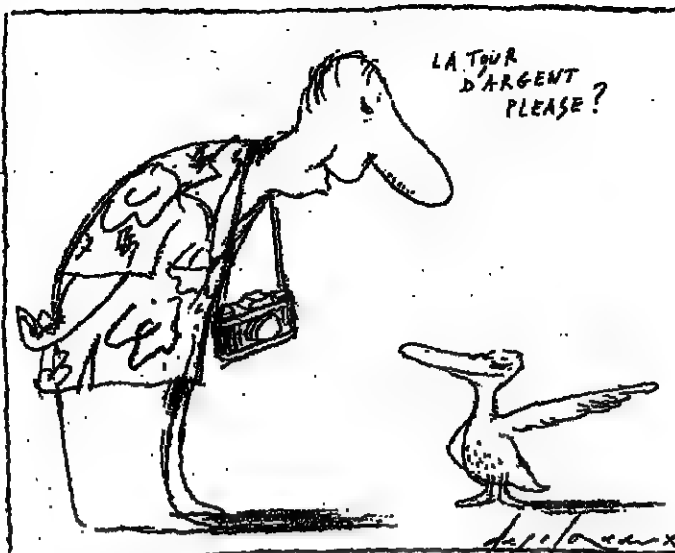
Un « coin-coin dodu » très savoureux

Le canard de la Tour d'argent : un moment ! En filigrane, un morceau d'histoire de France se profile derrière ce volatile, ce « coin-coin dodu », comme disait Daudet, qui décrivait Frédéric Delais découvrant le canard déjà flambé, le jetant en casserole et « préparant la sauce, salant et poivrant comme peignait Claude Monet, avec ce recul du jugé et la précision du mathématicien, et ouvrant ainsi d'une main sûre, à l'avance, toutes les perspectives du goût ».

Sans remonter au bon roi Henri accordant armoiries au traître Rostaing pour son art de mûrifier le pâté de héron, sans s'attarder sur l'épistémologie sévère plaçant sa fille Grigorie de ne pouvoir aller au quai de la Tour-nelle prendre son chocolat, sans évoquer l'audace de l'abbé de la Tour d'argent, nous arrivons à la fin du Second Empire et à la venue ici d'un petit bonhomme à favoris, aux lunettes à monture de fer, aux cheveux presque blancs, et dont l'air grognon cache mal le génie culinaire. C'est lui qui en 1890 servira ce premier canard qui allait devenir un best-seller de la cuisine.

Cette supériorité indiscutable n'empêcha point l'acheteur, en 1913, d'un modeste café de la place de la Bastille, le Café du départ (ex-Café du chemin de fer de Vincennes), d'acquiescer également de la maison voisine, commerce de vins, à la Tour d'argent, d'ouvrir une brasserie-restaurant à l'emplacement de la Tour d'argent. D'où une série de longs procès qui virent de se terminer par obligation de suppression d'enseigne.

C'est fait. Le nom abusif ne brille plus aux yeux du Côté de la cuisine à ceux des passants. Et les touristes innocents n'ont plus à craindre, en sortant de leur hôtel et montant en taxi : « Tour d'argent, please ! », de tomber sur un chauffeur ignorant, malicieux (voire intéressé), les conduisant là où



ils ne sauraient trouver ni l'histoire de l'histoire ni le canard célèbre.

Mais ce canard, comment est-il préparé, demanderez-vous ? Et, aussi, qu'est-ce ? Car si le canard nous vient de Chine, il en existe aujourd'hui chez nous de deux sortes d'élevages : le traditionnel et le quasi-industriel. Il existe aussi le « barbote » et le « pékin », et enfin le « nantais » (en fait, de Châlons en Vendée), dont la chair est plus fine. De cette dernière espèce est aussi le canard de Rouen, mort étouffé, plus connu sous le nom de canard au sang sur les cartes.

C'est en extrapolant à partir de celui-ci que le « Grand Frédéric » imagina de tracter un canard (de six à huit semaines) tout particulièrement engraisé les quinze derniers jours et tué par suffocation. Après l'avoir rôti une vingtaine de minutes puis découpé, on grilla les cuisses d'une part, on leva les filets avant de les découper en tranches minces. La carcasse passée sous une presse spéciale

livra tout son sang, que l'on mêla de consommé (préparé à partir d'une autre carcasse), d'un verre de porto, d'un autre de cognac, du foie haché cru. Cela fera une sauce dans laquelle on réchauffera les filets, servis ensuite avec des pommes soufflées. Les cuisses grillées feront second service, avec une salade.

C'est le soir, les lumières de la salle baissées, Notre-Dame se dressant, rosâtre, sur la toile de fond des nuits parisiennes, que ce canard se révèle un plat de théâtre - les « canardiers », dans un éclairage à la Jordanie, étant les vedettes du spectacle. Votre invité rêvera au canard se 328, dégusté ici par le futur Edouard VII il y a un siècle ; au 147 888, que devora la duchesse de Windsor ; au 448 212, qu'en 1973 goûta Charlie Chaplin ; au 500 000, qui fut liché par Claude Tercel du haut du toit de sa Tour d'argent. Au numéro 739 000 et quelques de ces mets à venir... Un best-seller, vous diriez !

LA REYNIERE

Alain Raye

Je m'y régale au point d'y souhaiter déjeuner tous les jours chez ce modeste et timide cuisinier dont la carte est un enchantement, du foie de canard aux deux cuissons à la modeste salade de coeurs d'artichauts aux zestes d'agrumes, des filets de rouget à la fondue de poireaux à l'huile pimentée au pigeonneau rôti en eau d'herbes accompagné de grosses frites au gros sel, etc., etc. Des détails qui sont mieux que des détails comme, en amuse-bouche, un petit mélange de saveurs discrètes, tel le beurre d'Eclairé demi-sel sur table, telle la corbeille de fruits accompagnant la table des fromages, tels les six pains maison (au pavot, à l'oignon, au sésame, au lard, aux noix et aux raisins). Une cave des vins très fournis (avec des « échantillons » d'Italie, Espagne, Portugal et Chili). Un service aimable sous la direction de Brigitte. Et s'il faut compter 450-600 F à la carte, un menu midi et soir à 265 F est, avec ses choix et fromage et dessert, bien intéressant tout comme les menus dégustation (390 F et 500 F). On se demande bien pourquoi Michelin, si prodigue de ses étoiles envers de tapageuses gargotes élyséennes, n'en donne pas au moins une ici !

► ALAIN RAYE
75008 - 49, rue du Colisée
Tél. : 42-28-66-78.
Fermé samedi midi et dimanche.
Parking : Rond-Point.
A.E.-D.C.-C.B.
Chiens acceptés.

Les Amognes

Thierry Coué est un excellent cuisinier, élève de Senderens, et qui perdait son temps et son talent au Baccus gourmand. Le voici chez lui. Une toute petite maison de vieilles pierres et de pierres d'aurore où de la soupe de melon au vin épice à l'effluve de cabillaud atoll, de la tarte

fraîche aux sardines marinées aux médaillons de lorte persillade, de la moussaka d'agneau aux herbes fines au lapin fermier à la cuillère, de la côte de bœuf sur gros sel et sa truffade auvergnate à la soupe d'ananas ou au gâteau aux deux chocolats, tout est bonnement parfait. Un menu à 140 F m'a permis de me régaler du hochepot de queue de bœuf en gelée avant la poêlée de thon, artichauts et poivrons doux aux beignets d'ail, les fromages et un gâteau de semoule « Yolande Gitenet » (la belle-mère du chef-patron... vous voyez bien que les belles-mamans servent à quelque chose !) arrosé d'un saumure champagne à 98 F. A la carte, compter 300 F.

► LES AMOGNES
75011 - 243, rue du Faubourg-Saint-Antoine
Tél. : 43-72-73-05.
Fermé dimanche soir et lundi.
C. B.
Chiens acceptés.

Les Chants du piano

C'est un rappel car l'on connaît cette maison pas comme les autres où Michel Debane cuisine en maestro. Il vient de s'agrandir, ou plus exactement d'ouvrir un premier étage de son petit pavillon montmartrois. Avec toujours son menu « Concertino » à 139 F, son menu dégustation (219 F), son menu carte où l'on passe des préludes à la symphonie des cuivres (je veux dire du sorbet de foie gras glacé au sauternes à la couronne de gambas confites au gingembre) avant un duo pastoral (salades et fromages) et les légers arpages du dessert.

► LES CHANTS DU PIANO
75018 - 10, rue Lambert
Tél. : 42-82-02-14.
Fermé dimanche soir et lundi midi.
A.E.-D.C.-C.B.
Parking : 20, rue Custine.
Chiens acceptés.

L.R.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace	Paris
69590 SAINT-HIPPOLYTE HOSTELLERIE MUNSCH *** « Aux Ducs de Lorraine » Pied du haut Koenigsbourg. Séjour agréable, pensionnat, 1/2 pension. Tél. : 89-73-00-09.	SORBONNE HOTEL DIANA ** 73, rue Saint-Jacques Chambres avec bain, w.c., TV couleur. Tél. direct. De 280 à 420 F. - Tél. 43-54-92-55.
Aquitaine	Provence
ENTRE MER ET MÉDOC HOTEL RESTAURANT *** NN Parc fleuri 2 ha. Piscine, tennis, parcours santé, piste cyclable, prof. golf. 1/2 pension 275 F. LES ARDILLIÈRES, 33160 SALAUNES. Tél. : 56-58-58-68 FAX 56-58-51-01.	DROME PROVENÇALE Paris/4 h par TGV (Montpellier). Site except. microclimat, prom., muséol. UVA sauna. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table. Chbres gd cit. priv. d'hiver. Micaïlle Colombe. Tél. : 75-26-12-89. Auberge du vieux village d'Andres. 26110 Nyons - Fax : 75-26-38-10.
Côte d'Azur	Suisse
06400 CANNES HOTEL LIGURE *** NN 3, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES Tél. : 93-39-03-11. - Tél. 970275 FAX 93-39-19-43 A 300 mètres de la célèbre Croisette et des plages. Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.	CH - 1938 VERDIER-VALAIS Découvrez la nature, la faune et la flore. Chambres tout confort. Offre en D.F. chambre double au 23/07 et dès le 29/08, 75 F. (F.F. 295) Hôtel PIRENÉE *** Tél. : 1941/26/31/43 44
NICE	TOURISME
HOTEL LA MALMAISON Best Western *** NN Hôtel de charme près mer, calme, grand confort. 50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES TV COULEUR PAR SATELLITE Restaurant de qualité. 48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-87-43-56 - Tél. 470410. Téléphone 93-16-17-99.	Home d'enfants Vacances d'été HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 h de Paris par TGV, agrément Jeunesse et Sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVII ^e , confort, rénov. au milieu des forêts et pâturages. Accueil limité à 14 enf. cuis. saine et équilibrée, chbre 2 ou 3 avec sdb, W.C. Activités avec moniteur : poney, tennis, jeux, ping-pong, V.T.T., initiation, échecs, peinture s/bois, fabrication du pain, découverte environnement. Tarif tt compris : 1 800 F/semaine par enf. Tél. : (16) 81-38-12-51. Le Crêt-Agneau - La Longeville 25600 MONTBENOIT.
HOTEL VICTORIA ***	
33, boulevard Victor-Hugo 06000 NICE - Tél. 93-88-39-60 Plein centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur câble, téléphone direct, minibar.	

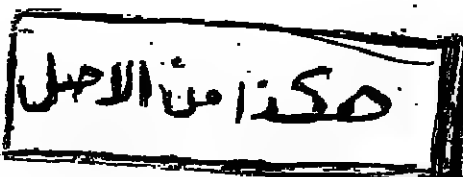
(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

BOURGIGNONNES	FRANÇAISES TRADITIONNELLES	LA COUR COLBERT	CATALANES	INDIENNES	ITALIENNES
CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel. Tél. : 45-08-05-48/17-64. F. sam., dim. Cuisine bourgeoise. (Fermé en juillet)	RELAIS BELLMAN, 37, r. François-1 ^{er} , 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé samedi, dimanche.	ARTOIS ISIDORE, 42-25-01-10 13, r. d'Artois, 8 ^e . F. sam. et dim. (Ouv. tout l'été).	LA SARDANA, 4, rue de Chaligny, 12. Tél. 43-43-02-84. Spéc. catalanes et franc. DANNOISES ET SCANDINAVES 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-28-41. COPENHAGUE, 1 ^{er} étage (F. nuit). FLORA DANICA et son agréable jardin. (Ouv. tout l'été).	MAHARAJAH 43-54-26-07 7 jour sur 7 72, bd St-Germain. M ^e Maubert. SCE NON-STOP, 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.	L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouchet, 14 ^e , 43-89-08-15. (F. dim., lundi.) ÉMILIE-ROMAGNE (Fermé du 10 au 20-08).
CREOLES	LYONNAISES	ETHIOPIENNES			VIETNAMIENNES
LA VILLA CRÉOLE 19, rue d'Antin, 2 41-42-64-92 Recom. Boutin Gourmand - Pisco le soir F. samedi midi et dim. (Ouv. tout l'été).	MAITRE CORBEAU 42-27-19-20 (F. sam. Dég. dim.) 6, rue d'Armaillé, 17 ^e . Parking assuré. (Fermé du 29-07 au 28-08.)	LA FOUX, 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux. (Ouv. tout l'été).	ENTOTTO 45-87-08-51. (F. dim.) (43, r. L.-M. Nordmann, 13 ^e). Dorowott, Beyazentou av. l'Indjira. (Ouv. tout l'été).	SAPNA 160, r. de Charanton, 12 (F. honai). 43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuis. raffinée. (Ouv. tout l'été).	NEM 66, 66, rue Lauriston (16 ^e). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades. (Fermé en août.)

سكنى من الاجل



AGENDA

VENDREDI 20 JUILLET

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

VENDREDI

Mandrin (1923), d'Henn Fescourt, 18 h ; Cinéma italien : le Voleur de bicyclette (1948), de Vittorio de Sica, 19 h ; Umberto D. (1951), de Vittorio de Sica, 21 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

VENDREDI

Le Cinéma des pays nordiques : Mademoiselle Julie (1951, v.o. s.t.f.), de Alf Sjöberg, 14 h 30 ; Mor et Charlie (1978, v.o. s.t.f.), de Morten Arntsen et Henning Kravensen, 17 h 30 ; Les Feux de la Vie (1986, v.o. s.t.f.), de Jan Troell, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

VENDREDI

Si vous avez manqué le début : la Forme d'une ville : la Vague (1983) de A. Gubri, l'ail au beurre noir (1987) de Serge Meynard, 14 h 30 ; les Mémoires de Paris (1989) de la Vidéothèque de Paris, le Sang des bêtes (1948) de Georges Franju, Voici le temps des assassins (1956) de Julien Duvivier, 18 h 30 ; Café, café : Bande annonce : Liberty Belle (1983) de Pascal Kané, les Tricheurs (1985) de Marcel Carné, 18 h 30 ; le Paris des écrivains : Paris au temps de Proust (1978) de Ph. Prince, Celeste (1981) de Percy Adlon, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AFFAIRES PRIVÉES (A., v.o.) : UGC Emmapar, 8 (45-63-16-16).
ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr. Eg., v.o.) : Max Linder Panoram, 8 (43-24-88-88).
ALLO MAMAN ICI BÈBE (A., v.o.) : UGC Emmapar, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95).
ALWAYS (A., v.f.) : Miramar, 14 (43-20-89-52).
L'AMOUR (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hauteville, 8 (48-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (48-23-42-27).
APARTMENT ZERO (Bnt., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).
ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 21 JUILLET

« De Fernand à Marcel Dassault : pèlerinage étonnant au cimetière de Passy », 10 h 30, place du Trocadéro, angle avenue Paul-Doumer (V. de Langlade).
« L'hôtel de Lassay, résidence du président de l'Assemblée nationale », 11 heures, 33, quai d'Orsay (M.-C. Lasserre).
« L'hôtel des comités Potocki, les tableaux de Guernsey », 10 h 30, 27, avenue de Friedland (L. Haullier).
« La Basilique de Saint-Denis et les tombeaux des rois », 14 h 15, sortie métro Saint-Denis-Basile (D. Bouchard).
« Le Palais Bourbon », 14 h 30, métro Chambre des députés-Assemblée nationale, Carte d'identité (M. Banassat).
« Hôtels, jardins et ruelles du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul-La Marais (L. Haullier).
« Découverte de la montagne Sainte-Geneviève », 14 h 30, portail église Saint-Jehan-le-Pauvre (Sauvageur du Paris historique).
« Le Louvre : des fortifications de Philippe Auguste à l'intérieur de la pyramide », 14 h 30, métro Louvre-Rivoli (C. Mérieux).
« Le Palais-Royal et les passages couverts du dix-neuvième siècle nouvellement restaurés », 15 heures, devant le Conseil d'Etat, place du Palais-Royal.
« L'ancien hôtel de Mondragon, siège de la banque Paribas », 15 heures, 10, rue Louis-le-Grand (Monuments historiques).
« L'église Saint-Etienne du Mont et l'histoire de la montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, devant l'entrée principale, place Sainte-Geneviève (Connaissance de Paris).
« L'étrange quartier Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).
« Jardins fleuris et vieilles cours, du Père-Lachaise au vieux village de Charonne », 15 heures, devant la mairie, 6, place Gambetta (Paris et son histoire).

DIMANCHE 22 JUILLET

« Versailles : le potager du roi », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre (Office du tourisme).
« La Grande Arche, le CNIT rénové, une ville du vingt et unième siècle », 10 h 30 et 14 h 15, hall RER-La Défense, sortie 5 (Art et histoire).
« Au Père Lachaise : du columbarium au mur des Fédérés », 15 heures, sortie métro Gambetta, côté avenue du Père-Lachaise.
« Le quartier des Escholiers évoquant l'Université et la ville au

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-37-35-43).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).

BEST OF THE BEST (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paragon Opéra, 8 (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13 (43-31-60-74) ; Pathé Wapler, 16 (42-22-46-01).

BLACK RAINBOW (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hauteville, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR (A., v.o.) : Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-61-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-87-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).

CŒURS FLAMÉS (Dan., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (48-33-97-77).

CONTRE-ENQUÊTE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC

Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Mailliot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler II (ex-Images), 16 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8 (45-74-93-50).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Mailliot, 17 (40-68-00-16).

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLETRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS D'AUTRUI (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 11, TU NE DÉSIRERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 12, TU NE T'ENFIERAS PAS DE TA PROPRE FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 13, TU NE T'ENFIERAS PAS DE TA PROPRE FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 14, TU NE T'ENFIERAS PAS DE TA PROPRE FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 15, TU NE T'ENFIERAS PAS DE TA PROPRE FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 16, TU NE T'ENFIERAS PAS DE TA PROPRE FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 17, TU NE T'ENFIERAS PAS DE TA PROPRE FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 18, TU NE T'ENFIERAS PAS DE TA PROPRE FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 19, TU NE T'ENFIERAS PAS DE TA PROPRE FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 20, TU NE T'ENFIERAS PAS DE TA PROPRE FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 21, TU NE T'ENFIERAS PAS DE TA PROPRE FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 22, TU NE T'ENFIERAS PAS DE TA PROPRE FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 23, TU NE T'ENFIERAS PAS DE TA PROPRE FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 24, TU NE T'ENFIERAS PAS DE TA PROPRE FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-58-00).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 6 (45-44-57-34).
GUNMEN (Chin., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-98) ; Utopia Champillon, 5 (43-26-84-65).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).

MANIAC COP 2 (F.) : Film américain de William Lustig, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Le Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Mailliot, 17 (40-68-00-16).

RETOUR VERS LE FUTUR 3 : PARTIE : Film américain de Robert Zemeckis, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Publica Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 16 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

WAR PARTY : Film américain de Franc Roddam, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 16 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JE T'AIME A TE TUER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16).

KILL ME AGAIN (F.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-69-03) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LENNINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Utopia Champillon, 5 (43-26-84-65).

LES LAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 6 (43-26-19-08).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 6 (43-26-19-08).

MISS DAVY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LES P'TITS VELOS (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-98) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-30-40-40).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Elysées Lincoln, 6 (45-44-57-34).

OH, QU'ÉLES SONT NOIRES LES NUITS SUR LA MER NOIRE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6 (45-44-28-80).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (F.) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Mailliot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LES P'TITS VELOS (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-98) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-30-40-40).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).

LE PROVINCIAL (Fr.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 6 (45-44-57-34).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Publica Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-30-40-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

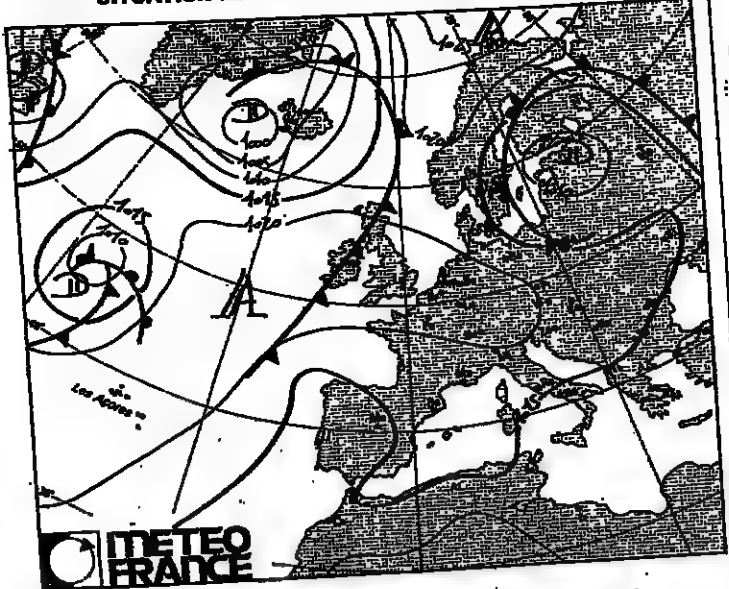
LE RETOUR DE FLESH GORDON (F.) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

RÈVES (Jap., v.o.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-69-03) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Les Montparnos, 14 (43-27-82-37).

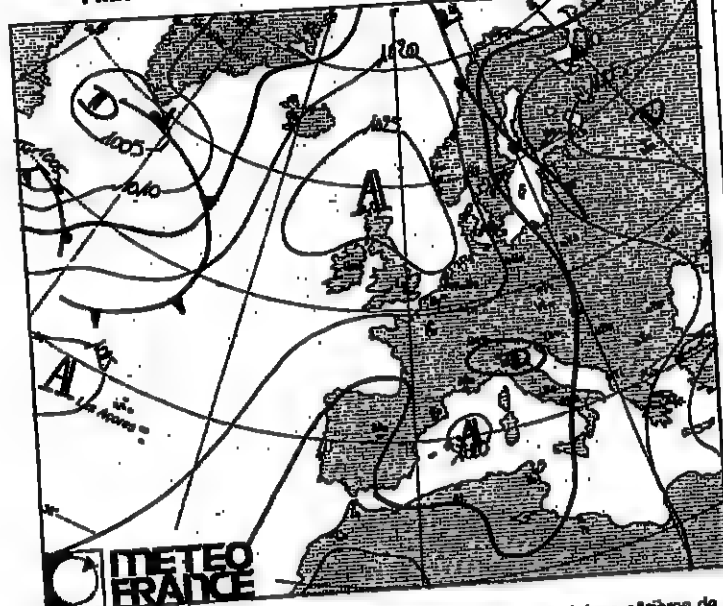
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20 JUILLET 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 22 JUILLET A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 20 juillet à 0 heure et le dimanche 22 juillet à 24 heures.

Les conditions anticycloniques vont prédominer durant ce week-end sur la France. On pourra donc profiter de deux belles journées chaudes et ensoleillées.

Samedi : soleil et chaleur

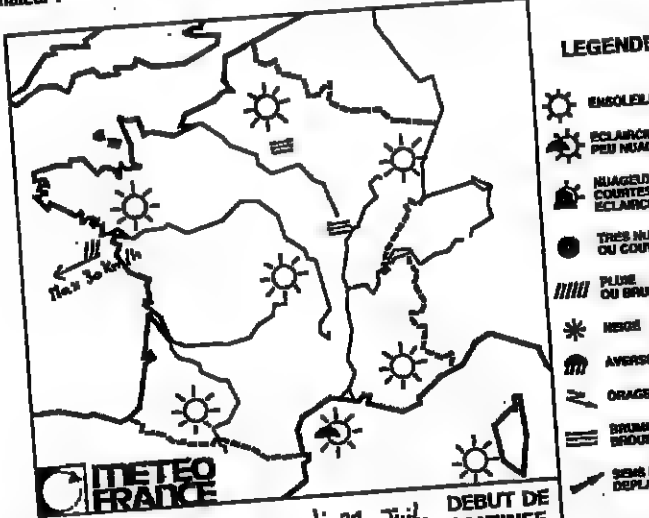
Après dissipation de quelques brumes matinales dans l'intérieur du pays, ce sera une très belle journée ensoleillée sur l'ensemble de la France. Seuls quelques petits nuages de beau temps viendront égarer le ciel des Alpes et de la Corse.

Le vent soufflera modérément d'est ou nord-est sur les côtes de la Manche. Dimanche : encore plus de soleil et de chaleur !

Le matin, sur les régions côtières de la Normandie et sur le Nord-Pas-de-Calais, le ciel sera nuageux mais cela ne durera pas. Et le soleil ne tardera pas à réapparaître. Sur les Pyrénées, quelques nuages viendront égarer le ciel. Partout ailleurs, d'importantes brumes matinales, ce sera encore une très belle journée ensoleillée marquée par la chaleur de plus en plus accablante.

Les températures à l'aube atteindront 14 à 18 degrés sur la moitié nord et 16 à 20 degrés sur la moitié sud. L'après-midi, le mercure grimpera jusqu'à 27 à 33 degrés sur la moitié nord et jusqu'à 32 à 36 degrés sur la moitié sud.

Un vent de nord-est assez soutenu, soufflera à 40 km/h sur les côtes de la Manche. Un petit vent de sud soufflera sur les côtes méditerranéennes.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 20-7-90

FRANCE	TOURNAI	TOULOUSE	POINTE-A-PITRE	ÉTANGER	ALGER	AMSTERDAM	ATHÈNES	BANGKOK	BARCELONE	BELGRADE	BERLIN	BRUXELLES	CAEN	CHERBOURG	CLERMONT-FERRAND	DIJON	GRENOBLE	LILLE	LIMOGES	LYON	NANTES	PARIS-MONTMARTRE	PARIS-MONTROUGE	PERPIGNAN	RENNES	STRASBOURG	VALD'AUZ	VIENNE
27 17	28 18	29 19	30 20	31 21	32 22	33 23	34 24	35 25	36 26	37 27	38 28	39 29	40 30	41 31	42 32	43 33	44 34	45 35	46 36	47 37	48 38	49 39	50 40	51 41	52 42	53 43	54 44	55 45

PHILATÉLIE

En marge des timbres

Les timbres ne sont pas uniquement collectionnés pour leur recto illustré. Loin de là. De nombreux philatélistes reportent leur attention sur les marges des timbres, qui ne sont pas forcément vierges de toute impression, comme on serait tenté de le croire.

Le coin daté, par exemple, situé à l'angle des feuilles de timbres imprimés sur rotative, indique le jour du tirage du timbre. En France aujourd'hui, seules les valeurs d'usage courant comportent cette date. Le dernier « coin-mémo » avec coin daté fut la Légion étrangère à 3,10 francs émis en 1984.

Pour certains timbres anciens imprimés en typographie, des numéros appelés « millésimes » indiquent le dernier chiffre de l'année d'impression. Le millésime se collectionne encastré de deux timbres ; le coin daté en bloc de quatre.

Autres inscriptions marginales classiques, des numéros de feuilles, des repères de couleurs,

des repères électroniques (pour assurer les bons centrages de l'image, des barres « fluo » pour le tri du courrier et de la perforation. Récemment, sont apparus les « bopst », repères électroniques trapézoïdaux, du nom de l'ordinateur dont l'œil électronique compte le nombre de feuilles imprimées et le nombre de feuilles considérées comme non valables, qui sont ensuite éliminées. Ce procédé est réservé à l'impression en taille-douce.

Les marges sont appréciées pour la publicité qu'elles peuvent recueillir et que recherchent les collectionneurs thématiques.

Attention de ne pas séparer les timbres israéliens de leurs « tabs », marges illustrées, partie intégrante du timbre, qui orphelin, perd toute sa valeur.

Une société spécialisée : la SOCCODAMI (Société spécialisée des collectionneurs de coins datés et millésimés), A. Le Guillou, 19, rue Alsace-Lorraine, 22000 Saint-Brieuc.

Un catalogue : Marianne, édité par la Fédération des sociétés philatéliques françaises, 7, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.



En haut : publicité sur timbre britannique. En bas, de gauche à droite : coin daté, repère « bopst » et « tab » israélien représentant un pégion.

En filigrane

Chalon-sur-Saône, sa télécarte. - Chalon-sur-Saône accueille, du 19 au 22 juillet, le Festival national des artistes de la rue. A cette occasion, une télécarte tirée à mille exemplaires est proposée avec le programme. Renseignements auprès de l'Office de tourisme de Chalon au (03) 85-48-37-97.

De Gaulle en Nouvelle-Calédonie. - L'Office des postes et télécommunications de



Nouvelle-Calédonie a mis en vente générale, le 21 juin, un timbre à 160 F CFP, pour le cinquantième anniversaire du ralliement de la Nouvelle-Calédonie à

la France libre. Tirage : cent mille exemplaires. Ainsi, en 1990, ont été ou vont émettre des timbres à la mémoire du général de Gaulle : la France, Saint-Pierre-et-Miquelon, le Gabon et la Nouvelle-Calédonie (service philatélique, Nouméa RP, Nouvelle-Calédonie, tél. : (19) 687-27-48-81).

De Gaulle à la Défense. - Le CNIT à Paris-La Défense accueille jusqu'au 31 août une exposition consacrée à Charles de Gaulle. Avec affiches, médailles, originaux de Raymond Morigat, livres, photos, documents... sur près de 900 mètres carrés. L'animation philatéliques est assurée par Roger Brière, président du club philatélique de Grande-Synthe.

Un bureau de poste temporaire est ouvert dans l'enceinte de l'exposition, avec un timbre à date créé d'après une œuvre de Morigat. L'entrée est gratuite (souvenirs philatéliques, 35 F l'unité ; les cinq, de couleurs différentes, 150 F au-dessus de 100 F). 150 F au-dessus de 100 F. 95220 Herblay, tél. : (1) 34-50-03-50.

CARNET DU MONDE

Naissances

Robert STÉPHANE et Jeanne MAYERES, ont le très grand bonheur d'annoncer la naissance de

Julie,

le 3 juillet 1990.

48, boulevard Pierrot, Liège-B.

Décès

M^{me} Paule-Marie Grand-Chastel, son épouse, M. et M^{me} Louis Chastel et leur fille Charlotte, M. Laurent Chastel, M^{me} Brigitte Haslouin et leur fille Claire, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

André CHASTEL, membre de l'Institut, professeur honoraire au Collège de France, commandeur de la Légion d'honneur, de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, commandeur des Palmes académiques, dans l'Ordre des Arts et des Lettres, commandeur de l'Ordre du Mérite de la République italienne,

survenu à Paris, le 18 juillet 1990, dans sa soixante-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité en l'église Saint-Pierre de Chaillot, le vendredi 20 juillet.

Une messe sera dite à sa mémoire, à Paris, cet automne.

30, rue de Lubeck, 75116 Paris. Ravine par Antoine, 24420 Savignac-les-Églises.

La direction des musées de France et la réunion des musées nationaux, ont le regret de faire part du décès, survenu le 18 juillet 1990, de

André CHASTEL, membre de l'Institut, professeur honoraire au Collège de France, vice-président du Conseil artistique des musées nationaux.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

Le Comité français d'histoire de l'art a le grand regret d'annoncer le décès, survenu le 18 juillet 1990, à Paris, de son ancien président, le

professeur André CHASTEL, de l'Institut.

(Le Monde du 20 juillet et lire page 10.)

Pierre CORRET, ses enfants, et petits-enfants, font part du décès leur épouse, mère et grand-mère.

Jane CORRET, née Morice, professeur de philosophie, officier d'académie.

Les obsèques ont eu lieu le 6 juillet 1990, au cimetière de Cassis.

7, villa A-Fallières, 75019 Paris.

La famille Et les amis de

M. Claude LAGOUTTE,

ont la douleur de faire part de son décès, survenu le 18 juillet 1990, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 21 juillet, à 8 h 30, en l'église Sainte-Marguerite, 36, rue Saint-Bernard, Paris-11^e.

Une bénédiction sera donnée au cimetière de Saint-Laurent-de-la-Prée (Charente-Maritime), le même jour, à 16 heures, suivie de l'inhumation.

Famille Lagoutte, 8, rue du Puits-des-Cujols, 33000 Bordeaux.

M^{me} Simone Leschi, M. et M^{me} Yves Leschi et leurs enfants, Catherine, Dominique, Natalia, Jérôme, M. et M^{me} Jean-Marie Berci-Landri et leurs enfants, Laïla et Thaïs, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M^{me} Marcelle LESCHI, née Callet,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenue le 17 juillet 1990.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

76, rue Barraud, 75013 Paris. 133, rue de Saussure, 75017 Paris.

Remerciements

M. et M^{me} Elie Roubine et leurs enfants, ont été extrêmement touchés par les très nombreux témoignages de sympathie et d'affection qui leur ont été adressés lors du décès de leur fils et frère

Jean-Jacques ROUBINE.

Anniversaires

Il y a sept ans, le 21 juillet 1983,

Suzanne GAUTIER, journaliste parlementaire, secrétaire nationale de la FNAR,

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue, aimée et qui restent fidèles à son souvenir.

Gémissons. Espérons.

MICKAËL

Il y a un an aujourd'hui, tu nous a laissés orphelins de ton regard, de ton sourire, de ton amour.

Comment oublier ?

19 juillet 1912-29 juin 1989.

Il y a un an

Odette SARRON épouse Jacques Cottard,

entrait dans la paix du Seigneur.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et restent fidèles à son souvenir.

Office célébré en l'église Saint-Vincent de Lyon, le vendredi 20 juillet.

Messes anniversaires

Paris. Lyon.

Il y a cinquante ans, le 23 mai 1940,

le capitaine Jean RIOTTOT, du 10^e bataillon de Chasseurs à pied,

tomboit, à la tête de ses hommes, au combat de Biaregnies (Belgique). Ce célèbre combat a été solennellement commémoré, sur les lieux mêmes, le 28 mai 1980, à l'occasion du baptême de la promotion Biaregnies, de l'École des élèves officiers de Saint-Cyr Coëtquidan.

Jean Riottot repose, conformément à ses dernières volontés, parmi ses hommes, au Cimetière national belge de Huy.

Une pieuse pensée est demandée à ceux qui, encore vivants, l'ont connu, apprécié et aimé.

Il voudrait bien associer, à cette occasion, dans le même inoubliable souvenir, son père, le

capitaine André RIOTTOT, officier d'état-major du 1^{er} corps d'armée, commandant d'Afrique,

disparu en mer, au cours d'une opération périlleuse, le 22 mars 1944.

Une messe sera célébrée à leur intention le lundi 23 juillet, à 12 heures, en l'église de La Motte-Servoleux (Savoie), où une plaque commémorative rappelle et perpétue leur souvenir.

Une messe sera ensuite déposée devant le panneau de l'avenue qui porte, dorénavant, leurs noms et prénoms, menant à l'historique caducé de Pignon, demeure de leurs parents de 1918 à 1968.

De la part de : M^{me} André Olgner-Riottot, conservateur en chef honoraire des musées nationaux, 4, place de la Sorbonne, 75005 Paris.

M^{me} Paul Chomel Mareschal, 1, rue des Chartreux, 69001 Lyon.

M^{me} François Riottot, 28, chemin de la Raude, 69160 Tassin-la-Demi-Lune. Et leurs familles.

Une messe anniversaire pour le repos de l'âme de

M. Pierre SANGLIER, décédé le 24 juillet 1989, sera célébrée en l'église Saint-Michel de Cabourg, le mardi 24 juillet, à 18 h 15.

De la part de :

M^{me} Pierre Sanglier, M. et M^{me} Patrick Perroux, Et de toute la famille.

Résidence Miramar, 4, avenue Foch, 14390 Cabourg, 26, rue de la Paix, 92270 Bois-Colombes.

Communications diverses

La nouvelle adresse de M. Christian Vislavskier, gérant de la SARL Lanco, 23 bis, rue Popincourt, Paris, est : 2, rue Géricault, 75016 Paris.

Nos abonnés et nos lecteurs, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

سكزا من الاصل

سكننا من الاحل

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 20 juillet

- TF 1**
- 20.35 Jeux : Intervilles. Saint-Denis de la Réunion - Nancy.
- 22.35 Sport : Boxe. Championnat du monde des super-moyens, en direct des arènes d'Arles : Christophe Tiozzo-Paul Whitaker.
- 23.40 Série : Tous en boîte. 0.30 Journal.
- A 2**
- 20.40 Série : Héritage oblige. Cancan, de Daniel Losset.
- 21.35 Série : Eurofilms. Faucons de glace.
- 22.30 Journal et Météo.
- 22.45 Le Journal du Tour.
- 23.05 Cinéma : La nuit de San Lorenzo. ■■■■ Film italien de Paolo et Vittorio Taviani (1982) (v.o.).
- FR 3**
- 20.35 Magazine : Thalassa. Les grands voiliers, en direct de Bordeaux, avec Jean Rancier, Olivier de Kersauson.
- 21.30 Journal et Météo.
- 21.55 Téléfilm : Mariage blanc. De Peter Kassovitz.
- 23.35 Sport : Golf.
- 23.50 Musique : Carnet de notes. Pièce pour clarinette, alto et piano (n° 4 et n° 5) de Bruch, par les solistes du Nouvel

- Orchestre philharmonique.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Téléfilm : L'année du championnat.
- 22.15 ► Documentaire : Les allumés... Ces rois de l'illusion.
- 22.40 Flash d'informations.
- 22.45 Magazine : Exploits.
- 23.00 Cinéma : MAL. Mutant aquatique en liberté. □ Film américain de Sean S. Cunningham (1988).
- 0.35 Sport : Golf. Le British Open.
- LA 5**
- 20.40 Série : Sur les lieux du crime. Piège mortel.
- 22.20 Série : L'inspecteur Derrick. (rediff.).
- 23.20 Fichier très confidentiel (rediff.).
- 0.00 Journal de minuit.
- LA 6**
- 20.35 Téléfilm : La justice de Tony Cimino. De Marc Daniels.
- 22.15 Série : Clair de lune.
- 23.05 Série : Les années coup de cœur.
- 23.30 Magazine : Avec ou sans rock.

- 0.15 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 20.05 Documentaire : Propaganda, l'image et son pouvoir (3).
- 21.00 Téléfilm : Atlantic rendez-vous. De Paule Zojdaman.
- 22.30 Documentaire : Nik et Murray. De Christian Blackwood.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. Au pays du Grand Meaulnes.
- 21.30 Musique : Black and blue. Livres propos.
- 22.40 Nuits magnétiques. Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Mémoires croisées. Le Festival d'Aix-en-Provence hier et aujourd'hui.
- 21.30 Avant-concert.
- 22.00 Concert (en direct du Festival de Radio-France et de Montpellier) : Symphonie de chambre n° 2 op. 38, de Schoenberg. Les sept dernières paroles du Christ, de Haydn.

Samedi 21 juillet

- TF 1**
- 14.25 La Une est à vous.
- 14.45 Tiens à l'Évry.
- 15.55 La Une est à vous (suite).
- 17.40 Magazine : Trente millions d'amis. L'accident : Jeu : Sacré-tout : Les conseils de l'été : Le philosophe et les oursins.
- 18.10 Série : Paire d'as.
- 19.00 Série : Marc et Sophie.
- 19.25 La roue de la fortune.
- 20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.
- 20.40 Documentaire : Surprise sur prise.
- 22.20 Série : Colombo.
- 0.00 Magazine : Formule sport.
- 0.50 Faisons la route ensemble.
- 0.55 Journal et Météo.
- A 2**
- 14.25 Série : Larry et Balki.
- 14.45 Sport : Cyclisme. Tour de France : 20^e étape.
- 16.30 Magazine : Vive le vélo.
- 17.50 Magazine : Villa de stars. Eddy Barclay.
- 19.00 Série : Un duo explosif.
- 19.30 Le Journal du Tour.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Jeu : Les clés de Fort Boyard. De Jacques Antoine.
- 21.45 Série : Frank, chasseur de fautes. Les sept clés pour Singapour (2^e partie).
- 22.35 Documentaire : Les explorateurs. Un siècle d'expéditions.
- 23.30 Journal et Météo.
- 23.45 Le Journal du Tour.
- 0.05 Variétés : Les concerts imaginaires. Avec Buddy Holly, les Beatles, David Bowie, Dave Stewart...
- FR 3**

- 16.30 Aquarelle. Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films. De Denis Darné. 6. Roscoff.
- 17.00 Documentaire : Patrick Dupond au travail. D'André S. Labarthe.
- 18.00 ► Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- De 20.00 à 0.00 La Sept —
- 20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
- 21.00 Hommage à Vitez.
- 21.10 Théâtre : Electre. Pièce de Sophocle, mise en scène par Antoine Vitez. La trilogie mouture signée Vitez, au Théâtre national de Chailot.
- 22.55 Journal.
- 23.10 Documentaire : Le dossier. D'Alain Marcon. Un cycliste de second rang.
- CANAL PLUS**
- 15.10 Documentaire : Les allumés... Le chiffonnier de Londres.
- 15.40 Portrait : Otis Redding.
- 16.15 Spectacle : André Lamy au Casino de Paris.
- 17.00 Sport : Les goodwill games.
- 18.00 Sport : Golf. Le British Open.
- En clair jusqu'à 20.30 —
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Top 50.
- 20.30 Téléfilm : Une taupe au Pentagone. Documentaire : Réve de cow-boy.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Les cow-boys. ■ Film américain de Mark Rydell (1972).
- LA 5**
- 15.00 Feuilleton : Les héritiers.
- 16.30 Un juge, un flic (rediff.).
- 17.30 Drôles d'histoires.
- 18.00 Série : Riptide.
- 18.50 Journal images.
- 19.00 Divertissement : Les mordus de la vidéo.
- 19.45 Journal.
- 20.30 Drôles d'histoires.
- 20.40 Drôles d'histoires. De Werner Masten.
- 22.15 Magazine : Désir.
- 23.10 Ne réveillez pas la taupe qui dort (rediff.).
- 0.00 Journal de minuit.
- 0.10 Ne réveillez pas la taupe qui dort (suite).
- M 6**
- 14.15 Série : Les aventures de papa-poule.
- 15.05 Série : Laramie.
- 15.55 Documentaire : Chasseurs d'images. Rwanda gonfle.
- 16.10 Magazine : Adventure.
- 16.20 Série : Section 4.
- 17.10 Série : L'homme de fer.

- 18.00 Informations : M6 express.
- 18.05 Variétés : Multitop.
- 19.25 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.35 Téléfilm : Le prix de la gloire. De Jackie Cooper.
- 22.10 Téléfilm : Une corde pour le pendre. De Joseph A. Mazuca.
- 23.25 Six minutes d'informations.
- 23.30 Les privés de la nuit. Séries : Peter Gun : Mister Lucky.
- 0.20 Musique : Rap line. Emission présentée par Olivier Cachin.
- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 14.30 Cours d'italien (conclusion).
- 15.00 Magazine : Imagine.
- 16.30 Documentaire : Les anges de la guerre. De A. Pike, H. Nelson, D. Davis.
- 16.20 Cinéma d'animation : Aquarelle.
- 16.30 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films (6). De Denis Darné.
- 17.00 Documentaire : Patrick Dupond au travail. D'André S. Labarthe.
- 18.00 ► Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier.
- 18.55 Documentaire : Opéra et musique, la grande aventure du Festival d'Aix (2). De Pierre Jourdan.
- 19.45 Scott Ross à la Villa Médicis.
- 20.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandjean.
- 21.10 Théâtre : Electre. Pièce de Sophocle, mise en scène d'Antoine Vitez.
- 22.55 Soir 3.
- 23.10 Documentaire : Le dossier. D'Alain Marcon. Un cycliste de second rang.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Photo-portrait. Jean Pelegrin, écrivain.
- 20.45 Dramatique. Djurdjura, de François Bourgeat.
- 22.35 Musique : Opus. Lalo Schifrin musicien argentin.
- 0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 L'ultime pièce de Stravinsky, œuvres de Stravinsky, Szymanowski, Scriabine, Poulenc, Respighi, Gabrieli, Hersant, Hindemith, Dallapiccola, Hartmann, Ligeti.
- 21.45 Concert. (en direct de l'abbaye de Fontfroide) : Golgotha, de Martin, par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. : Marietta Kemmer, Nathalie Stutzmann, Ian Caley...
- 0.00 Jazz. En direct de Montpellier : le trio du pianiste Olivier Huetman.

Dimanche 22 juillet

- TF 1**
- 10.05 Club Dorothée.
- 11.00 Magazine : Les animaux de mon cœur.
- 11.28 Météo des plages.
- 11.30 Magazine : Auto-moto.
- 12.00 Jeu : Tournez... manège.
- 12.30 Jeu : Le juste prix.
- 12.55 Météo et Journal.
- 13.20 Série : Un flic dans la Mafia. Série : Rick Hunter.
- 14.15 Série : L'inspecteur choc.
- 15.05 Série : Maria Pervenche.
- 16.25 Tiercé à Maisons-Laffitte.
- 16.30 Série : Côte Ouest.
- 17.20 Dessins animés : Disney parade.
- 18.30 Magazine : Téléfoot.
- 19.20 Divertissement : Vidéo gag.
- 19.55 Loto sport.
- 20.00 Journal.
- 20.40 Cinéma : Les naufragés du 747. ■ Film américain de Jerry Jameson (1977).
- 22.40 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.45 Les turlupins. ■ Film français de Bernard Revon (1979). Avec Bernard Brieux, Thomas Chabrol, Pascal Rocard.
- 0.20 Journal et Météo.
- A 2**
- 10.00 Présence protestante.
- 10.30 Le jour du Seigneur.
- 11.00 Messe au Conques, en plein air, avec les scouts marins.
- 12.05 Jeu : Bonne question, merci de l'avoir posée. Annoncé par Lionel Cassan.
- 12.30 Les mariés de l'A 2. Annoncé par Georges Beller.
- 13.00 Journal et Météo.
- 13.20 Documentaire : La planète des animaux. Safari en ballon, d'Alan et Joan Root.
- 14.15 Sport : Cyclisme. Tour de France : 21^e étape et arrivée.
- 16.50 Série : Coupable ou innocent. Confession.
- 18.30 Magazine : Stade 2. Athlétisme : Grand Prix de Londres : Canoe-Kayak : Coupe du monde à Quilán : Les internationaux de Serre-Chevalier : Les résultats de la semaine.
- 19.00 Le Journal du Tour.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Série : Haute tension. Pour cent millions de dollars.
- 22.05 Feuilleton : Nord et Sud. De Richard T. Heffron, avec James Read, Patrick Swayze (4^e épisode).
- 23.40 Journal et Météo.
- 23.55 Magazine : Musiques au cœur de l'été. Sérénade n° 1, de Brahms, par l'Orchestre de chambre d'Europe, dir. Claudio Abbado.
- FR 3**
- 11.30 Magazine : Mascarnes.
- 12.00 Flash d'informations.
- 12.05 Magazine : Estivales. Le Touquet : Festival de la côte d'Opale.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. De Jean-Claude Widemann.
- 13.30 Magazine : Musicales. D'Alain Duault. Rossini, Rossini-là.
- 14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. Jumping International de La Baule : Supercross à Aix-les-Bains : Franco-Etats-Unis : Fun génération.
- 17.00 Les grands voliers de Bordeaux.
- 17.30 Magazine : Montagne. Hoggar : A la recherche des hommes bleus.
- 18.00 Amuse 3. Les tortues.
- 18.30 Magazine : Planète show. Présenté par Cyril Viguer.
- 19.00 De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- 20.00 Série : Benny Hill.

- 20.35 Variétés : Quarante ans de rire. Émission de Jacques Maillot.
- 21.50 Journal et Météo.
- 22.15 ► Magazine : Le divan. D'Henry Chapier. Invité : Robert Charlebois.
- 22.35 Cinéma : Paradis perdu. ■■ Film français d'Abel Gance (1939). Avec Micheline Presle, Ettore Pozzetto, Fernand Grévy.
- 0.00 Musique : Carnet de notes. Spanische Liederspiel op. 74, de Schumann.
- CANAL PLUS**
- 10.45 Cinéma : Air force-Bat 21. ■ Film américain de Peter Markle (1988).
- En clair jusqu'à 13.35 —
- 12.30 Flash d'informations.
- 12.35 Série : Allô ! Allô !
- 13.05 Documentaire : Sur la piste de l'animal le plus secret. 8. Amérique du Sud. Dessins animés : Décade pas Bunny.
- 15.05 Série : Deux solistes en duo. Surprises spéciales. Le court du requin, de Sylvie Kocchin : Paris-Marseille, de Pierre Vinour.
- 16.10 Documentaire : Terre des éléphants. D'Irwin Rosten.
- 17.00 Sport : Les goodwill games.
- 17.15 Magazine : Mag max.
- 18.00 Cinéma : Thank you Satan. ■ Film franco-canadien d'André Farwagi (1989).
- En clair jusqu'à 20.30 —
- 19.20 Flash d'informations.
- 19.25 Les superstars du catch.
- 20.30 Cinéma : Pella le conquérant. ■■ Film danois de Bille August (1987). Avec Max von Sydow, Pella Hejnegaard, Enok Paskov.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Sport : Golf. Le British Open.
- LA 5**
- 10.35 Série : Wonder woman.
- 12.00 Série : Supercopier.
- 12.30 Les mordus de la vidéo.
- 13.00 Journal.
- 13.15 Sport : Moto. Grand Prix des 500 cm³ au Mans.
- 14.00 Sport : Automobile. Grand Prix des prototypes à Dijon.
- 14.45 Sport : Moto. Grand Prix des 250 cm³ au Mans.
- 15.30 Sport : Automobile (suite).
- 16.35 Série : Madame le juge.
- 18.10 Série : Riptide.
- 18.50 Journal images.
- 19.00 Série : L'enfer du devoir.
- 19.45 Journal.
- 20.30 Drôles d'histoires.
- 20.40 Téléfilm : La proie du désert. De Mario Andreacchio, avec Cassandra Delaney, Peter Ford.
- Une jeune femme seule face à trois chasseurs fous. —
- 22.20 Magazine : Ciné Cinq.
- 22.30 Cinéma : L'enfer mécanique. ■ Film américain d'Elliot Silverstein (1976). Avec James Brown, Kathleen Lloyd, John Marley.
- 0.00 Journal de minuit.
- 0.10 L'enfer mécanique (suite).
- 0.25 Série : Tendresse et passion (rediff.).
- 0.50 Série : Voisin, voisine.
- 1.45 Tendresse et passion.
- 3.05 Le Journal de la nuit.
- 3.15 Voisin, voisine.
- 4.35 Tendresse et passion.
- 5.00 Voisin, voisine.
- M 6**
- 10.20 Téléfilm : Les jeunes pionniers. De Henry Harris, avec Roger Korn, Linda Purl (dernière partie).

- 11.55 Infoconsommation.
- 12.00 Informations : M6 express.
- 12.05 Magazine : Sport 6 première.
- 12.15 Dessins animés : Graffiti 6.
- 12.40 Série : Les routes du paradis.
- 13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
- 13.50 Série : Roseanne.
- 14.20 Feuilleton : Les aventures de Pinocchio (4^e épisode).
- 15.10 Série : Laramie.
- 15.55 Documentaire : Chasseurs d'images. Samburu (1^{re} partie).
- 16.10 Magazine : Adventure.
- 16.20 Série : Section 4.
- 17.10 Série : L'homme de fer.
- 18.00 Informations : M6 express.
- 18.05 Série : Clair de lune.
- 19.00 Magazine : Culture pub remix.
- 19.30 Série : Les années coup de cœur.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Magazine : Sport 6.
- 20.35 Téléfilm : La dame en question. De George Schaefer, avec Katherine Hepburn, Karen Austin. Une romancière mondaine face à la réalité.
- 22.15 Six minutes d'informations.
- 22.20 Capital.
- 22.25 Téléfilm : Pulsion fatale. D'Anthony J. Christopher, avec Michelle McCormick, Ken Roberts. Panique sur un campus.
- 23.45 Six minutes d'informations.
- 23.50 Les privés de la nuit. Peter Gun : Mister Lucky.
- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 14.30 Cours d'italien (24).
- 15.00 Feuilleton : L'or du diable (1^{re} épisode). De Jean-Louis Fournier.
- 15.50 Série : C'est notre univers (1. En vande). De Ken Howard.
- 16.25 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire. De Gerhard Vogel, Rainer Aust et Michael Krey.
- 16.55 Documentaire : Propaganda, l'image et son pouvoir. Cinéma d'animation : Aquarelle.
- 18.00 Téléfilm : Atlantic rendez-vous. De Paule Zojdaman.
- 19.30 Documentaire : Nick et Murray. De Christian Blackwood.
- 21.00 Série : Notturno, Schubert (1). De Fritz Lehner.
- 22.35 Court métrage : Tol + moi = 3. De Christophe Otzenberger.
- 23.05 Documentaire : Le temps des cathédrales (3). De Roger Stéphane et Roland Darbois.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Berlin, aide-mémoire - Ronald Stockel.
- 22.35 Musique : Le concert. Kathryn Tickell, chanteuse écossaise.
- 0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 La vie de château. Concert (donné le 19 juillet à l'abbaye de Fontfroide) : Symphonie de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski.
- 23.00 Library of Congress.

Audience TV du 19 juillet 1990 Le Monde / SOFRES/NIelsen

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	33,5	13,5	5,8	11,1	0,6	1,5	1,1
19 h 45	37,1	19,8	6,7	6,9	0,8	0,9	2,2
20 h 16	45,6	20,9	11,5	7,3	0,6	2,3	3,2
20 h 55	47,1	16,6	10,6	10,0	0,8	5,1	4,3
22 h 08	49,1	16,7	14,3	10,2	0,8	3,2	4,8
22 h 44	25,4	6,8	6,3	3,4	0,5	5,6	3,5

TOP

LE RENDEZ-VOUS MENSUEL AVEC VOTRE ARMÉE

- meurtre chez les super-pompes
- entraînement au tir au camp du Larc
- mécanisme de piste dans l'Armée de l'Air
- Des Gille, l'émission (1922-1990)

FR3 - Samedi 21 juillet 11h00 - 11h30

- 14.00 Les grands voiliers de Bordeaux.
- De 15.00 à 19.00 La Sept —
- 15.00 Magazine : Imagine.
- 15.30 Documentaire : Les anges de la guerre. De A. Pike, H. Nelson, D. Davis.
- 16.20 Cinéma d'animation :

debloque 1.6

ÉCONOMIE

BILLET

La grenouille et le bœuf

Le syndrome japonais frapperait-il aussi les banques françaises ? Depuis que le Crédit lyonnais a pris le contrôle de Thomson CSF finances, la course au plus gros bilan est engagée. Ainsi, le quotidien les Echos a révélé jeudi 19 juillet que la BNP souhaitait porter de 10 % à 20 % sa participation dans le capital de l'Union des assurances de Paris (UAP). Cette technique permettrait à la BNP d'augmenter ses fonds propres en consolidant 20 % des résultats et des fonds propres de l'UAP. L'UAP, qui n'a aucune « hostilité à priori » au projet, souligne que « c'est la BNP qui est demandeuse ». Bien entendu, l'assureur exige la réciprocité.

Au-delà des discussions sur le volume des fonds propres, la querelle est aussi engagée sur le terrain de la vanité. Les banquiers français en général et nationalisés de préférence sont engagés dans le spirale de la grenouille et du bœuf. C'est à qui pourra dire : le premier banquier de France, c'est moi. M. Jean-Yves Haberer, PDG du Crédit lyonnais, n'a jamais caché ses intentions de dépasser rapidement la BNP qui traditionnellement occupe la première place des banques AFB. Et le service des études du Crédit lyonnais diffusait même dans tout Paris une argumentation serrée pour démontrer que la Caisse nationale du Crédit agricole — qui occupe la première place tout court — n'avait pas le droit de consolider les comptes des caisses régionales.

Peine perdue, hélas ! De son côté la BNP, qui a vécu comme un coup très dur le transfert de Thomson CSF finances (Almus finance aujourd'hui) dans le giron du Crédit lyonnais, a cravaché ses services pour arriver à consolider avant le 30 juin les 20 et quelques milliards de francs de la BAIL (Banque arabe internationale d'investissement). Son bilan en sera gonflé d'autant en 1990. Et si aujourd'hui elle se bat pour pouvoir intégrer un petit morceau de l'UAP, c'est bien pour régler ses problèmes de fonds propres, mais aussi parce qu'elle est talonnée par le Crédit lyonnais. A l'heure où les banquiers français déplorent unanimement la baisse continue de leurs marges, on peut regretter qu'ils perdent leur temps en querelles aussi stériles.

Y. M.

Après l'annonce du projet d'achat d'ICL par Fujitsu

L'Europe recherche une réponse commune à l'offensive japonaise sur l'électronique

Les Européens vont-ils réagir ? L'annonce des négociations très avancées en vue du rachat d'ICL, le principal fabricant britannique d'ordinateurs, par le groupe japonais Fujitsu (le Monde du 20 juillet) n'a pas créé de surprise dans les milieux informatiques.

Tous les concurrents connaissent les liens de dépendance technologique et commerciale d'ICL vis-à-vis de Fujitsu. Le rachat avait été, à leurs yeux, comme programmé à l'avance en 1981 lors de la conclusion d'accords technologiques entre les deux firmes. Pourtant l'annonce d'un rachat proche provoque de vives réactions.

A Londres, l'affaire pourrait provoquer un débat politique, estimant les milieux de la City, les travaillistes pouvant l'utiliser comme tremplin de leurs critiques contre le laissez-faire du gouvernement.

En Allemagne, le groupe Siemens, numéro deux européen du secteur, s'est refusé à tout

commentaire avant de s'être informé dans les détails. Siemens avait souvent été cité comme un candidat potentiel au rachat d'ICL. Mais sa position est compliquée par le fait qu'il distribue lui aussi les gros ordinateurs de Fujitsu en Europe. Sa marge de manœuvre est étroite.

En France, le groupe Bull, numéro un européen, en appelle à « des actions communes des Européens ». Il vise d'abord Siemens, les deux autres groupes — Philips et Olivetti — connaissant des difficultés. Mais le groupe Bull, lui-même en perte, n'a pas non plus beaucoup d'espace pour réagir.

Derrière l'informatique, c'est tout le secteur de l'électronique européenne qui est secoué par ce rachat probable. Même si des efforts ont été accomplis depuis environ cinq ans, notamment grâce aux programmes communs de recherche Esprit et Euréka, l'Europe est écartée par la guerre sans merci que se livrent Américains et

Japonais dans l'électronique. La mobilisation passée est réelle mais elle n'est pas à la hauteur de l'enjeu. Il devient de plus en plus difficile de sensibiliser les hommes politiques sur les investissements à très long terme et les technologies. Ce reproche est souvent adressé en particulier à M. Rocard, les industriels du secteur dénonçant la « naïveté » de son attitude lorsque comme en ce moment il recherche un accord avec le Japon.

L'absence de toute politique industrielle au niveau de la Communauté — M. Leon Brittan, commissaire à la concurrence en appelle encore ces jours-ci à supprimer toutes les aides sans distinction — ne se fait pas plus cruellement sentir que dans ces secteurs. Les industriels des télécommunications, des composants et de l'informatique cherchent néanmoins à ne pas paraître impuissants.

ERIC LE BOUCHER

Informatique : la percée nippone sur le Vieux Continent

Les négociations menées pour le rachat d'une participation majoritaire du fabricant britannique d'ordinateurs ICL par le groupe japonais Fujitsu, révélées par le Financial Times le jeudi 19 juillet, ont été confirmées à Londres et à Tokyo. Le quotidien britannique indiquait que l'opération était très avancée et qu'elle devait aboutir dans les quinze jours.

TOKYO

de notre correspondant

Jeu 19 juillet, Fujitsu se refusait à commenter l'information publiée la veille par le Financial Times. Le président de Fujitsu, M. Tadashi Sekizawa, a cependant confirmé que des négociations étaient en cours.

Pour le quotidien économique *Nihon Keizai*, la prise de participation de Fujitsu dans ICL s'inscrit dans la stratégie mondiale du fabricant nippon qui entend se créer une base solide en Europe. ICL, maison mère de ICL, cherche pour sa part depuis plusieurs années un partenaire tant sur le plan de la coopération technologique que financière afin d'assurer la survie de l'entreprise.

Depuis 1981 Fujitsu et ICL sont liés par un contrat de coopération qui avait été fortement souhaité, souligne-t-on de côté japonais, par le gouvernement britannique. Le montant de la future prise de participation de Fujitsu n'aurait pas encore été arrêté. A l'origine, les japonais pensaient qu'il serait de l'ordre de 25 % du capital de ICL mais, selon le *Nihon Keizai*, les Anglais auraient demandé 30 % (soit une valeur de 4,6 milliards de francs).

Cette entrée de Fujitsu au cœur de l'industrie informatique européenne aura des conséquences importantes pour les autres constructeurs, notamment italiens et français, en raison du renforcement considérable de la compétitivité de ICL grâce aux apports technologiques et financiers nippons, estime-t-on à Tokyo. Fujitsu disposait en 1989 d'un budget de recherche-développement de 12,6

milliards de francs, représentant 13 % de son chiffre d'affaires. Cette prise de participation signifie aussi qu'il n'y aura plus de fabricant informatique purement britannique : Mitsubishi Electric ayant acquis pour sa part une autre entreprise en Grande-Bretagne, Apricot.

Pour Fujitsu, la prise de participation dans ICL s'inscrit certes dans le cadre d'une stratégie globale dictée par la compétition de plus en plus prononcée entre les constructeurs japonais et le géant américain IBM, qui reste, et de loin, le numéro un mondial de l'informatique. Du point de vue de l'entreprise, elle vise à lui assurer une solide base en Europe et à lui faciliter une entrée sur le marché des pays de l'Est : ICL dispose d'une usine en Pologne depuis 1988 et d'une autre à Leningrad depuis l'année dernière.

Ph. P.

Composants : négociations entre Siemens et SGS-Thomson

La société de composants électroniques SGS-Thomson, née il y a trois ans de la fusion à 50/50 de Thomson semi-conducteurs et de la société publique italienne SGS, cherche des partenaires européens et se tourne vers Siemens.

SGS-Thomson conforte ses bons résultats de 1989. L'an passé elle avait réussi à devenir bénéficiaire de 3 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 1,3 milliards de dollars.

Durant le premier semestre de 1990, malgré un marché mondial en stagnation, le groupe réalise à nouveau « des ventes en croissance et des bénéfices bien que petits », selon M. Philippe Geyres son vice-président. En Europe par exemple, le marché a crû de 7 % mais son chiffre d'affaires page 23 %.

SGS-Thomson a néanmoins besoin de partenaires. Il souhaite revenir sur le marché des circuits intégrés de mémoire dynamique (DRAM), après les avoir abandonnés il y a quatre ans. Il lui faut être présent sur ce créneau tant parce qu'il représente un volume important que parce que les technologies qui y sont développées sont appliquées ensuite ailleurs.

Pour effectuer ce retour, le groupe franco-italien a besoin d'un savoir-faire qu'il n'a pas. « Nous sommes prêts à discuter avec qui voudra », nous a expliqué M. Geyres, mais notre préférence va à un groupe européen. Il faut entendre que Siemens, puisque le groupe allemand est le seul en Europe à posséder une technologie de DRAM.

La coopération pourrait d'ailleurs aller jusqu'à un rapprochement en bonne et due forme entre Siemens et SGS-Thomson. Selon certaines informations, un pré-accord secret (memorandum of understanding) aurait même été déjà conclu. M. Geyres « se refuse à commenter » cette information.

Mais il explique : « En Europe il y a trois groupes de taille équivalente — Philips, Siemens et SGS-Thomson. Chacun doit croire par développement de ses ventes mais aussi par acquisition ou alliances externes. L'association SGS-Thomson est ouverte à d'autres ».

Grâce au soutien des pouvoirs publics et des programmes de recherche communautaires (Esprit et Jessi), les groupes européens auraient réussi, pour la première fois à arrêter leur recul sur la scène mondiale. Leur part du marché des semi-conducteurs a cessé de baisser, selon M. Geyres. Mais passer à une reconquête dans cette industrie, qui est l'une des plus difficiles du monde du fait de la guerre sans merci que se livrent Américains et japonais, demande de changer d'échelle.

Les difficultés de Philips pourraient d'ailleurs être l'occasion de rebattre les cartes. Quoiqu'il en soit, les conversations sont engagées. Pour qu'elles soient équilibrées face au colosse Siemens, SGS-Thomson a besoin de vanter ses qualités.

E. L. B.

Avec un déficit de 1,026 milliard de francs en juin

Le commerce extérieur évolue favorablement

Les échanges de marchandises de la France se sont soldés en juin par un déficit de 1,026 milliard de francs, en données (provisoire) corrigées des variations saisonnières, a indiqué vendredi 20 juillet le ministère du commerce extérieur.

C'est le meilleur résultat mensuel depuis le début de l'année. Il marque une forte décélération du déficit par rapport aux mois de mai (- 5,682 milliards) et d'avril (- 4,380 milliards). En juin, les entreprises françaises ont exporté pour 98,721 milliards de francs et importé pour 99,747 milliards, soit un taux de couverture (CVS) de 98,97 %. Le solde agro-alimentaire a été positif de 4,385 milliards, tandis que l'énergie (- 6,214) et les produits industriels (- 3,983) malgré un excédent de 1,5 milliard pour le matériel militaire sont restés fortement déficitaires.

Une amélioration à nuancer

Au-delà des fluctuations du solde au mois le mois, c'est surtout l'amélioration pour le premier semestre qui est à noter : en données corrigées, le déficit se monte à 13,447 milliards de francs contre 18,58 au premier semestre 1989, soit 5 milliards de moins. Sauf aggravation au second semestre, le déficit annuel devrait revenir en dessous des 40 milliards (il a été de 45,7 milliards en 1989).

Cette évolution favorable doit cependant être nuancée : la balance des paiements courants (qui tient compte des services et de certains mouvements de capitaux) compense moins que par le passé le déficit commercial. Sur les cinq premiers mois, elle a été déficitaire de 6 milliards alors qu'elle était positive de 2,6 sur la même période de 1989.

Selon la Banque de France

La demande de crédit des entreprises reste très forte

La demande de crédit soutenue par les banques reste soutenue, avec un taux de progression globale de 16,3 % par an à la fin avril 1990 contre 16,4 % en décembre 1989, a annoncé le gouverneur de la Banque de France, M. de Larosière, lors de la séance plénière du Conseil national de crédit du 17 juillet 1990.

Une divergence, toutefois, se manifeste en ce qui concerne les catégories de demandeurs. Les concours consentis aux sociétés se développent actuellement à un rythme très rapide proche de 21 % l'an ce qui, selon la Banque de France, tend à montrer qu'au vu des perspectives d'activité le coût du crédit n'est pas, pour les entreprises, un facteur dissuasif. En revanche, le taux de croissance des prêts aux ménages se stabilise autour de 11,5 % avec une nouvelle décélération des crédits de trésorerie aux particuliers (14,5 % à fin avril contre 16,5 % en décembre dernier).

Déjà plus de 200 000 chômeurs dans le pays

La RDA débloque 1,6 milliard de marks pour sauver son agriculture

Des mesures d'urgence, qui vont encore alourdir le coût de l'union monétaire entre les deux Allemagnes, ont dû être décidées par le gouvernement de la RDA pour éviter un effondrement de l'ensemble du secteur agricole et agro-alimentaire allemand.

BERLIN

de notre correspondant

Réuni mercredi 18 juillet à Berlin-Est, le conseil des ministres a approuvé un programme d'aides financières supplémentaires de 1,65 milliard de deutschmarks (3,5 milliards de francs) afin de permettre aux entreprises de payer les salaires et de faire face à leurs dépenses en juillet et en août.

Pour le seul mois de juillet, le besoin de liquidités des exploitations est estimé à 1,3 milliard de marks. On en avait prévu au départ généralement un demi-million. Il a fallu y ajouter 300 millions, le reste

devant être couvert théoriquement par des crédits bancaires. Pour le mois d'août, le gouvernement a débloqué 400 millions pour un besoin de liquidités estimé à un minimum de 300 millions. 200 millions de crédits supplémentaires sont prévus pour les mesures de reconstruction des fermes coopératives. Enfin, 750 millions sont mis à la disposition de l'industrie agro-alimentaire.

Lourdement subventionnée sous le régime communiste, l'agriculture est-allemande n'ignorait pas qu'elle allait avoir à se restructurer sérieusement pour affronter son entrée dans le marché commun agricole. Elle emploie 830 000 personnes pour une rentabilité nettement inférieure à l'agriculture ouest-européenne. Les idées pour restructurer les entreprises ne manquent pas. La taille des coopératives héritées de l'ancien régime, les LPG, en moyenne de 4 000 hectares, n'est pas forcément un désavantage par rapport à l'Ouest. Mais la survie de ces exploitations passe par d'importantes réductions de personnel, l'in-

troduction de nouvelles méthodes de culture et d'importants investissements en matériel.

La crise a été précipitée par l'incapacité de l'industrie agro-alimentaire locale à passer le tournant de l'économie de marché.

La récolte menacée

Avec l'invasion des produits de l'Ouest, tout le système de commercialisation des productions agricoles s'est effondré. Le lait et les produits maraîchers ne trouvent plus preneur. On craint le pire pour la récolte de céréales. A cela s'ajoutent les difficultés de trésorerie provoquées par le passage au deutsche-mark et les reticences des banques à prêter de l'argent tant que le statut des coopératives et la question de la propriété des terres n'est pas définitivement réglé.

Parallèlement aux aides financières, le gouvernement est-allemand compte pour s'en sortir sur l'ouverture des frontières du marché commun aux produits est-allemands. Les

quotas aux importations et exportations qui existaient très théoriquement devraient être levés et la CEE a accepté d'ouvrir les frontières à partir du 1^{er} août. Il est douteux cependant que de telles mesures puissent faire effet rapidement. De nouvelles aides pourraient être nécessaires d'ici à la fin de l'année.

Cet accès de fièvre vient une fois de plus montrer la fragilité des calculs sur le coût de l'union monétaire. Le projet de budget pour la deuxième moitié de 1990 en cours de discussion au Parlement est-allemand prévoit un déficit de 35 milliards de marks, dont 25 milliards doivent être couverts par la RFA. Ce chiffre risque d'être vite dépassé. L'agriculture n'est pas le seul secteur au bord de l'effondrement. Le ministre des affaires sociales a estimé mardi qu'un tiers des entreprises étaient virtuellement en état de cessation de paiement. Le nombre des chômeurs atteignait 22 300 à la mi-juillet, avec un accroissement de 30 000 à 40 000 par semaine.

HENRI DE BRESSON

Souhaitant mettre fin à toute subvention d'ici à 1992

La CEE demande à quatre Etats membres de supprimer certaines aides à l'industrie

La commission européenne a demandé jeudi 19 juillet à la Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, à l'Italie et à la Belgique d'arrêter dès la fin de l'année certains programmes anciens d'aides à leur industrie qui s'élèvent à quelque 700 millions de dollars (4,2 milliards de francs) chaque année.

Mais les programmes d'aides destinés aux entreprises ne sont pas concernés pour l'instant, selon le communiqué.

La commission considère que les subventions en question qui ont été adoptées pendant la crise des années 1970 ou au début des années 1980 sont trop générales et ne se justifient plus.

Elle a entrepris l'an dernier une révision des grands programmes de soutien public à l'industrie, dans le but de supprimer d'ici à 1992 toute aide nationale (actuellement 2 % du produit intérieur brut de la CEE).

En Grande-Bretagne, le programme mis en cause qui n'a jamais été approuvé formellement

par la commission (section 8 de l'Industrial Development Act de 1982) vise à promouvoir et à moderniser globalement l'industrie, avec un plafond de 1,9 milliard de livres (19 milliards de francs).

En Italie, il s'agit du Fonds spécial pour l'innovation technologique dont 60 % des prêts vont à l'électronique. Un total de 5 300 milliards de lires (27 milliards de francs) a été accordé à ce titre.

Aux Pays-Bas, la ligne budgétaire d'un montant de 60 millions de florins par an (170 millions de francs) destinée au renforcement de l'économie doit être supprimée.

Enfin, en Belgique, la Commission souhaite voir abolies les aides générales à l'expansion économique prévues par une loi de 1959, autorisées en 1975 par la CEE, qui représenteront en 1990 plus de 4 milliards de francs belges (632 millions de francs).

5021 من الاموال

ÉCONOMIE

SOCIAL

Une hiérarchie des inégalités

Suite de la première page

Tout le reste n'est qu'un pis-aller, la poursuite de la croissance étant intimement liée à la capacité des entreprises françaises à s'adapter aux conditions fixées par la compétitivité internationale.

A suivre ce raisonnement, le débat actuel sur les données du CERC serait donc largement faussé, voire hypocrite. Il n'aborde pas l'essentiel : l'inégalité née du chômage. En même temps, il ne tient pas compte des conséquences du passage d'une situation de crise à une situation de reprise qui perturbe nécessairement les évolutions de salaires.

Quand on quitte brutalement la récession avec sa cohorte de licenciements et de restructurations, pour la relance, qui s'accompagne de créations d'emplois, il y a logiquement une période où la tension salariale s'exaspère avant qu'un nouvel équilibre ne soit trouvé. Le contraire serait surprenant puisque, par définition, les nouveaux recrutés — souvent des jeunes — n'ont pas d'ancienneté, parfois pas d'expérience professionnelle.

Dans le cas présent, les six cent mille emplois supplémentaires générés par l'accroissement de l'activité économique au cours des deux dernières années sont allés pour les deux tiers à des moins de vingt-cinq ans à la recherche d'un premier emploi et à des femmes qui avaient abandonné tout espoir de travailler. Les premiers temps de la relance se traduisent fatalement par un écart salarial important.

Ainsi qu'on l'a constaté, pour s'en emouvoir aussitôt, la relance

a également entraîné un fort développement du travail précaire, qui n'a pas, lui non plus, été sans effet sur le niveau des rémunérations. Les stages en tout genre, exonérés le plus souvent de charges sociales, payés parfois au-dessous du SMIC comme les fameux SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle), ont, de toute évidence, contribué à entretenir ce mouvement de fléchissement des bas salaires.

Il en va de même avec les contrats à durée déterminée ou les missions d'interim, en plein essor (jusqu'à 30 % de progression pour ces dernières). Ce qui est encore plus net avec le travail à temps partiel, qui occupe 12 % des salariés au lieu de 7 % il y a quelques années, s'adresse principalement aux femmes et correspond à des emplois dans le tertiaire marchand.

La pénurie entraîne la surenchère

Parallèlement, la reprise, allée à l'introduction de nouvelles technologies, a entraîné des dérapages dans la partie moyenne et haute de la pyramide. Parce que les chefs d'entreprise réclamaient une main-d'œuvre qualifiée, y compris dans les fonctions relativement modestes, les premiers signes d'une pénurie se sont vite fait sentir. Ils se sont accentués au fil des mois. Chaque année, par exemple, 40 % des offres pour des professionnels de la fonderie ne sont pas satisfaites.

La suite se devine. Le manque de personnel qualifié engendre

naturellement une hausse des salaires, quand elle n'entraîne pas une surenchère, comme celle qui sévit pour les jeunes diplômés des grandes écoles. Les propositions à l'embauche atteignent des hauteurs vertigineuses qui font maintenant frémir les directeurs de ressources humaines, incapables de gérer de telles situations dans la durée. Mais le résultat immédiat est là : il y a bien augmentation salariale « normale » qui ne fait que creuser encore plus le fossé avec les bas salaires.

Jouer avec le feu

A ces causes presque mécaniques, il convient d'en ajouter d'autres, qui tiennent à l'environnement économique et politique. Instruits par les années passées, les employeurs se contraignent tous, conjoncture oblige, à « serrer » la masse salariale. Comme ils n'y parviennent pas toujours, et pour cause, l'impact est proportionnellement plus fort sur les bas salaires qui sont à la fois les plus nombreux et correspondent à des emplois de faible qualification que l'on voudrait croire condamnés par l'évolution des techniques.

Parce qu'il éprouve des difficultés à réduire le chômage, et plus encore à attaquer le noyau dur des chômeurs de longue durée, le gouvernement (les gouvernements) prend des dispositions pour abaisser le coût du travail des bas salaires, précisément, et multiplie les mesures incitatives dans l'espoir de favoriser une création d'emploi qui dégonflerait les listes de l'ANPE.

Avec ses deux plans pour l'emploi, et un troisième qui sera annoncé en septembre, M. Michel Rocard s'est engagé dans cette voie. Le succès même des contrats de retour à l'emploi (trente-neuf mille depuis le début de l'année), des exonérations de charges sociales pour l'embauche

d'un premier salarié (soixante-neuf mille) ou de l'exonération permanente pour le recrutement des chômeurs de plus de cinquante-cinq ans, est venu encore accentuer la tendance. Le caractère attractif de ces formules, imaginées pour le bon motif, peut donc, indirectement, avoir des conséquences perverses.

Si de nombreux éléments expliquent l'accentuation passagère des inégalités, et les justifient pour partie, on risque cependant de se trouver ainsi devant une situation limite à l'exemple de ce qui se passe en Grande-Bretagne. Outre les tensions sociales qu'elle entretient, une telle politique oblige en effet à jouer avec le feu, c'est-à-dire avec le devenir industriel et économique du pays.

L'hypothèse selon laquelle la baisse du chômage est facilitée par la baisse du coût du travail pour les bas salaires implique en effet le maintien d'une structure vieillie des emplois, notamment industriels, qui restent en France très marqués par le taylorisme, quoi qu'on en dise. Cette faiblesse, déjà inquiétante, est mise à profit pour créer de l'emploi mais retardé d'autant une modernisation indispensable.

Améliorer les qualifications

Des experts du commissariat au Plan, qui pour favoriser l'emploi, avancent déjà il y a trois ans une solution de ce genre précisent eux-mêmes que celle-ci ne pouvait être appliquée qu'en l'attente « d'une requalification de l'emploi industriel ».

C'est pourquoi le détour temporaire par les inégalités doit se conjuguer avec des actions d'envergure qui entraîneraient à brève échéance une évolution des catégories d'emploi pour les adapter à la modernisation des entreprises. Mais il va de soi qu'une telle mutation suppose que pouvoirs publics, syndicats et employeurs s'unissent pour organiser d'urgence une politique de formation débouchant sur une amélioration des qualifications, susceptible

d'entraîner à son tour une réduction des inégalités.

Le malheur, et on le voit bien au travers de la polémique actuelle, c'est que les termes de l'enjeu ne sont pas précisés, pas plus que n'est indiqué clairement le sens de la politique menée. Le gouvernement de M. Rocard se trouve pris au piège de la mauvaise conscience l'autre d'avoir démontré que ses ennemis d'aujourd'hui étaient dus à son intention de réduire la plus grave des inégalités, celle qui prive 2,5 millions de personnes d'un emploi.

Il faut ajouter qu'il serait plus convaincant si les centaines de milliers d'emplois supplémentaires créés se traduisaient par un recul spectaculaire du chômage. Or, celui-ci a régressé de moins de cent mille personnes seulement en deux ans, et les chômeurs de longue durée sont toujours plus nombreux.

ALAIN LEBEAUE

L'avenir des chantiers de La Ciotat

La CFDT et la CGC dénoncent le caractère « spéculatif » de l'opération Lexmar

Après la décision du conseil général des Bouches-du-Rhône d'accorder à Lexmar une concession de trente ans sur le site de La Ciotat pour relancer la construction de grands pétroliers, la CGT se félicite que « les premiers fruits de vingt-trois mois de lutte puissent être récoltés ».

En revanche FO estime que la décision des élus « soulève plus de questions qu'elle n'apporte de réponses véritables ». Pour leur part la CFDT et la CGC, dans un communiqué quasiment identique, estiment que le conseil général « lâche la proie pour l'ombre » et dénoncent le caractère « spéculatif de l'opération ».

ÉTRANGER

Numéro un du poids lourd aux États-Unis

Navistar s'intéresse à la filiale américaine de Renault

Navistar, le numéro un du poids lourds aux États-Unis, a, en effet, révélé jeudi 19 juillet qu'il pourrait lancer « d'ici à dix jours » une OPA sur Mack supérieure à celle du groupe français Renault, si celui-ci décide de retirer son offre, hypothèse immédiatement rejetée par Renault Véhicules Industriels.

RVI, qui détient 44,5 % du capital de Mack, a lancé début juillet une OPA sur l'intégralité du capital de sa filiale pour un montant global de 100 millions de dollars. RVI entend avoir le contrôle total du constructeur américain de camions pour mener en toute latitude les restructurations qui s'imposent. Les pertes enregistrées par Mack Trucks au deuxième trimestre 1990 s'élevaient en effet à 63,3 millions de dollars (350 millions de francs).

La RFA suspend sa taxe autoroutière sur les poids lourds. — Le gouvernement ouest-allemand a annoncé mercredi 18 juillet qu'il suspendait totalement jusqu'à la fin de 1990 la taxe de 1 000 à 9 000 deutschemarks par an qu'auraient dû acquitter à partir du 1^{er} juillet les camions circulant sur les autoroutes. La Cour de justice européenne, saisie par la Commission des Communautés, lui ayant demandé la suspension de cette taxe le 28 juin (puis le 12 juillet), le gouvernement fédéral avait décidé de ne l'appliquer qu'aux transporteurs des pays hors CEE et aux Allemands (auxquels il remboursait le montant de la taxe). Mais il a décidé de continuer à déduire de l'impôt des camions allemands l'équivalent du montant de la taxe.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

4^e arrdt
PARIS 4^e - SÉBASTOPOOL
6 p., bel mm, pierre de l.
6^e et 10^e, asc., terr., 8 m²
Tél. 49-27-96-96

5^e arrdt
M^{re} MAUBERT
Bon mm, 3^e et 4^e sur rue
Grand étud., poutres, cuis.,
VVC, bain, 40 m², solai
22, 1^{er} M^{re}, St-Germaine
Sant., dim. 15 h - 18 h

15^e arrdt
PRIX INTÉRESSANT
M^{re} VOLONTAIRES
Imm. pierre de l., asc.,
Stud., entr., cuis., s. d'entr.,
VVC + terrasse 15 m²
3, RUE COPERNIC
Sant., dim. 15 h - 18 h

17^e arrdt
M^{re} COURCELLES
Imm. pierre de l., 4^e et
11 conf., + service, liv.,
salle à manger, 3 chbres
cuis., bain, 2 toit, 125 m²
5, rue LEON-COEN
Sant., dim. 15 h - 18 h

18^e arrdt
PARIS 18^e - dans bel immeu-
ble, 5^e étage, appartement
84 m², escalier, entr.,
cuis., séjour, 2 chbres,
salle d'eau, w.c., balcon,
cave, chauffage central indi-
viduel, concierge. Prix :
2 000 000 F. Tous rns.
M^{re} GUILLAUME, notaire
88110 CHATELON-SUR-
BAZOIS. 16/86-84-16-49.

maisons individuelles
BRETAGNE SUD
DOLÉ DU MORILLAN
- Exceptionnel, maison
neuve de 70 m² au sol +
combles sur 600 m², école
direct, vue imprenable.
Golf, P^{re} intéressant.
- Maison récente, 2 logts,
3 p., cuis., + combles. Vue
imprenable. Golf.
BENNETT-CHAUVEL
Tél. 97-41-81-81

appartements achats
PARIS COMPT. DE SUITE
appt ou pavillon avec ou
sans confort. 47-80-03-31.

AGENDA IMMOBILIER

RARE COTE D'AZUR
LES DERNIÈRES TERRES A BATIR
- DOMAINE PRIVÉ ET GARDIENNE TOUTE L'ANNÉE
CAP BENAT - Face aux îles d'Hyères
3 397 m² SHON 245 m² 1 433 000 F TTC
4 035 m² SHON 404 m² 1 677 000 F TTC
Visite sur rendez-vous - Documentations sur demande
Possibilité de villas clés en mains
POSIDONIA - DÉPARTEMENT TERRAINS
DOMAINE PRIVÉ DU CAP BENAT - 83230 BORMES-LES-MIMOSAS
Tél. : 94-71-27-28 - Telefax : 94-64-85-05

MARINAS - FRONT DE MER - ARRIERE PAYS
APPARTEMENTS ET VILLAS DE QUALITE
INFORMATIONS
ELIPCE FRANCE
4, quai des Etoiles,
69321 Lyon cedex 02
Tél. (01) 78 42 10 00
A LOUER EN TOUTES SAISONS
Tél. 19 34 72 15 03 84

ESPAÑA
COSTA BLANCA
COSTA D'OR
COSTA VERDE
COSTA DE MAR
COSTA DE SOL
COSTA DE SILVER
COSTA DE JADE
COSTA DE EMERALD
COSTA DE RUBI
COSTA DE DIAMANT
COSTA DE ORO
COSTA DE PLATA
COSTA DE BRONCE
COSTA DE NIQUEL
COSTA DE COBALTE
COSTA DE ZINC
COSTA DE CUIVRE
COSTA DE FER
COSTA D'ALUMINE
COSTA DE STAGNOLITE
COSTA DE BARYTE
COSTA DE STRONTIUM
COSTA DE FLUORITE
COSTA DE APOPHYTE
COSTA DE MONTECROSITE
COSTA DE WERNECKITE
COSTA DE TROILITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE SMITHSONITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE AZURITE
COSTA DE MALACHITE
COSTA DE CHALCOPRITE
COSTA DE DOLICHITE
COSTA DE SIDERITE
COSTA DE ANKERITE
COSTA DE RHODOSITE
COSTA DE SELLERITE
COSTA DE ZINCOBLITE
COSTA DE

MARCHÉS FINANCIERS

Un projet pour le 1^{er} janvier 1993 dans le secteur non-vie

Bruxelles prépare une nouvelle directive sur la libéralisation de l'assurance

La Commission européenne a transmis, mercredi 18 juillet, aux Etats membres de la CEE, son projet de libéralisation complète au 1^{er} janvier 1993 de l'assurance autre que celle couvrant la vie. Depuis le 1^{er} juillet dernier, le marché des Douze, dans cette branche, est déjà partiellement ouvert.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Aujourd'hui, la législation européenne prévoit pour les « grands risques » (industrie, transport etc.) que le contrat relève de la législation du pays européen où l'assuré est établi. Pour les « risques de masse », au contraire, les contractants doivent respecter le droit de l'Etat de résidence du preneur d'assurance.

La nouvelle réglementation envisagée pose un seul et unique principe : à savoir que l'activité d'assurance non-vie doit faire l'objet d'un agrément unique valable dans toute la Communauté et d'un contrôle des compagnies par leur pays d'origine. L'application du projet de Bruxelles devra modifier la directive actuellement en vigueur de la manière suivante :

• les dispositions nationales en matière de détermination et de calcul des provisions techniques ainsi que sur les règles concernant la

représentation, l'évaluation, la diversification et la localisation des actifs devront être harmonisées ;

• il sera donné une totale liberté aux assureurs couvrant les « grands risques ». Ils pourront ainsi s'appuyer sur le droit national de leur choix. La Commission recommande toutefois une dérogation au principe général en maintenant l'obligation pour les compagnies de respecter, au nom de la protection de l'assuré, la législation du preneur d'assurance pour les risques de masse. Bruxelles propose en outre la suppression du contrôle préalable des polices d'assurance et son remplacement par un système de contrôle a posteriori tout aussi efficace pour les garanties à offrir aux consommateurs ;

• pour l'instant, les Douze interdisent l'exercice simultané sur un même territoire des activités d'assurance en droit d'établissement et en libre prestation de services pour la couverture des risques de masse. En 1993, cette interdiction devra être levée, c'est-à-dire qu'une compagnie pourra concurrencer sa propre succursale dans un pays partenaire depuis son siège social.

En ce qui concerne les facilités à consentir aux compagnies des pays tiers, la Commission envisage, comme pour les autres services, la demande d'agrément auprès d'un Etat membre qui, si elle est accordée, sera valable dans les onze autres pays de la CEE.

MARCEL SCOTTO

Après les difficultés des Tissus Roudière

Près de 130 millions de francs d'aide pour l'Ariège

Ministre délégué, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, M. Jacques Chérèque a annoncé, jeudi 19 juillet en Ariège, l'ensemble des mesures arrêtées à la suite des difficultés des Tissus Roudière à Lavelanet. Une société ariégeoise de développement est créée. Elle est dotée de 26 millions de francs pour 1990 et 1991. Elle est financée à hauteur de 10 millions par l'Etat, 10 millions par le groupe Chargeurs, propriétaire de Roudière, et 6 millions par le conseil général. Par ailleurs,

le groupe Chargeurs réalisera un investissement de 45 millions de francs pour une nouvelle unité de tissage écu. L'entreprise et les pouvoirs publics dépenseront en outre 40 millions de francs pour le plan social qui permettra, notamment, la formation pendant douze mois de 353 salariés qui seront payés à 90 % de leur ancienne rémunération. Au total, et sur deux ans, 127 millions de francs, environ, seront apportés à ce bassin d'emploi.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DÈS A PRÉSENT

Toutes les informations concernant les dates des Assemblées Générales des actionnaires et la mise à disposition des rapports annuels seront disponibles sur :

3615 LM puis AVIS

Un récapitulatif des entreprises ayant communiqué sur ces sujets paraîtra tous les samedis (daté dimanche-lundi), dans nos colonnes.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amelin, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 208 806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR

NEW-YORK, 19 juillet ↑

Reprise

Après avoir évolué de façon irrégulière et plutôt à la baisse durant la majeure partie de la séance de jeudi, Wall Street s'est redressé à l'approche de la clôture. Un instant tombé à 2 948,27, l'indice Dow Jones a repassé la barre des 3 000 points. Une fois de plus, cependant, il n'a pu se maintenir au-dessus pour s'établir finalement à 2 993,81, avec un gain de 12,13 points. Ce sont surtout les « Blue Chips » qui ont tiré le marché, comme en témoigne le bilan général. Sur 1 987 valeurs traitées, 853 ont baissé, seulement 611 ont monté et 523 n'ont pas varié.

Les résultats intermédiaires assez décevants des entreprises du secteur de la technologie ont pesé sur les cours. En réalité, la Bourse new-yorkaise a surtout profité du raffermissement des valeurs pétrolières, en liaison avec la remontée des prix du brut.

Selon un analyste réputé de la place, après un premier essai manqué, Wall Street serait prêt à tenter de nouveau le franchissement de la fameuse barre des 3 000 points.

L'activité a peu varié avec 181,07 millions de titres échangés contre 168,81 millions la veille.

VALEURS	Cours de 19 juil.	Cours de 20 juil.
Alcoa	67 3/8	67 3/4
AT&T	37 1/8	37 1/2
Bear	58 1/2	58
Chem. Bank	32 1/2	32 1/2
Du Pont de Nemours	35 3/4	35 3/4
Eastman Kodak	40 3/4	40 3/4
Exxon	42 1/2	42 1/2
Ford	43 1/2	44 1/4
General Electric	34 3/8	34 3/8
IBM	118 7/8	119 1/8
ITT	53 1/2	53 3/4
Johnson & Johnson	71 3/8	71 3/8
Merck	63 1/2	64 1/4
Pfizer	50 3/4	51 1/8
Schering	102 1/4	102 1/4
Union Carbide	18 7/8	18 3/4
US Steel	32 5/8	34 1/4
Verizon	47 7/8	47 3/4

LONDRES, 19 juillet ↓

La baisse s'accroît

Déprimé par la baisse ininterrompue de Wall Street, le London Stock Exchange a, jeudi 19 juillet, continué sa descente. L'indice Footsie de ces valeurs a abandonné 14,7 points, à 2 387,3.

Le marché s'est montré particulièrement calme. Ce sont quelques « valeurs de croissance » qui ont chuté de mains, contre 589,8 millions de livres. L'assombrissement de la politique de crédit américaine n'étant plus pour l'instant d'une actualité immédiate, les investisseurs ont préféré faire preuve de prudence. La publication, sans grande surprise, des statistiques sur les salaires britanniques, le chômage et la masse monétaire n'ont pas eu de véritable impact sur la tendance.

Parmi les principaux secteurs en baisse, on trouvait les alimentaires, les magasins et surtout les intermédiaires affectés par le fermeté du sterling. Ferranti, fabricant de matériel de défense, s'est replié à la suite de la publication de ses résultats annuels, en perte de 162 millions de livres. Les actions du groupe électronique STC se sont envolées à la suite des négociations engagées par la firme japonaise Fujitsu pour prendre une participation majoritaire dans sa filiale ICL (lire page 17).

FAITS ET RÉSULTATS

ICI : plein feu sur les spécialistes. ICI, le géant britannique, quatrième chimiste du monde (132 milliards de francs) procède à une vaste remodelage de sa chimie à haute valeur ajoutée. Il va créer pour ce faire une division unique ICI Specialties qui regroupera à compter du 1^{er} janvier 1991, toutes les activités actuellement exercées dans les branches « colorants et chimie fine », « spécialités chimiques » et « produits biologiques ». Sera également adjointe à cette nouvelle entité, une partie de la division « produits chimiques et polymères ». Avec un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de livres sterling (1,5 milliard de francs) ICI Specialties deviendra le numéro deux mondial dans la chimie à haute valeur ajoutée, derrière le leader français Rhône-Poulenc.

M. Hubert Lafont nommé administrateur judiciaire de la société de Bourse Tuffier. Le tribunal de commerce de Paris a décidé, jeudi 19 juillet, d'engager une procédure de redressement judiciaire pour la société de Bourse Tuffier-Ravet-Py. M. Hubert Lafont a été nommé administrateur judiciaire avec une mission d'assistance et M. Antoine Chevrier, représentant des créanciers.

M. Alan Bond offre de démissionner de la présidence de Bond Corp. — Le magnat australien, M. Alan Bond, a offert de démissionner de la présidence de son holding Bond Corporation et a fait plusieurs autres concessions, lors d'une rencontre avec les porteurs d'obligations de la société, pour obtenir l'approbation de son plan de res-

PARIS, 20 juillet ↓

Glissement

Amorcé vingt-quatre heures auparavant, le mouvement de glissement s'est poursuivi vendredi à la Bourse de Paris. Le démarrage avait pourtant été prometteur avec une progression légère de 0,09 %. Mais rapidement le terrain gagné était reperdu, et dès 11 heures l'affaiblissement gagnait la cote (-0,10 %). En début d'après-midi, l'indice CAC-40 accusait un retard de 0,17 %. Plus tard dans la journée, il s'est établi à 0,12 % en dessous de son niveau précédent.

Indécis, hésitant, perplexe ? Les observateurs ne savaient trop comment qualifier le marché, qui, semblait-il, a déjoué les pronostics optimistes faits en tout début de matinée après l'annonce d'une réduction intentionnelle du déficit commercial français pour juin (1,03 milliard de francs seulement au lieu des 3,54 milliards de francs attendus). Les investisseurs feraient-ils la fine bouche quand l'analyse démontre que cette amélioration provient, pour une bonne part, d'une augmentation des exportations ?

A dire vrai, les boursiers ont été très favorablement influencés par cette nouvelle. D'après les spécialistes, deux raisons expliquent l'air néanmoins pincé pris par le marché : la proximité du week-end, qui incite, surtout en cette période assez creuse de l'année, à user de prudence ; l'imminence de la liquidation générale. Cette dernière aura lieu lundi prochain 23 juillet. Pour la première fois depuis trois mois, elle sera légèrement positive. Or, les bien des opérateurs ont saisi l'occasion pour ajuster leurs positions et prendre du bénéfice. Forcément, est de constater que les ventes enregistrées ont été bien absorbées.

Une chose est au moins certaine : le bilan de la semaine reste très positif avec une hausse d'environ 1,10 % de l'indice CAC-40. La reprise d'été, commencée le 11 juillet dernier, n'est, pour l'instant, qu'interrompue.

TOKYO, 20 juillet ↓

La rechute

La mauvaise temps est revenu vendredi au Kabuto-Cho de Tokyo. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de baisse s'est poursuivi durant toute la séance en s'aggravant notablement. L'indice Nikkei, qui ne cédait que 269,68 points vers midi, accusait à la clôture un retard de 634,10 points (-1,92 %).

Selon les spécialistes de la place, les raisons de cette chute ont été multiples. Des rumeurs auraient d'abord circulé dans les tradinges sur le prochain déclassement d'un scandale boursier (7, d'importants ventes d'actions liées au terme ont été enregistrées. Pour couronner le tout, la proximité immédiate du week-end a incité les opérateurs à alléger leurs positions par prudence.

L'activité est toutefois restée relativement faible avec 500 millions de titres échangés contre 600 millions la veille.

VALEURS	Cours de 19 juil.	Cours de 20 juil.
Alcoa	1 040	1 030
AT&T	1 540	1 530
Bear	1 830	1 820
Chem. Bank	2 800	2 790
Du Pont de Nemours	1 770	1 760
Eastman Kodak	2 140	2 130
Exxon	2 980	2 970
Ford	3 840	3 830
General Electric	2 300	2 290

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aerotech	430	428	BP	300	300
Amstel	105	105	IPBM	135	135
B.A.C.	215	215	Loca	328	327
B. Danahy	575	575	Locat	130 50	130
B. Tarnaud	175	175	Mars	215	211
B.C.M.	841	842	Mars	240	240
Boussac	385	380	Mars	240	240
Boussac (Lyon)	252	252	Mars	240	240
Cable de Lyon	3500	3500	Mars	240	240
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1219	1220	Mars	240	240
Cablevision	518	513	Mars	240	240
Caillat	684	685	Mars	240	240
C.E.E.	385	385	Mars	240	240
C.E.G.F.	280	278	Mars	240	240
C.F.P.	250	250	Mars	240	240
Comet d'Orsay	740	748	Mars	240	240
C.N.M.	1261	1251	Mars	240	240
Codisat	275	275	Mars	240	240
Comang	354	352	Mars	240	240
Conform	1116	1123	Mars	240	240
Coval	375	365 20	Mars	240	240
Dalco	210 50	210	Mars	240	240
Daphin	713	720	Mars	240	240
Dorville	287	285	Mars	240	240
Dorville	1152	1152	Mars	240	240
Dorville	196	196	Mars	240	240
Dorville	175	175	Mars	240	240
Dorville	280	280	Mars	240	240
Dorville	15 50	15 20	Mars	240	240
Dorville	410	400	Mars	240	240
Dorville	196	196	Mars	240	240
Dorville	473	468 80	Mars	240	240
Dorville	474	474	Mars	240	240
Dorville	254	250	Mars	240	240
Dorville	1180	1180	Mars	240	240
Dorville	255	250	Mars	240	240
Dorville	355	355 50	Mars	240	240
Dorville	181	158	Mars	240	240
Dorville	1300	1300	Mars	240	240

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 19 juillet 1990

Nombre de contrats : 11 238

VALEURS	PRIX exercice	Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Boiseries	640	32	14	37	37
CEG	720	16,20	7,40	2,20	3,74
Ed. Aquitaine	50	1,30	—	—	—
Ed. SA-PLC	110	1,30	—	—	—
Ed. Disneyland SC	637	18	45	15,10	9
Havas	480	5,70	11	5,50	9
Laforge-Coppée	1 300	8	—	—	—
Michelin	630	7	—	—	—
MOA	1 083	95	—	—	—
Paribas	760	31	55	33	—
Pernod-Ricard	440	12	—	18	—
Pengost SA	600	11,50	25	—	—
Rhône-Poulenc CI	600	14	30	—	—
Saint-Gobain	440	17	32	14	—
Suez	110	3,50	8,10	8,80	9
Société générale	440	17	32	14	—
Suez Financière	440	17	32	14	—
Thomson-CSF	110	3,50	8,10	8,80	9

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 juillet 1990

Nombre de contrats : 67 283

COURS	Septembre 90	Décembre 90	Mars 91
Dernier	102,80	102,80	102,80
Précédent	102,80	103	102,84

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
102	1,12	1,88
	0,70	0,78

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,5075 F ↑

Le dollar s'est affaibli face aux monnaies européennes vendredi 20 juillet, tandis qu'il regagnait du terrain sur le yen, éprouvé par des rumeurs de scandale financier à Tokyo. A Paris, le billet vert s'échangeait en fin de matinée à 5,50 francs, contre 5,490 DM et 146,72 yen, et le mark valait 3,555 francs.

FRANCOFORT 19 juillet 20 juillet

Dollar (en DM) : 1,648 1,670

TOKYO 19 juillet 20 juillet

Dollar (en yen) : 141,60 146,25

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (20 juillet) : 9 348,78 %

New-York (19 juillet) : 8 %

BOURSES

PARIS (MSE, base 100 : 29-12-89)

18 juillet 19 juillet

Valeurs françaises : 97,10 96,80

Valeurs étrangères : 96,90 97,20

(SIFP, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC : 537,42 537,42

(SIFP, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 2 929,58 2 933,31

NEW-YORK (Index Dow Jones)

18 juillet 19 juillet

Industriel : 2 981,68 2 983,81

LONDRES (Index Financial Times)

18 juillet 19 juillet

Industriel : 1 908,60 1 882,78

Mines d'or : 179,40 181,20

Fonds d'Etat : 79,36 79,30

TOKYO

19 juillet 20 juillet

Nikkei Dow Jones : 33 055,62 32 421,52

Indice général : 2 393,06 2 363,43

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	5,4970	5,4990	Rep. + 150	Rep. + 460
£ - U.S.	4,7614	+ 75	+ 150	+ 270
£ can.	4,7672	+ 182	+ 141	+ 284
Yen (100)	3,7054	+ 63	+ 60	+ 152
DM	3,3555	+ 36	+ 52	+ 79
Mark	2,9786	+ 36	+ 49	+ 72
FR (100)	16,2626	+ 19	+ 183	+ 310
RS	3,5154	+ 20	+ 35	+ 45
L (1 000)	4,5827	+ 90	+ 44	+ 142
£	10,6018	+ 453	+ 407	+ 845

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.U.	7 7/8	8 1/8	8 1/2	8 5/8	8 7/8	8 7/8	8 1/2	8 1/16	8 3/4
Yen	7 3/16	7 7/16	8 1/2	8 7/8	8 3/16	8 1/2	8 1/2	7 11/16	8 7/16
Dea	7 15/16	8 3/16	8 1/2	8 7/8	8 3/16	8 1/2	8 1/2	8 3/8	8 7/16
Florida	7 3/4	8 1/8	8 1/2	8 7/8	8 3/16	8 1/2	8 1/2	8 3/8	8 7/16
F. (100)	9 1/4	9 5/8	9 3/16	9 7/16	9 1/2	9 1/2	9 3/8	9 1/2	9 3/4
F.S.	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 5/8	8 15/16	8 7/8	8 1/2	8 13/16	8 3/4
L (1000)	5	10 3/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 3/8	11 1/4	11 1/4
F	14 13/16	15 1/16	14 3/4	15	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
E France	9 5/8	9 7/8	9 11/16	9 13/16	9 3/4	9 3/4	9 7/8	9 15/16	10 1/16

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 20 JUILLET

Règlement mensuel

Compan- ions	WALERS	Cum prod.	Prema- ries	Danier costs	% +/-	Compan- ions	WALERS	Cum prod.	Prema- ries	Danier costs	% +/-	Compan- ions	WALERS	Cum prod.	Prema- ries	Danier costs	% +/-	Compan- ions	WALERS	Cum prod.	Prema- ries	Danier costs	% +/-
3650	CNE 3%	3676	3963	3670	-0.14	1070	Labinal	1065	1065	1060	-1.41	530	Saint Ger-	589	668	668	668	668	668	668	668	668	668
1081	B.C.P.T.	1103	1103	1103	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
1118	C.N.P.T.	1122	1122	1122	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
1980	Rennel T.P.	1930	1930	1930	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
2020	Rennel T.P.	2030	2030	2030	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
1255	Tennel T.P.	1248	1248	1248	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
1010	ACCOR	1049	1049	1049	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
1000	Accor	1049	1049	1049	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
515	AL.S.P.	515	515	515	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
2330	Adm. Proce	2330	2330	2330	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
1070	Adm. Proce	1070	1070	1070	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15	1440	Saint Ger-	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508	1508
245	Adm. Proce	245	245	245	0	1070	Luth. Balan	2840	2811	2840	+0.15												

COMPTANT (sélection)

Obligations			VALEURS			VALEURS			Etrangères		
VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Emp. Etat 8.977...	119 50	1 39	Comptex	700	700	Navigation (M.)	257	.....	A.E.G.	1023	.....
Emp. Etat 8.978...	120 20	0 21	Co Indemnité	8890	.....	Nord	207 10	256	Alco	128	123 50
Emp. Etat 10.875 75/80	101 71	9 81	Carlyle Almond	681	.....	Optique	404	278	Alco Almond	110	110 10
Emp. Etat 12.25 84	100 01	12 17	Concord	1052	.....	Ordi (C)	270	328	Alco Almond	110	110 10
Emp. Etat 15.95 84	100 01	13 85	Comp. M&P	35	40	Ordi (D)	1451	1440	Alco Almond	351	351
Emp. Etat 15.95 84	102 25	5 99	Comp. M&P	35	40	Digip-Drecom	1300	1330	American Branch	850	.....
Emp. Etat 15.95 84	110 12	7 74	Crédit Gén. Ind.	720	713	Palat Nordmont	690	650	Assurance M&P	217	.....
Emp. Etat 15.95 84	104 35	6 65	Co Univer. (Ch)	130 50	130 40	Parafin	236	235	Assurance M&P	815	815
Emp. Etat 15.95 84	107 80	6 40	Durville	720	719	Parafin (C)	282	284	Assurance M&P	252	252
10.26% M&P	102 09	.....	Département	1651	1652	Parafin (D)	325	3276	Assurance M&P	34500	34500
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	2465	2466	Parafin (E)	1400	1388	Assurance M&P	86	86
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	4400	4400	Parafin (F)	2150	2150	Assurance M&P	22 05	22 20
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	1478	1480	Parafin (G)	445	435	Assurance M&P	1005	1005
10.26% M&P	102 09	.....	Département	378 30	315	Parafin (H)	130	.....	Assurance M&P	327	323
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	3095	3095	Parafin (I)	973	970	Assurance M&P	635	635
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	6360	6410	Parafin (J)	175	175	Assurance M&P	1340	.....
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	250 20	202	Parafin (K)	688	610	Assurance M&P	86 80	86
10.26% M&P	102 09	.....	Département	351	352	Parafin (L)	652	610	Assurance M&P	105	105
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	1900	1900	Parafin (M)	535	462	Assurance M&P	327	323
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	751	751	Parafin (N)	500	480	Assurance M&P	635	635
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	523	523	Parafin (O)	2080	2085	Assurance M&P	1340	.....
10.26% M&P	102 09	.....	Département	220	2201	Parafin (P)	228	227	Assurance M&P	86 80	86
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	320 10	320	Parafin (Q)	681	681	Assurance M&P	105	105
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	194 20	177 20	Parafin (R)	130	130 90	Assurance M&P	327	323
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	2220	2220	Parafin (S)	174	870	Assurance M&P	635	635
10.26% M&P	102 09	.....	Département	821	821	Parafin (T)	560	607	Assurance M&P	1340	.....
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	900	848	Parafin (U)	657	655	Assurance M&P	86 80	86
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	840	835	Parafin (V)	625	623	Assurance M&P	105	105
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	630	630	Parafin (W)	625	623	Assurance M&P	327	323
10.26% M&P	102 09	.....	Département	523	523	Parafin (X)	625	623	Assurance M&P	635	635
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	220	2211	Parafin (Y)	625	623	Assurance M&P	1340	.....
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	2220	2220	Parafin (Z)	625	623	Assurance M&P	86 80	86
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	821	821	Parafin (A)	625	623	Assurance M&P	105	105
10.26% M&P	102 09	.....	Département	900	848	Parafin (B)	625	623	Assurance M&P	327	323
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	840	835	Parafin (C)	625	623	Assurance M&P	635	635
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	630	630	Parafin (D)	625	623	Assurance M&P	1340	.....
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	523	523	Parafin (E)	625	623	Assurance M&P	86 80	86
10.26% M&P	102 09	.....	Département	220	2211	Parafin (F)	625	623	Assurance M&P	105	105
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	2220	2220	Parafin (G)	625	623	Assurance M&P	327	323
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	821	821	Parafin (H)	625	623	Assurance M&P	635	635
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	900	848	Parafin (I)	625	623	Assurance M&P	1340	.....
10.26% M&P	102 09	.....	Département	840	835	Parafin (J)	625	623	Assurance M&P	86 80	86
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	630	630	Parafin (K)	625	623	Assurance M&P	105	105
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	523	523	Parafin (L)	625	623	Assurance M&P	327	323
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	220	2211	Parafin (M)	625	623	Assurance M&P	635	635
10.26% M&P	102 09	.....	Département	2220	2220	Parafin (N)	625	623	Assurance M&P	1340	.....
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	821	821	Parafin (O)	625	623	Assurance M&P	86 80	86
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	900	848	Parafin (P)	625	623	Assurance M&P	105	105
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	840	835	Parafin (Q)	625	623	Assurance M&P	327	323
10.26% M&P	102 09	.....	Département	630	630	Parafin (R)	625	623	Assurance M&P	635	635
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	523	523	Parafin (S)	625	623	Assurance M&P	1340	.....
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	220	2211	Parafin (T)	625	623	Assurance M&P	86 80	86
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	2220	2220	Parafin (U)	625	623	Assurance M&P	105	105
10.26% M&P	102 09	.....	Département	821	821	Parafin (V)	625	623	Assurance M&P	327	323
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	900	848	Parafin (W)	625	623	Assurance M&P	635	635
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	840	835	Parafin (X)	625	623	Assurance M&P	1340	.....
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	630	630	Parafin (Y)	625	623	Assurance M&P	86 80	86
10.26% M&P	102 09	.....	Département	523	523	Parafin (Z)	625	623	Assurance M&P	105	105
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	220	2211	Parafin (A)	625	623	Assurance M&P	327	323
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	2220	2220	Parafin (B)	625	623	Assurance M&P	635	635
10.26% M&P	102 09	.....	Département	821	821	Parafin (C)	625	623	Assurance M&P	1340	.....
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	900	848	Parafin (D)	625	623	Assurance M&P	86 80	86
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	840	835	Parafin (E)	625	623	Assurance M&P	105	105
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	630	630	Parafin (F)	625	623	Assurance M&P	327	323
10.26% M&P	102 09	.....	Département	523	523	Parafin (G)	625	623	Assurance M&P	635	635
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	220	2211	Parafin (H)	625	623	Assurance M&P	1340	.....
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	2220	2220	Parafin (I)	625	623	Assurance M&P	86 80	86
10.26% M&P	102 09	.....	Département	821	821	Parafin (J)	625	623	Assurance M&P	105	105
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	900	848	Parafin (K)	625	623	Assurance M&P	327	323
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	840	835	Parafin (L)	625	623	Assurance M&P	635	635
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	630	630	Parafin (M)	625	623	Assurance M&P	1340	.....
10.26% M&P	102 09	.....	Département	523	523	Parafin (N)	625	623	Assurance M&P	86 80	86
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	220	2211	Parafin (O)	625	623	Assurance M&P	105	105
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	2220	2220	Parafin (P)	625	623	Assurance M&P	327	323
10.26% M&P	102 09	.....	Département	821	821	Parafin (Q)	625	623	Assurance M&P	635	635
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	900	848	Parafin (R)	625	623	Assurance M&P	1340	.....
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	840	835	Parafin (S)	625	623	Assurance M&P	86 80	86
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	630	630	Parafin (T)	625	623	Assurance M&P	105	105
10.26% M&P	102 09	.....	Département	523	523	Parafin (U)	625	623	Assurance M&P	327	323
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	220	2211	Parafin (V)	625	623	Assurance M&P	635	635
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	2220	2220	Parafin (W)	625	623	Assurance M&P	1340	.....
10.26% M&P	102 09	.....	Département	821	821	Parafin (X)	625	623	Assurance M&P	86 80	86
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	900	848	Parafin (Y)	625	623	Assurance M&P	105	105
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	840	835	Parafin (Z)	625	623	Assurance M&P	327	323
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	630	630	Parafin (A)	625	623	Assurance M&P	635	635
10.26% M&P	102 09	.....	Département	523	523	Parafin (B)	625	623	Assurance M&P	1340	.....
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	220	2211	Parafin (C)	625	623	Assurance M&P	86 80	86
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	2220	2220	Parafin (D)	625	623	Assurance M&P	105	105
10.26% M&P	102 09	.....	Département	821	821	Parafin (E)	625	623	Assurance M&P	327	323
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	900	848	Parafin (F)	625	623	Assurance M&P	635	635
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	840	835	Parafin (G)	625	623	Assurance M&P	1340	.....
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	630	630	Parafin (H)	625	623	Assurance M&P	86 80	86
10.26% M&P	102 09	.....	Département	523	523	Parafin (I)	625	623	Assurance M&P	105	105
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	220	2211	Parafin (J)	625	623	Assurance M&P	327	323
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	2220	2220	Parafin (K)	625	623	Assurance M&P	635	635
10.26% M&P	102 09	.....	Département	821	821	Parafin (L)	625	623	Assurance M&P	1340	.....
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	900	848	Parafin (M)	625	623	Assurance M&P	86 80	86
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	840	835	Parafin (N)	625	623	Assurance M&P	105	105
OAT 9.5% 12/1989	102 84	1 40	Département	630	630	Parafin (O)	625	623	Assurance M&P	327	323
10.26% M&P	102 09	.....	Département	523	523	Parafin (P)	625	623	Assurance M&P	635	635
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	220	2211	Parafin (Q)	625	623	Assurance M&P	1340	.....
OAT 9.5% 12/1989	103 70	1 40	Département	2220	2220	Parafin (R)	625	623	Assurance M&P	86 80	86
10.26% M&P	102 09	.....	Département	821	821	Parafin (S)	625	623	Assurance M&P	105	105
OAT 10% 8/2000	102 84	1 40	Département	900	84						

SICAV (sélection)

VALUES	Emission Fraile Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Fraile Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Fraile Incl.	net
A.A.	1190 34	1132 04	Fruc-Accom.	30 13	30 13	Placement J.	6982 43	6980 27
GF 5200	243 28	238 77	Fruc-Cap	35 25	34 73	Placement Premier	1244 22	118 97
GF 5200	868 89	826 96	Fruc-Cont	119783 51	119783 51	Place	56186 53	55186 53
GF 5200	6925 96	6923 96	Fruc-Cap	236 35	232 96	Place	10959 13	10958 25
GF 5200	105 08	105 77	Fruc-Exp	959 49	501 22	Place	110 21	107 99
GF 5200	1200 73	1171 44	Fruc-Exp	30 56	29 91	Place	2483 51	2483 51
GF 5200 as CP	585 73	678 81	Fruc-Exp	33 90	33 07	Place	1057 18	1022 40
GF 5200	1019 13	1009 05	Fruc-Exp	11311 78	11144 81	Place	133 56	130 28
GF 5200	128 14	121 01	Fruc-Exp	4615 48	4601 18	Place	103 05	103 05
GF 5200	124 19	121 01	Fruc-Exp	7289 38	7177 93	Place	162 65	160 25
GF 5200	115 24	405 11	Fruc-Exp	61529 23	61529 23	Place	1148 56	1129 62
GF 5200	1067 03	1061 72	Fruc-Exp	169 59	161 85	Place	956 12	912 86
GF 5200	10717 80	10717 80	Fruc-Exp	1404 28	1404 28	Place	280 67	280 67
GF 5200	702 78	685 94	Fruc-Exp	1243 68	1207 44	Place	241 80	230 83
GF 5200	6695 38	6305 85	Fruc-Exp	10245 63	10412 11	Place	656 38	630 42
GF 5200	579 85	557 44	Fruc-Exp	12001 46	11529 87	Place	950 02	940 56
GF 5200	8052 92	6043 92	Fruc-Exp	577 87	580 94	Place	188 02	188 02
GF 5200	110 15	1110 95	Fruc-Exp	186 75	181 31	Place	333 22	312 71
GF 5200	382 77	370 18	Fruc-Exp	251 74	248 02	Place	823 36	786 02
GF 5200	1321 23	1282 75	Fruc-Exp	217 71	207 02	Place	1484 80	1484 80
GF 5200	1803 27	1671 81	Fruc-Exp	312 64	288 46	Place	12817 03	12685 72
GF 5200	111 78	105 38	Fruc-Exp	212 40	208 94	Place	1181 13	1181 13
GF 5200	103 13	103 13	Fruc-Exp	255 77	255 77	Place	739 29	686 81
GF 5200	121 11	123 48	Fruc-Exp	266 21	254 14	Place	1570 80	1568 45
GF 5200	138 48	127 96	Fruc-Exp	458 84	438 03	Place	719 13	698 18
GF 5200	119 59	530 05	Fruc-Exp	136 85	130 45	Place	450 10	438 05
GF 5200	135 65	118 60	Fruc-Exp	180 91	172 64	Place	1567 27	1567 27
GF 5200	5367 48	5367 48	Fruc-Exp	329 83	329 83	Place	737 13	717 42
GF 5200	4490 14	4363 80	Fruc-Exp	5788 05	5717 47	Place	442 42	430 58
GF 5200	420 11	409 96	Fruc-Exp	1089 13	1089 13	Place	203 35	205 23
GF 5200	1718 68	1718 68	Fruc-Exp	5829 72	5829 72	Place	450 32	438 05
GF 5200	103 27	103 27	Fruc-Exp	11210 73	11210 73	Place	1289 21	1251 86
GF 5200	37 07	102 03	Fruc-Exp	24685 62	24685 62	Place	341 40	341 40
GF 5200	118 41	118 41	Fruc-Exp	825 26	825 26	Place	1145 15	1145 15
GF 5200	5913 89	5913 89	Fruc-Exp	2080 77	2080 77	Place	1145 15	1093 22
GF 5200	420 54	409 96	Fruc-Exp	22341 42	22341 42	Place	1384 50	1321 72
GF 5200	925 87	925 87	Fruc-Exp	589 40	582 82	Place	558 52	542 74
GF 5200	1090 17	1089 95	Fruc-Exp	726 37	726 37	Place	2033 19	2033 19
GF 5200	1230 57	1190 49	Fruc-Exp	459 63	459 63	Place	1221 82	1187 91
GF 5200	1110 23	1062 42	Fruc-Exp	438 62	438 62	Place	1187 46	1182 46
GF 5200	246 26	236 23	Fruc-Exp	5376 21	5376 21	Place	6388 94	6093 23
GF 5200	141 81	135 70	Fruc-Exp	56916 39	56916 39	Place	553	547 52
GF 5200	1052 42	1030 57	Fruc-Exp	61510 93	61510 93	Place	125 43	125 43
GF 5200	125 10	119 03	Fruc-Exp	68168 76	68168 76	Place	198 10	195 85
GF 5200	2168 16	2147 68	Fruc-Exp	11394 07	11394 07	Place	769 29	7074 50
GF 5200	425 10	420 81	Fruc-Exp	1405 30	1405 30	Place	12127 43	12127 43
GF 5200	56267 08	56267 08	Fruc-Exp	238800 00	238800 00	Place	106785 29	106785 29
GF 5200	33186 38	33186 38	Fruc-Exp	14822 68	14772 53	Place	5080 22	5080 22
GF 5200	2658 99	2658 99	Fruc-Exp	6688 98	6572 46	Place	496 39	496 39
GF 5200	1265 93	1265 93	Fruc-Exp	131 92	128 18	Place	620 43	620 43
GF 5200	34267 12	34267 12	Fruc-Exp	1185 02	1153 30	Place	680 83	658 03
GF 5200	3027 63	3027 63	Fruc-Exp	21453 49	21543 49	Place	198 95	198 95
GF 5200	4269 17	4269 17	Fruc-Exp	510 23	508 23	Place	164 18	164 18
GF 5200	24622 21	24622 21	Fruc-Exp	1513 13	1473 27	Place	112 75	112 75
GF 5200	8954 60	8894 60	Fruc-Exp	6468 92	6468 92	Place	115 74	115 74
GF 5200	572 34	572 34	Fruc-Exp	10109 02	10093 93	Place	1513 06	1485 37
GF 5200	1676 40	1650 79	Fruc-Exp	11975 07	11975 07	Place	829 89	807 12
GF 5200	101 69	95 68	Fruc-Exp	84 89	81 67	Place	1306 07	1280 44
GF 5200	58895 42	58895 42	Fruc-Exp	1281 30	1285 57	Place	1400 19	1380 91
GF 5200	1342 84	1306 71	Fruc-Exp	138 82	135 70	Place	203 80	202 80
GF 5200	189 08	184 74	Fruc-Exp	2231 15	2256 70	Place	1360 56	1315 82
GF 5200	12265 86	12273 81	Fruc-Exp	1000 78	985 98	Place	1653 12	1588 77
GF 5200	106 84	103 84	Fruc-Exp	152 82	150 82	Place	579 78	566 74
GF 5200	457 61	445 36	Fruc-Exp	1119 52	1110 52	Place	1765 74	1763 74
GF 5200	1176 13	1164 48	Fruc-Exp	10846 10	10840 10	Place	696 08	680 08
GF 5200			Fruc-Exp	3300 71	30195 83	Place	24521 86	24521 86

Cote des Changes

[illegible]

Marché libre de l'or

Guy Degrange	210
Heribo Niles Zan	257
Hoogewegen	381
Lectures du Monde	240
Martin Isam	960
Nicolas	378
Paincic, Parcier	177 6
Romero N.Y	3600
St-Gabriel-Emballage	310 2
Sarna Metz	1820
S.E.P.R.	356
Sick	382
S.P.R. act. B	360
Ulines	968
Wonder	

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : maximum

هكذا من الامل

Le Monde

22 e Samedi 21 juillet 1990 e

ALGERIE : en exil depuis neuf ans

L'ancien président Ben Bella rentrera au début du mois de septembre

Les responsables du Mouvement pour la démocratie (MDA) ont annoncé jeudi 19 juillet à Alger que l'ancien président Ahmed Ben Bella, fondateur de leur organisation et actuellement en exil en Suisse, rentrerait en Algérie au début de septembre. Le MDA a également présenté le premier numéro de son journal en langue arabe, « El Badil », tiré à 130 000 exemplaires. Un équivalent en langue française devrait voir le jour dans quelques semaines.

ALGER

de notre correspondant

Aujourd'hui âgé de soixante-quatre ans, en exil depuis 1981, exilé choisis quelques mois après que le président Chadli Bendjedid l'eût sorti de la prison où l'avait jeté le

colonel Boumediène. M. Ben Bella, même si le succès électoral du Front islamique de salut (FIS) le 12 juin dernier, paraît avoir quelque peu bousculé le calendrier, c'est en tout cas une réception de sauveur que lui préparent ses partisans. L'arrivée devrait avoir lieu par bateau, le 8 septembre, avec, à bord, journalistes, amis et exilés rentrant au pays. Les amis de M. Ben Bella ne doutent pas qu'il y aura foule sur les quais pour fêter l'ancien président.

La perspective n'a pas changé, même si le succès électoral du Front islamique de salut (FIS) le 12 juin dernier, paraît avoir quelque peu bousculé le calendrier, c'est en tout cas une réception de sauveur que lui préparent ses partisans. L'arrivée devrait avoir lieu par bateau, le 8 septembre, avec, à bord, journalistes, amis et exilés rentrant au pays. Les amis de M. Ben Bella ne doutent pas qu'il y aura foule sur les quais pour fêter l'ancien président.

Le retour de l'ancien président, cette fois officiellement annoncé, témoigne d'une accélération de la situation politique. Apparemment, après la victoire du FIS et la déroute du FLN, il paraissait bloqué. Le gouvernement de M. Hamrouche, désormais en délicatesse avec l'ONU, fait mine de gouverner en cisant des textes nouveaux qu'une assemblée nationale frondeuse, et de toute façon en vacances, ne peut ratifier à moins d'une session extraordinaire qui demeure du domaine de l'hypothèse.

Le président de la République, lui, reste muet et M. Abassi Madani, rentré le 17 juillet de La Mecque, n'a pas encore manifesté sa présence même si, sous la pression de ses troupes les plus jeunes, qui trouvent la parenthèse longue, on lui prête l'intention de rappeler très prochainement son exigence de voir l'assemblée nationale dissoute.

D'intenses conciliabules se mènent cependant en coulisses. Les amis de M. Ben Bella affirment que les prochaines élections législatives se tiendront entre octobre et novembre prochains. Ils en paraissent assurés et, en tout cas, ils doivent l'être puisque c'est cette perspective qui a incité leur chef à rentrer au pays.

Le MDA, qui, selon sa direction, est en discussion avec tous les autres partis politiques, ambitionne, « afin de préserver l'unité du pays », de présenter à cette occasion des listes communes avec le FIS et d'autres partis, notamment avec des transfuges d'un FLN au bord de l'explosion. Une solution qui plairait particulièrement à M. Ben Bella, qui tient à son image de rassembleur.

GEORGES MARION

Dans une cité de Grenoble

Policiers en déroute

GRENOBLE

de notre correspondant

Quatre gardiens de la paix grenoblois qui étaient en patrouille au cours de la nuit du 16 au 17 juillet ont été contraints, sous la pression des habitants, de quitter le quartier Teisseire où ils venaient d'arrêter le voleur d'un véhicule dérobé quelques heures plus tôt dans la même cité.

Le jeune homme avait été pris en chasse par les policiers dans le centre de Grenoble. Il prit aussitôt la direction de son propre quartier pour y trouver refuge. Dès qu'ils eurent intercepté le voleur, les gardiens de la paix furent la cible de lancers de pierres et de bouteilles. Une trentaine d'habitants de cette cité populaire se ligèrent pour faire reculer, puis chasser les policiers de leur quartier.

Dans la confusion qui régna alors, le voleur s'échappa tandis que les forces de l'ordre récupéraient, avec difficulté, le véhicule dérobé. A l'hôtel de police de Grenoble, on affirmait vendredi 20 juillet que le malfaiteur avait été identifié et qu'il serait arrêté « le moment venu ».

C. F.

CUBA

Trois dissidents affirment avoir participé à une « manipulation » contre La Havane

Trois des cinq dissidents cubains qui s'étaient réfugiés pendant plus d'une semaine à l'ambassade de Tchécoslovaquie à La Havane ont déclaré, jeudi 19 juillet à la télévision, qu'ils avaient agi dans le cadre d'une « manipulation » impliquant quatre missions diplomatiques à La Havane : celles des Etats-Unis, de la RFA, de la Tchécoslovaquie et du Canada.

Lazaro Cabrera Puente, Carlos Novoa Ponce, membres de l'Association Pro-Arte Libre (APAL), et José Luis Mari Becerra, président du Comité cubain démocrate chrétien (CCDC), ont mis en cause quatre diplomates : le premier secrétaire de l'ambassade de RFA, Peter Schaller, le chargé d'affaires tchèque, Jan Domok, l'ex-consul des Etats-Unis, William Branciek, et une fonctionnaire de la Section des intérêts américains, Ana Evans, femme du chargé de presse américain David Evans.

Au cours d'un programme spécial de la télévision cubaine des tins à démontrer que l'affaire des réfugiés dans l'ambassade tchécoslovaque était une « provocation planifiée » contre Cuba, deux figures de la dissidence cubaine, actuelle-

ment en prison, Tania Diaz Castro, secrétaire générale du Parti des Droits de l'homme (PPDH), et Pablo Roberto « Pupo » Sanchez, président de l'APAL, ont confirmé les déclarations des trois réfugiés.

Selon Tania Diaz Castro, l'idée de l'entrée de dissidents dans une ambassade occidentale a été envisagée à l'ambassade de RFA en mars dernier avec Lazaro Cabrera en présence de M. Schaller. Pour faire coïncider cette action avec la réunion de la Commission des Droits de l'homme de l'ONU à Genève, il était prévu d'aller demander l'asile à l'ambassade du Canada.

Par ailleurs la dégradation des rapports entre le régime castriste et l'Espagne s'est poursuivie, jeudi, avec l'annonce par Madrid de la suspension de sa coopération économique avec Cuba en attendant qu'une solution soit trouvée pour les quatre Cubains réfugiés à l'ambassade espagnole à La Havane. Enfin, les cinq derniers réfugiés, qui se trouvaient dans la résidence du chargé d'affaires tchécoslovaque à Cuba, se sont rendus jeudi aux autorités de La Havane.

(AFP, Reuters)

Le rachat du constructeur américain de satellites

L'Aérospatiale et Alcatel intéressés par Ford Aerospace

Ford Motors a annoncé, jeudi 19 juillet, avoir reçu trois offres d'achat pour la division Ford Aerospace qui a été mise en vente en janvier dernier : le choix serait fait la semaine prochaine. Ford Aerospace réalise des satellites, des systèmes de communication pour la défense, des postes de contrôle au sol et des systèmes d'armes tactiques, compte 17 000 salariés et a réalisé un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de dollars en 1989 (près de 10 milliards de francs). Deux industriels français, Aérospatiale et Alcatel, sont parties prenantes dans les offres de reprise.

En effet les trois candidats sont un consortium réunissant Westinghouse Electric (12,8 milliards de dollars de chiffre d'affaires), l'Aérospatiale et la firme d'investissements Carlyle Group ; une alliance GM Hughes (le premier constructeur américain de satellites) et Alcatel (du groupe CGE) ; enfin Loral Corp, une firme d'électronique (1,4 milliard de dollars de chiffre d'affaires). D'autres offres avaient un moment été évoquées, notamment avec des constructeurs américains. Ainsi Aérospatiale avec Ford Aerospace pour Intelsat V (elle a fourni la structure principale), Alcatel avec Hughes (et Thomson pour Intelsat VI, et avec Ford Aerospace pour Intelsat VII).

D'autre part, la participation à la reprise de Ford Aerospace est un enjeu dans les relations entre l'Aérospatiale et Alcatel, toujours en discussion. En revanche, les industriels français sont intéressés par l'activité satellite dans laquelle ils ont souvent été associés avec des constructeurs américains. Ainsi Aérospatiale avec Ford Aerospace pour Intelsat V (elle a fourni la structure principale), Alcatel avec Hughes (et Thomson pour Intelsat VI, et avec Ford Aerospace pour Intelsat VII).

M. Louis Bayon nommé chef du RAID

Le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, vient de nommer par arrêté le commissaire principal Louis Bayon à la tête de l'unité d'élite de la police nationale, le RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion). (Agé de quarante-cinq ans, M. Bayon est entré dans la police en qualité d'inspecteur en 1968. Promu commissaire en 1975, il effectue l'essentiel de sa carrière dans la police judiciaire et dirige le groupe de répression du banditisme successivement à Strasbourg, Versailles, et Marseille. Depuis le 2 juin 1986, M. Bayon était le chef de la Sûreté urbaine de Rennes. Il remplace aujourd'hui à la tête du RAID M. Ange Mancini, récemment nommé directeur du service régional de police judiciaire de Versailles (le Monde du 8 juin).)

CARTES POSTALES

La trace brouillée du Grand Meaulnes

On pourrait mille fois passer devant sans en soupçonner l'existence. Le « domaine mystérieux » n'est pas répertorié dans les guides, et se cache habilement derrière une ferme, au cœur d'une forêt, à l'écart des routes. Il faut contourner la ferme par un chemin de terre et l'on découvre une grande bâtisse aux fenêtres murées, dévorée de ronces et de silence.

L'été, par grand soleil, on peine déjà à dénicher le « domaine mystérieux ». Alors il faut imaginer une nuit de décembre, quand les forêts solennelles se bécotaient de brumes et de sortilèges : on comprend que le Grand Meaulnes, après des jours et des nuits de perdition dans les chemins creux, ait échoué à ce terminus des errances.

C'est cette abbaye abandonnée aux murs bleus pâles, aujourd'hui offerte aux regards de tout explorateur persévérant, fut bien le modèle de ce « domaine mystérieux » où Meaulnes assista tremblant à une fête irréelle. Auteure de ce roman-culte de plusieurs générations de collégiens de la laïque, Alain-Fournier est né à quelques kilomètres de là, à La Chapelle-d'Angillon. Enfant, il dut se perdre plus d'une fois dans ces chemins et, d'un bosquet, contempler l'abbaye en rêvant fleurs et dentelles.

Les portes sont cadenassées. Toutes ? Non, une a été forcée. Courage, entrons. On monte par un escalier qui craque, comme il se doit. A l'étage, quatre interminables galeries lambrissées entourent un cloître délicieux. Juchant les parquets, quelques paquets de Gauloises attestent que nous ne sommes pas le premier intrus.

depuis Augustin Meaulnes. On marche dans les gravats et les débris de verre. Quelques part, une fenêtre chaque. Fissure. Aux murs, des inscriptions à la craie - « Serein est là. Serein te guette » - « Serein est là. Serein te guette » - témoignent que la jeunesse berrichonne doit s'adonner périodiquement ici à quelques dévotions vaguement lucifériennes.

Si l'on parvient à retrouver l'escalier, redescendons. En bas, la chapelle est ouverte aux quatre vents. Au sol, une trappe étroite laisse entrevoir les catacombes. Faut-il l'avouer ? Nous n'osâmes pas nous risquer sur l'échelle branlante qui devait mener droit en enfer. On ressortit au soleil. Et il n'y avait là ni fantômes de moines, ni gnomes, ni farfadets. Nul autre que le fils de la ferme qui travaillait paisiblement au potager.

Trop tôt attaché à la littérature par la grande boucherie de 1914, Alain-Fournier, dans tous les lieux de son enfance, fait l'objet d'un culte persistant. L'école communale d'Epineuil-le-Fleuriel (Cher), où enseigna M. Fournier père, est religieusement, si l'on ose dire, maintenue en l'état : l'instituteur actuel se refuse même à installer l'électricité dans la mansarde où dormit le jeune Alain-Fournier. Jusqu'aux propriétaires du château - ouvert au public - de La Chapelle-d'Angillon, qui lui consacrent une salle et un émuveur d'apocryphe.

Mais au « Domaine mystérieux », source de toute la magie du Grand Meaulnes, point de culte, de billets d'entrée ni de magasins de souvenirs. Rien que les ronces. Et l'oubli.

De La Chapelle-d'Angillon (Cher).

DANIEL SCHNEIDERMAN

EN BREF

Le tremblement de terre aux Philippines : 37 survivants retrouvés dans les ruines d'un hôtel. Trente-sept survivants ont été dégagés des décombres d'un hôtel de Baguio, jeudi 19 juillet, trois jours après le tremblement de terre qui a secoué le nord des Philippines. Selon la télévision nationale, une centaine d'autres personnes ont été portées disparues à la suite d'un glissement de terrain, provoqué par le séisme le long d'une route de montagne dans la province de Nueva Vizcaya, à 170 km au nord de Manille. (Reuters)

URSS : poursuite des violences en Kirghizie. - Huit personnes ont été tuées et dix-huit autres hospitalisées au cours des dernières vingt-quatre heures en Kirghizie, où les « combats », incendies et pogroms » entre Kirghizes et Ouzbeks, qui ont fait officiellement plus de deux cents morts depuis le 4 juin, se poursuivent toujours dans la région de Osh, a annoncé jeudi 19 juillet l'agence Tass.

Le meurtre d'une mère par ses deux filles : expertises négatives sur l'existence d'une maladie incurable. - L'autopsie pratiquée par le Dr Fiedelitz sur le corps de Mme Marie-Agnès Técher, décédée le 13 juillet à Issy-les-Moulineaux (Hauts de Seine), suite à une injection intra-veineuse de potassium pratiquée par ses deux filles (le Monde du 19 juillet), n'a pas permis de déceler une maladie évidente de la victime. Des examens complémentaires, histologiques et toxicologiques, ont été demandés par M. Nelly Deffosse, juge d'instruction au tribunal de Nanterre. Les deux sœurs, Marguerite et Marie-Raymonde, avaient expliqué leur geste par le souci d'abréger les souffrances de leur mère atteinte, selon elles, d'une maladie incurable, un cancer en phase terminale. Marguerite et Marie-Raymonde Técher avaient été inculpées, samedi 14 juillet, d'« homicide volontaire sur mère légitime avec préméditation » et écrouées à la maison d'arrêt de Versailles.

Après des condamnations de prêtres pour abus sexuels

L'archevêque de Terre-Neuve démissionne

L'archevêque de Saint-Jean-de-Terre-Neuve, Mgr Alphonsus Penney, a annoncé, mercredi 18 juillet, qu'il avait présenté sa démission au pape à la suite d'abus sexuels commis sur de jeunes garçons par une vingtaine de prêtres de l'Eglise catholique de cette province canadienne. Ceux-ci avaient été inculpés ou reconnus coupables ces deux dernières années pour des faits remontant à dix ans.

Archevêque depuis 1979, Mgr Penney, soixante-cinq ans, est sévèrement critiqué par une commission - qu'il a lui-même contribué à mettre sur pied - chargée d'étudier ces affaires. Selon cette commission, présidée par l'ancien lieutenant gouverneur de Terre-Neuve, un anglican, l'archevêché avait eu connaissance de cas d'abus sexuels depuis 1976, mais ne les avait pas révélés et n'était pas venu en aide aux familles des victimes. - (AFP)

AUTOMOBILISME : option pour Alesi chez Ferrari. - Selon la Gazzetta dello sport, le pilote français de formule 1 Jean Alesi aurait signé une « lettre d'intention » pour son passage dans l'écurie Ferrari en 1991, où il succéderait au Britannique Nigel Mansell qui, lui-même, a annoncé sa retraite pour la fin de la présente saison (le Monde du 17 juillet). Ce transfert dépend toutefois de la décision de la Haute Cour de Londres qui doit statuer sur le contrat qui lie encore le jeune pilote français à l'écurie Tyrrell.

LE PLUS GRAND CHOIX DES MEILLEURES MARQUES DE

LITERIE

CHEZ CAPELOU

37, Av. de la République 75011 PARIS
Tél. (1) 43 57 46 55 M^{me} Parmentier

Le Monde

POURQUOI TOUTES LES GÉNÉRATIONS

Renseignements :

45-55-91-82, page 4344

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

La fin du « roi Arthur »

Le chef des mineurs britanniques devant la justice..... 3

M. Delors à Moscou

M. Gorbatchev plaide pour une aide en faveur de l'URSS..... 4

POLITIQUE

La formation au FN

Des jeunes apprennent le militantisme politique..... 6

Tunnel sous le Mont-Blanc

M. Mitterrand et M. Cossiga pour un 25^e anniversaire..... 5

Forêts d'Alsace

M. Mitterrand aime aussi les arbres d'Alsace..... 6

SOCIÉTÉ

Trafic d'armes

Les quatre responsables identifiés..... 7

Football

Déroulé du championnat de France 1990-1991 de première division..... 8

CULTURE

Les héros d'Avignon

Hommages à Jean Bousset et à Jean-Paul Chambas..... 9

Le jazz au soleil

La trentième édition d'Antibes-Juan-les-Pins..... 10

COMMUNICATION

La mort de Georges Dargaud

Le grand patron de la BD..... 10

SANS VISA

Gos, l'ancienne portugaise

Gastronomie..... pages 11 à 13

ÉCONOMIE

L'offensive japonaise sur l'électronique

Les Européens à la recherche d'une riposte commune..... 17

Crise agricole en RDA

Un programme d'urgence du gouvernement..... 17

Commerce extérieur

Le déficit continue de diminuer..... 17

L'avenir d'Airbus

Les achats roumains..... 19

Services

Abonnements..... 6

Jeux..... 12

Carnet..... 15

Lois..... 10

Marchés financiers..... 20-21

Météorologie..... 15

Radio-Télévision..... 16

Spectacles..... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 20 juillet 1990 a été tiré à 498 436 exemplaires.